

Bien comprendre le libertarianisme

Hans-Hermann Hoppe



Traduction par Léa Sentenac, Stéphane Geyres et Daivy Merlijs.
Titre original : *Getting Libertarianism Right*.

Recueil de discours originellement prononcés à la PFS (Property and Freedom Society) en 2017.

Publié sous CC0.

Dans la mesure du possible en vertu de la loi, la personne qui a associé CC0 à cette œuvre a renoncé à tout droit d'auteur et droits connexes ou voisins sur cette œuvre.

Vous devriez avoir reçu une copie du code légal CC0 avec cette œuvre.

Si ce n'est pas le cas, visitez

<https://creativecommons.org/publicdomain/zero/1.0/deed.fr>



Table des matières

Préface par Sean Gabb	5
Hoppe : Enfant de l'accord ouest-allemand	5
Hoppe : Héritier de Rothbard	6
Le présent recueil	10
Conclusion.....	15
1. Un libertarianisme réaliste	17
2. Démocratie, décivilisation et quête d'une nouvelle contre-culture ...	45
3. Libertarianisme et Alt-Right : à la recherche d'une stratégie libertarienne pour le changement social	61
4. Mûrir avec Murray	83

Préface par Sean Gabb

Les écrits rassemblés dans ce livre sont pour la plupart des allocutions prononcées à Bodrum devant la *Property and Freedom Society*, dont le Professeur Hoppe est à la fois fondateur et président. J'ai eu la chance de les entendre lus à l'assemblée, et je suis très honoré qu'on m'ait demandé d'apporter une préface aux versions publiées.

Je diviserai ma préface en trois sections. Tout d'abord, je donnerai un bref aperçu des débuts de Hoppe et de son évolution intellectuelle. Ensuite, j'écrirai plus longuement sur les travaux universitaires qui l'ont placé à la tête du mouvement libertarien international. Troisièmement, j'aborderai le ou les thèmes principaux qui ressortent du présent recueil.

Hoppe : Enfant de l'accord ouest-allemand

Hans-Hermann Hoppe est né le 2 septembre 1949 à Peine, une ville du secteur britannique de l'Allemagne [alors] occupée. Après avoir fréquenté diverses écoles locales, il étudia d'abord à l'Université de Sarre à Sarrebruck, puis de là il déménagea pour l'Université Goethe de Francfort, où il étudia sous la direction du néomarxiste connu Jürgen Habermas, qui fut aussi le principal conseiller de la thèse de doctorat de Hoppe en philosophie, sur David Hume et Emmanuel Kant. À cette époque, Hoppe était lui-même marxiste et n'avait aucun différend sérieux avec son maître. Il déclara plus tard : « Ce que j'aimais dans le marxisme, c'est qu'il s'efforce de fournir un système rigoureux, déduit déductivement. »¹ Pour tout observateur extérieur, il suivait un chemin suivi par des milliers de sa génération. Il aurait dû, selon le cours normal des choses, finir à un poste de titulaire où son devoir, sous couvert d'une désaffection galopante, était de prêcher la conformité au nouvel ordre des choses en Allemagne de l'Ouest.

Cependant, ce qu'il détesta rapidement dans le marxisme, c'est son échec en tant que système intellectuel. Son désenchantement fut un

¹ « The Private Property Order: An Interview with Hans-Hermann Hoppe », *Austrian Economics Newsletter* 18, n° 1 (2014). Disponible ici :

<https://mises.org/library/private-property-order-interview-hans-hermann-hoppe> — vérifié en novembre 2015.

processus graduel, et il traversa une période où il fut influencé par Karl Popper, et fut même un social-démocrate en politique. Sa rupture finale avec le gauchisme se produisit alors qu'il rédigeait sa thèse d'habilitation sur les fondements de la sociologie et de l'économie. Il débuta par l'idée que, alors que certaines vérités sur le monde peuvent être connues a priori, les lois de l'économie et de la sociologie sont a minima largement apprises par induction. Il rejeta ensuite cette idée, venant à estimer que l'économie, contrairement à la sociologie, est une science entièrement déductive. Cela le mena alors à la découverte de Ludwig von Mises. Voilà un système qui avançait les mêmes revendications ambitieuses que le marxisme. L'Autrianisme était un ensemble de théories économiques, politiques, juridiques et bien d'autres encore, s'imbriquant les unes aux autres et grandement déductives. Contrairement au marxisme, cela était intellectuellement cohérent. Cela apportait aussi une véritable connaissance du monde. La dernière étape qui restait à franchir sur cette voie nouvelle et imprévue était la découverte de Murray Rothbard. Hoppe termina les années 1970 comme libertarien radical du libre marché. N'étant le bienvenu dans plus aucune université ouest-allemande, il partit pour les États-Unis en 1985.

Hoppe : Héritier de Rothbard

Jusqu'en 1986, il enseigna à New York sous la supervision de Rothbard, « travaillant et vivant côte à côte avec lui, en contact personnel constant et immédiat ». Ils déménagèrent ensuite ensemble pour enseigner à l'Université du Nevada à Las Vegas. Là-bas, ils se retrouvèrent au centre de ce qui devint le « Las Vegas Circle », un groupe d'économistes et de philosophes libertariens des plus brillants et productifs de l'histoire du mouvement libertarien. Parmi les autres membres du Cercle figuraient Yuri Maltsev, Doug French et Lee Iglody. Hoppe resta à Las Vegas en tant que professeur jusqu'en 2008. Mais il admet que rien ne fut plus jamais pareil après la mort prématurée de Rothbard en 1995. Il considérait Rothbard comme son « principal professeur, mentor et maître » et comme son « plus cher ami paternel ».

Bien qu'il ait produit beaucoup d'autres travaux pendant et après sa période avec Rothbard, sa contribution la plus importante, tant au libertarianisme qu'à la philosophie en général, est probablement son

travail sur ce qu'il appelle l'Éthique de l'Argumentation. Toute idéologie laïque semble reposer sur des bases fragiles. Le libertarianisme de libre marché ne fait pas exception. Pourquoi devrait-on laisser les gens tranquilles ? Pourquoi devraient-ils être libres ? On peut soutenir que la liberté permet aux gens d'être plus heureux qu'ils ne le seraient autrement. On peut soutenir qu'elle leur permet de s'enrichir. La réponse est de demander pourquoi les gens devraient être heureux ou riches. Il peut s'agir de biens allant de soi, mais qui ne sont pas toujours considérés ainsi. Une autre objection consiste à pinailler sur la définition et la mesure du bonheur. Ou bien prétendre que chaque être humain naît avec certains droits naturels et inaliénables, et que ceux-ci comprennent les droits de vivre, de liberté et de propriété. L'objection ici est de demander comment, sans Dieu comme pour les concéder, ces droits revendiqués sont autres qu'un exercice de flatulence verbale.

Hayek et von Mises, les deux hommes qui firent le plus, au milieu du XX^e siècle, pour maintenir le libéralisme classique en tant qu'idéologie, étaient des utilitaristes de divers types. Rothbard, qui reprit l'économie autrichienne et la fusionna avec le radicalisme américain pour créer le mouvement libertarien moderne, partageait avec Ayn Rand une croyance dans les droits naturels. Pendant de nombreuses années, jusqu'à ce que des conflits plus pratiques apparaissent après la fin de la Guerre froide, presque tout rassemblement libertarien passait par une répétition des différences de fondements entre les deux écoles.

Ce que Hoppe essaie de faire avec son Éthique de l'Argumentation, c'est de transcender ce débat. Pour ce faire, il s'appuie sur ses premiers travaux avec Habermas, sur la tradition kantienne de la philosophie allemande et sur les écrits éthiques de Rothbard. Il commence par observer qu'il y a deux façons de régler tout différend. L'une est la force. L'autre est la discussion. Toute partie prenante à un différend qui choisit la force est sorti des normes de la civilisation — qui incluent d'éviter la force agressive — et n'a pas le droit de se plaindre si ça se retourne durement contre lui. D'un autre côté, quiconque choisit la discussion a accepté ces normes. S'il plaide ensuite pour la justesse de la force comme moyen d'obtenir ce qu'il veut des autres, il entre dans une contradiction logique. En bref, quiconque rejette le principe de non-agression libertarien rejette nécessairement aussi les normes du

discours rationnel. Quiconque prétend accepter ces normes doit aussi accepter le principe de non-agression.²

S'exprimant longtemps après la première publication, Hoppe nia qu'il s'agissait d'un abandon des droits naturels :

J'essayais de rendre les deux premiers chapitres de « L'Éthique De La Liberté » de Rothbard plus forts qu'ils l'étaient. Cela donnerait alors plus de poids à tout ce qui suivait. Je n'étais pas pleinement satisfait de la rigueur avec laquelle les hypothèses éthiques initiales de la théorie politique libertarienne avaient été élaborées. Intuitivement, elles semblaient plausibles. Mais je pouvais voir qu'une approche légèrement différente pouvait être plus forte. Murray n'a jamais considéré mes révisions comme une menace. Sa seule préoccupation était la suivante : au final, cela établit-il la thèse ? En fin de compte, il convint que oui.³

En effet, Rothbard fit l'éloge de cette théorie. Il la qualifia de

percée fulgurante pour la philosophie politique en général et pour le libertarianisme en particulier. [...] [Hoppe] a réussi à transcender la fameuse dichotomie être/devoir, fait/valeur qui a torturé la philosophie depuis l'époque des Scolastiques et qui a conduit le libertarianisme moderne dans une impasse assommante.⁴

Si Rothbard était le leader intellectuel évident du mouvement libertarien, Hoppe était son successeur manifeste et désigné. À l'époque de la mort de Rothbard, il avait apporté de solides contributions, non seulement à l'éthique fondamentale, mais aussi à l'économie, à la politique et au droit. Il était un professeur inspirant et un orateur demandé partout dans le monde. Il n'y avait personne en Amérique ou au monde en général mieux qualifié pour reprendre là où Rothbard s'était arrêté. Il est désormais devenu rédacteur en chef du Journal of Libertarian Studies et co-rédacteur en chef du Quarterly Journal of Austrian Economics.

² Voir, par exemple, Hans-Hermann Hoppe, « The Ultimate Justification of the Private Property Ethic », *Liberty*, septembre 1988. Disponible ici :

http://www.hanshoppe.com/wp-content/uploads/publications/hoppe_ult_just_liberty.pdf — vérifié en novembre 2015

³ « The Private Property Order »

⁴ Symposium, « Hans-Hermann Hoppe's Argumentation Ethics: Breakthrough or Buncombe? », *Liberty*, novembre 1988. Disponible ici :

http://www.libertyunbound.com/sites/files/printarchive/Liberty_Magazine_November_1988.pdf — vérifié en novembre 2015.

Cependant, Rothbard lui-même n'était pas universellement accepté au sein du mouvement libertarien. Un de ses nombreux talents avait été de se faire des ennemis. Il avait de nombreuses raisons de se faire, ou simplement attirer, des ennemis. C'était un isolationniste à une époque où la droite américaine se définissait par opposition au communisme et à l'Union soviétique. Il était un sceptique des grandes entreprises dans un mouvement largement amoureux du capitalisme américain. Il était un anarchiste parmi les économistes dont l'inclination étaient vers la privatisation et la déréglementation. Il a vit chaque étape de l'ascension de l'Amérique vers la puissance mondiale comme une trahison de *l'American Way*⁵. Il s'allia de diverses manières avec les gauchistes et les ultra-conservateurs. Il était en guerre ouverte contre les étatistes utilitaristes et les partisans des fonds souples⁶ de l'école de Chicago. Il se retrouva vite en désaccord avec le Cato Institute, dont il avait beaucoup contribué à la création. Il était cinglant dans son mépris du politiquement correct et de l'idée même d'une égalité universelle allant au-delà d'une égalité de droits négatifs.

Hoppe est un personnage encore plus controversé. Conservateur culturel avoué, il n'a aucun temps à perdre avec les courants plus hédonistes ou gauchistes du libertarianisme. Depuis le début, son libertarianisme a mis davantage l'accent sur les droits de propriété que sur la tolérance. Dans *Démocratie : le dieu qui a échoué*, il écrit que, dans sa communauté idéale :

Il y aurait peu ou pas de « tolérance » ni « d'ouverture d'esprit » si chères aux libertariens de gauche. À l'inverse, on serait sur le bon chemin vers la restauration de la liberté d'association et d'exclusion qu'implique l'institution de la propriété privée.⁷

Il ajoute :

⁵ NdT : La philosophie de vie américaine.

⁶ NdT : Les fonds souples sont des fonds donnés aux partis politiques dont le but n'est pas de promouvoir un candidat en particulier. Les fonds de ce type ne sont pas réglementés et ne sont soumis à aucun plafond. Les partis politiques peuvent essentiellement le dépenser pour ce qu'ils veulent à condition qu'il corresponde à un objectif générique « d'augmentation du vote ». Les fonds souples sont souvent appelés contributions « non fédérales ». Pour plus d'informations à ce sujet, voir :

<https://www.investopedia.com/terms/s/softmoney.asp>

⁷ Hans-Hermann Hoppe, *Démocratie : le Dieu qui a échoué*. p.232 de l'édition française (2020). Disponible sur Amazon au lien suivant : <https://amzn.to/3cuno2b>

Dans une convention conclue entre propriétaire et locataires communautaires avec pour but de protéger leur propriété privée, il n'existe en rien un droit à la liberté (illimitée) de parole, pas même de parole illimitée sur sa propre propriété de locataire. On peut dire d'innombrables choses et promouvoir presque toute idée sous le soleil, mais naturellement personne n'est autorisé à défendre des idées contraires à l'objet même de la convention, visant à préserver et protéger la propriété privée, telles la démocratie et le communisme. Il ne saurait y avoir de tolérance envers les démocrates ou les communistes au sein d'un ordre social libertarien. Il leur faudra être physiquement séparés et expulsés de la société. De même, au sein d'une convention fondée dans le but de protéger la famille et les proches, il ne peut y avoir de tolérance envers ceux qui promeuvent de façon habituelle des styles de vie incompatibles avec cet objectif. Ils — les partisans de styles de vie alternatifs, non familiaux ni centrés sur des relations parentales, tels que par exemple, l'hédonisme individuel, le parasitisme, le culte de la nature et de l'environnement, l'homosexualité, ou le communisme — devront être rejetés physiquement de la société, eux aussi, si l'on veut maintenir un ordre libertarien.⁸

Ces déclarations et d'autres de ce genre ont été et restent fort controversées au sein du mouvement libertarien. Je pense qu'il n'est pas exagéré de dire que presque tout le monde dans le Mouvement, depuis 2000 environ, s'est défini par ce qu'il pense de Hoppe. Certains le considèrent comme le plus grand libertarien vivant, d'autres comme le Diable. Le seul point d'accord est qu'il est un penseur ne pouvant être ignoré.

Le présent recueil

Dans ces conditions, le présent recueil sera utile comme bref exposé de la position de Hoppe sur les questions les plus importantes au sein du Mouvement — et sur les questions les plus importantes de notre époque. Je suis conscient du fait que, si beaucoup sautent les préfaces, d'autres jugent les livres à celles-ci. Je suis donc plus sensible que d'habitude à la nécessité d'un résumé et d'une discussion brefs et précis du contenu suivant mon introduction.

À plusieurs endroits, Hoppe réaffirme et souligne son opinion que les bases du libertarianisme sont dérivées, via une chaîne de

⁸ Ibid., p.240.

raisonnements déductifs, de prémisses indéniables. Nous vivons dans un monde de pénurie. Soit les ressources sont limitées, soit le temps nécessaire pour les utiliser est limité. Nous avons tous des idées différentes sur comment ces ressources sont à utiliser. Par conséquent, si nous voulons vivre dans un monde où les conflits liés aux ressources sont minimes, nous devons nous mettre d'accord sur les droits de propriété et de transfert.

Il doit être pris pour acquis qu'on se possède soi-même. Prétendre le contraire conduit à une inhumanité évidente. Cela soulève au moins la possibilité d'un conflit illimité sur qui possède qui. Concernant les ressources extérieures, la solution idéale est qu'elles appartiennent à celui qui se les approprie en premier en l'état de Nature, et qu'elles soient ensuite transférées par consentement — autrement dit par vente, par don ou par héritage. C'est, bien entendu, la solution idéale. Dans l'essentiel du monde, les biens fonciers sont possédés depuis des milliers d'années et ont été confisqués et réattribués à plusieurs reprises. Il n'y a pas un centimètre carré d'Angleterre ou d'Europe occidentale dont le titre de propriété découle de son propriétaire initial. La solution pratique est donc une présomption réfutable en faveur des titres existants — la réfutation étant une bonne preuve d'un titre dérivé d'une chaîne de possession antérieure. L'exception est la propriété étatique. Celle-ci devrait être restituée aux détenteurs du dernier titre valable.

Soit cela est irréfutable, soit le nier conduit à un plus grand conflit que de laisser les choses telles qu'elles sont. Mais là s'arrête l'auto-évidence du libertarianisme. Certaines autres propositions dérivées de la théorie économique prolongent la chaîne de l'auto-évidence de la vérité. Mais d'autres discussions sur l'approche ou la forme d'une société libertarienne passent par des questions d'engagement pragmatique.

Si l'humanité entière se ressemblait et pensait plus ou moins de la même façon, l'activisme libertarien serait une affaire de diffusion invariable et sans discrimination. Mais la race humaine, telle qu'elle existe, est infiniment diverse. Il y a des différences d'apparence, des différences de capacités, des différences de croyances et d'attentes. Ces différences sont flagrantes entre les individus. Elles sont flagrantes entre les différents groupes d'individus. Nous ne sommes pas quelque

*tabula rasa*⁹, sur laquelle l'Esprit du Temps peut écrire à sa guise. Nous sommes nés différents. Nous devenons plus différents encore dans le comment nous réagissons à tout ce qui est entendu par Esprit du Temps.

Sur le long terme, Hoppe et ses détracteurs sont en plein accord. Ils espèrent une humanité unique, unie dans le respect de la vie, de la liberté et des biens, le tout enrichi des avantages culturels et matériels découlant d'un monde de liberté universelle. Pour l'instant, cette humanité unique n'existe pas — ni son existence probable. Soit nous devons tenir compte de ces faits de différences, ou nous ne le ferons pas. Si nous ne le faisons pas, nous deviendrons des intellectuels inutiles, parlant sans fin les uns aux autres, et à personne d'autre, de la relation entre le principe de non-agression et la doctrine de la frustration contractuelle. Ou bien nous deviendrons de dangereux intellectuels, préconisant des politiques, au nom du principe de non-agression, qui ne réduisent pas mais augmentent la probabilité de conflits pour les ressources. Si nous choisissons ainsi de tenir compte de ces différences, nous nous retrouverons alors du côté impopulaire sur presque toutes les questions définissant l'époque où nous vivons.

S'il y a place pour un débat sur les causes, un fait est manifeste. C'est que les sociétés les plus libres et les plus prospères ayant jamais existé sont celles dominées par des hommes largement hétérosexuels, descendants des chasseurs-cueilleurs qui s'installèrent en Europe occidentale et centrale et en Asie du Nord. Effectivement, s'il est possible de débattre des causes, la cause la plus probable (chose d'habitude démentie par les effets d'une longue et coûteuse formation universitaire) est quelque chose d'inhérent à ces peuples, plutôt qu'un ensemble de circonstances contingentes locales datant de quelques milliers d'années.

Cela ne veut pas dire que ces groupes sont « meilleurs » que d'autres dans un sens abstrait. Cela ne veut pas dire que tous les membres de ces groupes montrent une aptitude égale à préserver leur ordre social traditionnel ou acquis. Pas plus que cela veut dire que tous les membres des autres groupes sont également incapables d'acquérir ou de préserver les ordres sociaux pertinents. Ce n'est certainement pas pour

⁹ NdT : *Tabula rasa* (littéralement : table rase) est un concept philosophique épistémologique selon lequel l'esprit humain naîtrait vierge et serait marqué, formé, « impressionné » (au sens « d'impression sensible ») par sa seule expérience personnelle.

nous inviter à avoir une mauvaise opinion de ces autres groupes. Hoppe a toujours été clair à ce sujet, et ses conférences à Bodrum sont tout sauf sans diversité. Il s'agit simplement d'affronter des faits généraux. Il y a des femmes barbues. Il y a des hommes avec des seins. Pas tous les Anglais respectent leurs rendez-vous. Pas tous les Nigériens les manquent. Malgré tout, fonder notre conduite sur des exceptions plutôt que sur des généralités ne manquera pas, tôt ou tard, de s'avérer gênant.

Une conséquence de cette approche est que Hoppe s'oppose aux lois anti-discrimination. S'il existait une loi où seuls les hommes hétérosexuels chrétiens blancs seraient autorisés à exercer la médecine, il le dénoncerait, tout comme il a, au début de son système, dénoncé toute forme d'esclavage. De telles lois violent le corollaire négatif du droit à la liberté d'association. Si nous pouvons être libres de nous associer à notre guise, nous pouvons de même être libres de ne pas nous associer. Parfois, nos décisions seront fondées sur les réalités sociales ainsi évoquées, parfois non. En tout cas, ce sont nos décisions, et aucune loi ne devrait les empêcher.

Une deuxième conséquence est qu'il faudrait mettre fin aux « changements de régime » et aux « constructions de la nation » d'autres parties du monde. Dans le présent recueil, Hoppe mentionne rapidement son opposition à nos interventions au Moyen-Orient. Mais son opposition est profonde et ferme. Les prétendues raisons de ces interventions sont toutes des mensonges prouvés ou probables. Même sinon, le projet d'exporter nos manières vers des endroits où il n'y a ni désir ni aptitude à les recevoir ne peut que conduire à plus d'effusion de sang que laisser les gens suivre leurs propres manières.

La troisième conséquence est qu'il est opposé aux frontières ouvertes. Cela me ramène à la remarque de Hoppe sur l'application pragmatique de la théorie libertarienne. Il y a des libertariens qui mémorisent une expression lapidaire du principe de non-agression, et en concluent immédiatement que toutes les frontières sont immorales. Cette approche ignore les réalités actuelles. L'immigration massive en provenance de l'extérieur des régions mentionnées plus haut a des effets négatifs manifestes. Elle augmente la criminalité et le désordre. Elle élargit énormément la demande d'aide sociale. Elle fournit un électorat croissant aux politiciens dont la carrière est une longue attaque contre la vie, la liberté et la propriété. Des frontières ouvertes sont en elles-mêmes à ce moment (et surtout des frontières ouvertes

ajoutées à un État-providence et nos guerres d'agression incessantes, produisant des vagues sans fin de réfugiés) une attaque contre la civilisation.

Il n'y a pas non plus de raison de croire qu'une société véritablement libertarienne permettrait ce qui passe aujourd'hui pour des frontières ouvertes. Les gens ont le droit d'échanger entre eux, pas de s'installer où et comme bon leur semble. Une des principales affirmations de la théorie libertarienne est que tous les coûts peuvent et devraient être privatisés. Eh bien, tout nouveau venu dans une communauté libertarienne peut imposer des coûts qui dépassent les avantages de sa présence. Si tel est le cas, c'est le droit indéniable des propriétaires d'une telle communauté de dissuader les nouveaux entrants qu'ils considèrent, pour quelque raison que ce soit, comme indésirables. Ceux qui choisissent l'opposé s'exposent à des actions en responsabilité civile pour avoir permis une nuisance sur leur propriété. Un monde libertarien serait un patchwork de communautés. Celles-ci répondraient à tous les goûts imaginables. La plupart, cependant, seraient probablement plutôt excluantes dans leurs politiques d'accès. Il y aurait de la place pour des communautés qui accueilleraient à bras ouverts le tout-venant. Hoppe estime toutefois qu'il s'agirait là d'une minorité de communautés et que leur échec serait un exemple pour les autres.

Cela dit, il s'agit d'un débat sur un monde qui n'existe pas, et qui pourrait ne pas exister avant fort longtemps. Nous vivons dans un monde d'États-nations, tous avec des frontières. Que faut-il faire en matière d'immigration dans un tel monde ? Hoppe accepte l'illégitimité fondamentale de l'ordre actuel des choses, mais il accepte que ce soit l'ordre actuel. Si la civilisation doit survivre dans son état actuel, même défectueux, il est nécessaire d'insister sur le fait que les États doivent agir en tant que délégués de ceux qui les financent. Cela ne signifie pas une interdiction totale de l'immigration ni une hostilité envers les personnes sur la base de leur apparence. Mais cela signifie un contrôle strict des frontières et l'expulsion des entrants indésirables. Cela signifie également des taxes plus élevées pour utilisation des biens publics envers ceux n'ayant pas contribué à leur développement. Cela signifie : aucun accès à toute aide sociale pouvant — bien qu'imprudemment — être à disposition de la population installée. Tout

chose en deçà est mieux décrite non pas comme « égalité » ou « anti-discrimination », mais comme « intégration forcée ».

Ces dernières années, la plupart des attaques polémiques de Hoppe furent contre les libertariens de gauche autoproclamés. Ceux-ci combinent l'acceptation des notions gauchistes d'égalité et d'anti-discrimination avec une certaine croyance dans les marchés libres. En même temps, il ne se considère en aucun cas comme un leader de ce qu'on appelle « l'Alt-Right ». Il s'agit d'une large coalition de socialistes nationalistes, de nationalistes blancs, de conservateurs de toutes sortes et de libertariens désenchantés. Elle s'est fait connaître en 2016 par son soutien à Donald Trump. Elle est devenue célèbre en 2017 pour l'assemblée émeutière qu'elle a provoquée lors du rassemblement de Charlottesville.

Hoppe reconnaît que l'Alt-Right et les libertariens partagent une opposition aux élites bouffies, malveillantes et bellicistes qui dirigent la plupart des pays occidentaux. Il a ouvert un dialogue avec certains des dirigeants les plus raisonnables de l'Alt-Right. Mais il reste méfiant à l'égard de l'Alt-Right dans son ensemble. Il n'aime pas son mysticisme fréquent, ses appels à une « sagesse supérieure » au rationalisme prudent des Lumières. Il déteste son obsession de la race plutôt qu'une vision claire des différences réelles entre les individus et les groupes d'individus. Il déteste particulièrement ses concessions au socialisme : va pour le socialisme, tant que ses « bénéficiaires » sont des blancs. Si l'Alt-Right évolue en une vaste attaque contre des dangers indéniables, tant mieux. Si, comme cela semble probable, elle devient une coalition de sectes totalitaires ou semi-totalitaires, il ne veut rien avoir à faire avec elle.

Conclusion

Hoppe mentionne à plusieurs reprises dans ce recueil qu'il vieillit et qu'il continuera à travailler tant que sa santé le lui permettra. J'espère qu'il continuera à travailler pendant de nombreuses années encore. Mais reconnaissons que toute vie est incertaine et acceptons qu'il puisse disparaître demain. Ce serait une perte terrible. En même temps, je n'ai pas le moindre doute que, sur la base de ce qu'il a réalisé jusqu'à présent, le monde intellectuel ait été rendu meilleur par la présence de Hoppe en son sein. Et j'espère autant que je crois que l'inspiration

fournie par son travail contribuera un jour à l'émergence d'un monde meilleur pour toute l'humanité. Si ce court recueil de ses écrits, et si ma brève préface, peuvent faire partie de cette contribution, alors cela n'aura pas été publié en vain.

1. Un libertarianisme réaliste

Le libertarianisme est logiquement compatible avec presque toute position envers la culture, la société, la religion ou les principes moraux. En toute logique, la doctrine politique libertarienne peut être distinguée de toutes les autres considérations ; logiquement, on peut être — et en effet, la plupart des libertariens sont en fait hédonistes, libertins, immoralistes, des militants ennemis de la religion en général et du christianisme en particulier — tout en étant des adeptes cohérents de la politique libertarienne. En fait, en toute logique, on peut être un fervent partisan cohérent du droit de propriété au plan politique et en pratique être un parasite, un arnaqueur, un petit escroc et un racketteur, comme bien trop de libertariens s'avèrent être. En stricte logique, on peut faire de telles choses, *mais psychologiquement, sociologiquement et en pratique, cela ne fonctionne tout simplement pas ainsi*.¹

Permettez-moi de commencer par quelques remarques à propos du libertarianisme en tant que théorie purement déductive.

S'il n'y avait pas de pénurie dans le monde, les conflits entre humains seraient impossibles. Les conflits interpersonnels sont toujours et partout des conflits dus à la rareté des biens. Je veux faire X sur une chose donnée et vous voulez faire Y avec la même chose.

À cause de tels conflits — et parce que nous sommes à même de communiquer et d'argumenter les uns avec les autres — nous cherchons à établir des normes de comportement, avec comme but d'éviter ces conflits. Le but des normes est d'éviter les conflits. Si on ne voulait pas éviter les conflits, la recherche de normes de conduite n'aurait pas de sens. On se contenterait juste de se battre et de lutter.

En l'absence d'une parfaite harmonie de tous les intérêts, les conflits concernant les ressources en pénurie ne peuvent être évités que si chacune est attribuée comme propriété privée exclusive à un individu

¹ Les italiques sont de moi. Murray Rothbard, « Big-Government Libertarians », dans Lew Rockwell, *The Irrepressible Rothbard* (Auburn, AL : Mises Institute, 2000), p. 101.

déterminé.² Ce n'est qu'alors que je peux agir avec *mes* propres choses, indépendamment de vous et des *vôtres*, sans que vous et moi n'entrions en conflit.

Mais qui possède quelle ressource rare en propriété privée, et qui ne la possède pas ? D'abord, chaque personne possède son corps physique qu'elle seule et nulle autre ne contrôle *directement* (je ne peux contrôler votre corps qu'*indirectement*, en contrôlant d'abord *directement* mon corps, et vice versa) et qu'elle seule contrôle aussi *directement*, en particulier lorsqu'elle *argumente et discute* de la question soulevée. Sinon, si la propriété du corps était attribuée à quelque contrôleur corporel indirect, le conflit deviendrait inévitable, car le contrôleur corporel direct ne *peut* renoncer à son contrôle direct sur son corps tant qu'il est en vie ; et en particulier, il serait sinon impossible que deux personnes quelconques, comme adversaires d'un litige de propriété, puissent jamais *argumenter et débattre* de quelle volonté doit prévaloir, puisque argumenter et débattre *présuppose* que celui favorable et celui opposé aient le contrôle exclusif de leurs corps respectifs et ainsi parviennent au jugement correct *par eux-mêmes*, sans se battre (par une forme d'interaction sans conflit).

Et ensuite, concernant les ressources en pénurie ne pouvant être contrôlées *qu'indirectement* (devant être appropriées avec notre propre corps donné par la nature, c.-à-d., un corps *non* approprié), le contrôle exclusif (la propriété) est acquis et attribué à la personne qui s'est appropriée la ressource en question en *premier*, ou qui l'a acquise par échange volontaire (sans conflit) avec son propriétaire *précédent*. Car seul le *premier* à s'approprier une ressource (et tous les propriétaires ultérieurs lui étant liés par une chaîne d'échanges volontaires) peut l'avoir acquise et en prendre le contrôle sans conflit, c.-à-d. pacifiquement. Autrement, si le contrôle exclusif est attribué à la place aux *derniers arrivants*, le conflit n'est pas évité, et contraire à l'objectif même de normes qui sont inévitables et permanentes.

Permettez-moi d'appuyer que je considère cette théorie comme par essence irréfutable, comme *a priori* vraie. J'estime que cette théorie représente une des plus grandes — sinon *la* plus grande — réussite de

² NdT : Il ne s'agit pas qu'un seul individu dispose de toutes les ressources du monde, mais que chaque ressource ait son propriétaire exclusif, idéalement que chacun de nous dispose de ressources en propre.

la pensée sociale. Elle formule et codifie les règles de base immuables pour tous les peuples, partout, souhaitant vivre ensemble en paix.

Et pourtant, cette théorie ne nous dit pas grand-chose de la vie réelle. Certes, elle nous dit que toutes les sociétés réelles, dans la mesure où elles se caractérisent par des relations pacifiques, adhèrent, consciemment ou inconsciemment, à ces règles et sont donc guidées par une vision rationnelle. Mais elle ne nous dit pas jusqu'à quel point c'est le cas. Elle ne nous dit pas plus, même si l'adhésion à ces règles était absolue, comment les gens vivent vraiment ensemble. Elle ne nous dit pas à quelle distance ils vivent les uns des autres, si, quand, combien de fois et pour combien de temps, et dans quel but ils se rencontrent et interagissent, etc. Pour prendre une analogie ici, connaître la théorie libertarienne — les règles des interactions pacifiques — c'est comme connaître les règles de la logique (les règles de la pensée et du raisonnement corrects). Cependant, tout comme connaître la logique, aussi indispensable soit-elle pour une pensée correcte, ne nous dit rien de la pensée humaine réelle, des mots, concepts, arguments, déductions réels utilisés et des conclusions tirées, de même la logique de l'interaction pacifique (le libertarianisme) ne nous dit rien de la vie ni de l'action humaine réelles. Ainsi, de même que tout logicien voulant faire bon usage de sa connaissance doit se tourner vers la pensée et le raisonnement réels, un théoricien libertarien doit de même se tourner vers les actions des personnes réelles. Au lieu d'être un simple théoricien, il doit aussi devenir sociologue et psychologue et tenir compte de la réalité sociale « empirique », c.-à-d. du monde tel qu'il est réellement.

Ce qui m'amène au sujet de « la Gauche » et « la Droite ».

La différence entre la Droite et la Gauche, comme l'a souvent souligné Paul Gottfried, est un désaccord fondamental sur une question *empirique*. La Droite reconnaît *comme un fait* l'existence des différences et des diversités humaines individuelles et les accepte comme naturelles, tandis que la Gauche nie l'existence de telles différences et diversités, ou tente de les évacuer et les considère en tout cas comme quelque chose de contre nature qui doit être rectifié pour établir un état naturel *d'égalité* humaine.

La Droite reconnaît l'existence de différences humaines individuelles, pas juste en lien avec l'emplacement physique, la

composition de l'environnement humain et du corps humain individuel (sa taille, force, poids, âge, sexe, couleur de peau/cheveux/yeux, les traits de son visage, etc.) Plus encore, la Droite reconnaît aussi l'existence de différences dans la constitution *mentale* des gens, c.-à-d. dans leurs capacités cognitives, talents, dispositions psychologiques et motivations. Elle reconnaît l'existence de gens brillants ou nuls, intelligents ou idiots, voyant à court ou à long terme, travailleurs ou paresseux, agressifs ou pacifiques, dociles ou inventifs, impulsifs ou patients, scrupuleux ou négligents, etc. La Droite reconnaît que ces différences mentales, résultant de l'interaction de l'environnement physique et du corps humain physique, sont le résultat de facteurs *tant* environnementaux, *physiologiques que* biologiques. La Droite reconnaît en outre que les gens sont liés (ou séparés) ensemble tant physiquement dans l'espace géographique qu'émotionnellement par le sang (points communs et relations biologiques), la langue et la religion, ainsi que par les coutumes et traditions. En outre, la Droite ne se limite pas à reconnaître l'existence de ces différences et diversités. Elle est également consciente que le produit de ces différences originelles sera de nouveau différent, et se traduira par des gens ayant beaucoup ou peu de biens, des riches et des pauvres, des gens de statut social, de rang, d'influence ou d'autorité élevés ou bas. Et elle accepte ces différents produits des différences originelles comme normaux et naturels.

La Gauche, par contre, est convaincue de l'*égalité* fondamentale de l'homme, que tous les hommes sont « créés égaux ». Elle ne nie pas l'évidence flagrante, bien sûr, qu'il y a des différences environnementales et physiologiques, c.-à-d. que certaines personnes vivent dans les montagnes et d'autres en bord de mer, ou que certains hommes sont grands et d'autres petits, certains blancs et d'autres noirs, certains hommes et d'autres femmes, etc. Mais la Gauche nie l'existence de différences *mentales* ou, dans le cas où elles sont trop apparentes pour être entièrement niées, elle tente de les évacuer comme « accidentelles ». En bref, soit la Gauche explique ces différences comme uniquement déterminées par l'environnement, de sorte qu'un changement de circonstances environnementales (déplacer une personne des montagnes au bord de mer et vice versa, par exemple, ou donner à chaque personne une attention prénatale et postnatale identique) produirait un résultat égal, et elle nie que ces différences sont (aussi) dues à certains facteurs biologiques relativement

insurmontables. Ou sinon, dans les cas où l'on ne peut nier que les facteurs biologiques jouent un rôle causal dans le succès ou l'échec dans la vie (argent et gloire), comme lorsqu'un homme d'un mètre cinquante ne peut gagner la médaille d'or olympique au 100 mètres ou qu'une fille grosse et laide ne peut devenir Miss Univers, la Gauche considère ces différences comme un pur hasard et le résultat du succès ou de l'échec individuel comme immérité. En tous cas, qu'elles soient causées par des circonstances environnementales avantageuses ou désavantageuses ou par des attributs biologiques, toutes les différences humaines individuelles observables doivent être égalisées. Et là où cela ne peut littéralement pas se faire, car nous ne pouvons déplacer ni montagnes et ni mers, ni rétrécir un homme grand, ni blanchir un homme noir, la Gauche insiste pour que les « chanceux » immérités aient à compenser les « malchanceux » de façon que chaque individu se voie accorder une « position égale dans la vie », en accord avec l'égalité naturelle de tous les hommes.

Après cette brève caractérisation de la Droite et de la Gauche, j'en reviens au sujet du libertarianisme. La théorie libertarienne est-elle compatible avec la vision du monde de la Droite ? Et le libertarianisme est-il compatible avec les vues de la gauche ?

Pour ce qui est de la Droite, la réponse est un « oui » appuyé. Tout libertarien n'étant que vaguement familier avec la réalité sociale n'aura aucune difficulté à reconnaître la vérité fondamentale de la vision droitiste du monde. Il peut, et à la lumière des preuves empiriques, il doit en effet être d'accord avec l'affirmation empirique de la Droite envers l'inégalité fondamentale, pas juste physique mais aussi mentale de l'Homme ; et il peut en particulier aussi être d'accord avec l'affirmation normative de la Droite du « laissez-faire », c.-à-d. que cette inégalité humaine naturelle entraînera inévitablement des résultats inégaux et que rien ne peut ni ne devrait être fait contre cela.

Il y a toutefois une seule réserve importante. Alors que la Droite peut accepter *toutes* les inégalités humaines, qu'il s'agisse des points de départ ou des résultats, comme naturelles, le libertarien insistera que les seules inégalités qui sont naturelles et ne doivent pas subir d'interférences sont celles qui ont vu le jour comme suite des règles fondamentales de l'interaction humaine pacifique mentionnées au début. Les inégalités qui résultent de *violations* de ces règles, toutefois, *exigent* des mesures correctives et *devraient* être éliminées. De plus, le

libertarien insistera qu'il existe, comme fait empirique, parmi les innombrables inégalités humaines observables, un bon nombre qui *sont* le résultat de telles violations de règles, tels des hommes riches devant leur fortune non pas au dur travail, à la prévoyance, au talent entrepreneurial ou sinon à un don ou héritage volontaire, mais au vol, à la fraude ou au privilège monopolistique accordé par l'État. L'action correctrice exigée dans de tels cas, cependant, n'est pas motivée par l'égalitarisme, mais par un désir de *restitution* : celui (et seulement celui) qui peut montrer qu'il a été volé, escroqué ou désavantagé juridiquement devrait être pleinement rétabli dans ses biens par ceux (et seulement ceux) qui ont commis ces crimes contre lui et sa propriété, y compris les cas où la restitution résulterait en une inégalité plus grande encore (comme quand un pauvre a escroqué et doit restitution à un riche).

D'autre part, pour la Gauche, la réponse est un « non » tout aussi appuyé. L'affirmation empirique de la Gauche, qu'il n'existe pas de différences mentales significatives entre les individus, et, par extension, entre les divers groupes de gens, et que ce qui *ressemble* à de telles différences n'est seulement dû qu'à des facteurs environnementaux et disparaîtrait si seulement l'environnement était égalisé, est contredite par toutes les expériences quotidiennes et les montagnes de recherches sociales empiriques. Les hommes ne sont pas et ne peuvent pas être rendus égaux, et quoi que l'on tente à cet égard, les inégalités réapparaîtront toujours. Cependant, c'est spécialement la revendication *normative* implicite et le programme activiste de la Gauche qui la rendent incompatible avec le libertarianisme. L'objectif gauchiste d'égaliser tout le monde ou d'égaliser la « position dans la vie » de chacun est incompatible avec la propriété privée, que ce soit envers son corps ou les choses extérieures. Au lieu d'une coopération pacifique, elle amène des conflits sans fin et conduit à l'établissement résolument inégalitaire d'une classe dirigeante permanente, dominant le reste de du peuple comme son « matériel » à égaliser. Comme l'a formulé Murray Rothbard, « Puisqu'il n'y a pas deux personnes uniformes ou "égales" dans quelque sens que ce soit dans la nature ou dans les produits d'une société volontaire, réaliser et maintenir une telle égalité exige

nécessairement l'imposition permanente d'une élite au pouvoir, armée d'un pouvoir coercitif dévastateur. »³

Il existe d'innombrables différences humaines individuelles ; et il existe encore plus de différences entre les différents groupes d'individus, puisque chaque individu peut entrer dans d'innombrables groupes différents. C'est l'élite au pouvoir qui détermine laquelle de ces différences, qu'il s'agisse d'individus ou de groupes, doit compter comme avantageuse et chanceuse ou désavantageuse et malchanceuse (ou encore, comme non pertinente). C'est l'élite au pouvoir qui détermine comment, parmi d'innombrables façons possibles, d'*effectuer* vraiment « l'égalisation » du chanceux et du malchanceux, c.-à-d. quoi et combien « prendre » au chanceux et « donner » au malchanceux pour atteindre l'égalité. En particulier, c'est l'élite au pouvoir, en se définissant elle-même comme malchanceuse, qui détermine quoi et combien prendre au chanceux et le *garder pour soi*. Et quelle que soit l'égalisation alors atteinte, étant donné que d'innombrables nouvelles différences et inégalités réapparaissent constamment, le travail d'égalisation de l'élite au pouvoir ne peut jamais avoir de fin naturelle, mais doit au contraire se poursuivre indéfiniment, à jamais.

La vision égalitaire du monde qu'a la Gauche n'est pas seulement incompatible avec le *libertarianisme*, cependant. Elle est tellement déconnectée de la réalité qu'on doit se demander comment *quiconque* peut la prendre au sérieux. L'homme de la rue ne croit certainement pas à l'égalité de tous les hommes. Le simple bon sens et des préjugés solides s'y opposent. Et je suis d'autant plus confiant qu'aucun des partisans réels de la doctrine égalitaire ne croit vraiment, au fond de lui, ce qu'il proclame. Pourtant, comment, alors, la vision gauchiste du monde a-t-elle pu devenir l'idéologie dominante de notre époque ?

Pour un libertarien, au moins, la réponse devrait être évidente : la doctrine égalitaire a atteint ce statut non pas parce qu'elle est vraie, mais parce qu'elle fournit la couverture intellectuelle parfaite pour la poussée vers un contrôle social totalitaire par une élite dirigeante. L'élite dirigeante a donc mobilisé l'aide de « l'intelligentsia » (ou « classe bavarde »). Elle fut engagée ou sinon subventionnée et, en retour, elle a

³ Murray N. Rothbard, « Egalitarianism and the Elites », *Review of Austrian Economics* 8, n° 2 (1995) : 45.

fourni le message égalitaire souhaité (qu'elle sait être faux, mais qui est extrêmement bénéfique pour ses propres perspectives d'emploi). C'est ainsi que les partisans les plus enthousiastes de l'absurdité égalitaire se trouvent au sein de la classe intellectuelle.⁴

Étant donné donc que le libertarianisme et l'égalitarisme professé par la Gauche sont manifestement incompatibles, il faut s'étonner — et cela témoigne de l'immense pouvoir idéologique des élites dirigeantes et de leurs courtisans intellectuels — que beaucoup de ceux qui se disent libertariens aujourd'hui font et se considèrent comme faisant partie de la Gauche. Comment une telle chose est-elle possible ?

Ce qui unifie idéologiquement ces libertariens de gauche, c'est leur promotion active de diverses politiques « anti-discrimination » et leur plaidoyer en faveur d'une politique d'immigration « libre et non discriminatoire ».⁵

Ces « libertariens », nota Rothbard,

sont fermement attachés à l'idée que, bien que chaque individu puisse ne pas être « égal » à chaque autre, tout groupe imaginable, en lien avec l'ethnie, la race, le sexe, ou, dans certains cas, l'espèce, sont en fait et doivent être rendus « égaux », que chacun a des « droits » qui ne doivent pas être sujets à restriction par toute forme de « discrimination ».⁶

Mais comment est-il possible de réconcilier cette position anti-discrimination avec la propriété privée, que tous les libertariens sont censés considérer comme la pierre angulaire de leur philosophie, et qui,

⁴ Murray Rothbard les a répertoriés : « universitaires, leaders d'opinion, journalistes, écrivains, élites médiatiques, travailleurs sociaux, bureaucrates, conseillers, psychologues, consultants en personnel, et surtout pour le nouvel égalitarisme de groupe qui s'accélère sans cesse, une véritable armée de "thérapeutes" et de formateurs de sensibilité. Et, bien sûr, des idéologues et des chercheurs pour imaginer et découvrir de nouveaux groupes qui ont besoin d'être égalisés. » (Ibid., p. 51)

⁵ Quant à savoir qui parmi les soi-disant libertariens d'aujourd'hui doit être considéré comme gauchiste, il y a un test décisif : la position adoptée lors des récentes primaires présidentielles envers le Dr. Ron Paul, qui est clairement le plus pur des libertariens à avoir jamais obtenu une attention et une reconnaissance nationales (voire même internationales). Les libertariens du Capitole proches du Cato [Institute], de George Mason [Univ.], Reason [Magazine] et divers autres déguisements du « Kochtopus » [NdT : la « pieuvre » financée par des frères Koch] ont rejeté Ron Paul ou l'ont même attaqué pour son « racisme » et son manque de « sensibilité » sociale et de « tolérance », c.-à-d. en bref, pour être un « bourgeois de droite » intègre, menant une vie personnelle et professionnelle exemplaire.

⁶ Rothbard, « Egalitarianism and the Elites », p. 102.

après tout, signifie propriété *exclusive* et donc *implique logiquement la discrimination* ?

Les gauchistes traditionnels, bien sûr, n'ont pas ce problème. Ils ne pensent ni ne se soucient de la propriété privée. Puisque tout le monde est égal à tout le monde, le monde et tout ce qui s'y trouve appartient également à tout le monde — toute propriété est propriété « commune » — et en tant qu'égal copropriétaire du monde, tout le monde a bien sûr un égal « droit d'accès » à tout et partout. En l'absence d'une harmonie parfaite de tous les intérêts, cependant, on *ne peut pas* avoir une propriété égale de tous et un accès égal à tout et partout *sans entraîner un conflit permanent*. Ainsi, pour éviter cette ornière, il est nécessaire d'instituer un État, c.-à-d. un monopole territorial de la décision ultime. Autrement dit, la « propriété commune » exige un État et doit devenir « propriété de l'État ». C'est l'État qui, *in fine*, détermine pas seulement qui possède quoi ; mais aussi qui, *in fine*, détermine l'attribution spatiale pour tous les gens : qui doit vivre où, et peut se rencontrer et avoir accès à qui — et au diable la propriété privée. Après tout, ce sont eux, les Gauchistes, qui contrôlèrent l'État.

Mais cette échappatoire n'est pas ouverte à quiconque se dit libertarien. Il doit prendre la propriété privée au sérieux.

Psychologiquement ou sociologiquement, l'attrait des politiques de non-discrimination pour les libertariens peut s'expliquer par le fait qu'un nombre sur-proportionnel de libertariens sont marginaux ou simplement étranges (ou pour reprendre la description de Rothbard, « hédonistes, libertins, immoralistes, militants ennemis de la religion [...] parasites, arnaqueurs, fraudeurs, petits escrocs et racketteur ») ; ils furent attirés par le libertarianisme en raison de sa prétendue « tolérance » envers les marginaux et les singuliers, et veulent désormais l'utiliser comme vecteur pour se libérer de toute discrimination, faite typiquement, dans leur vie quotidienne, contre ceux de leur genre. Mais comment font-ils cela « logiquement » ? Les libertariens de gauche, ceux dits au « cœur qui saigne »⁷ ou encore les cosmopolites-humanitaires ne sont pas juste des gauchistes. Ils savent l'importance centrale de la propriété privée. Pourtant, comment peuvent-ils *logiquement* réconcilier la notion de propriété privée et leur

⁷ NdT : Connus sous le sobriquet de « bleeding-heart libertarians ».

promotion de politiques antidiscriminatoires et en particulier la propagation d'une politique d'immigration sans discrimination ?

La réponse courte est la suivante : en mettant sous suspicion morale toute propriété privée actuelle ainsi que sa répartition entre personnes distinctes. Avec cette revendication, les libertariens de gauche tombent dans l'erreur inverse de celle commise par la Droite non-libertarienne. Comme indiqué, la Droite non-libertarienne commet l'erreur de considérer tous (ou au moins presque tous) les titres de propriété actuels, y compris en particulier aussi les titres de l'État, comme naturels et justes. En nette opposition, un libertarien reconnaîtrait et soulignerait que certains titres de propriété actuels, et tous (ou du moins la plupart) des titres de l'État sont manifestement contre-nature et injustes et, comme tels, exigent restitution ou indemnisation. À l'inverse, les libertariens de gauche prétendent que non seulement tous ou la plupart des titres *de l'État* sont contre-nature et injustes (de cet aveu ils tirent leur titre de « libertarien ») mais aussi que tous ou la plupart des titres de propriété *privés* sont contre-nature et injustes. Et à l'appui de cette dernière affirmation, ils soulignent le fait que tous les titres de propriétés privés actuels et leur répartition entre diverses personnes ont été affectés, modifiés et déformés par l'action et la législation étatiques antérieures et que tout serait différent et que personne ne serait au même endroit et dans la même position⁸ si ce n'avait été du fait de telles interventions étatiques antérieures.

Sans aucun doute, cette observation est correcte. Au cours de sa longue histoire, l'État a rendu certaines personnes plus riches et d'autres plus pauvres qu'elles l'auraient été sinon. Il tua certaines personnes et en laissa d'autres survivre. Il déplaça des gens d'un endroit à un autre. Il fit la promotion de certaines professions, industries ou régions et en empêcha, retarda ou modifia le développement d'autres. Il accorda des privilèges et des monopoles à certaines personnes et en discrimina législativement et en désavantagea d'autres, et ainsi de suite. La liste des injustices passées, des gagnants et des perdants, des malfaiteurs et des victimes, est sans fin.

Mais de ce fait indiscutable, il ne s'ensuit pas que la totalité ou la plupart des titres de propriété actuels soient moralement suspects et aient besoin de rectification. Certes, la propriété *étatique* doit être

⁸ NdT : La position sociale.

restituée, car elle a été acquise injustement. Elle devrait être retournée à ses propriétaires naturels, c.-à-d. aux gens (ou leurs héritiers) qui furent contraints de « financer » une telle propriété « publiques » en cédant à l'État des parties de leur propre propriété privée. Cependant, je ne me préoccuperais pas ici de cette question particulière de la « privatisation ».⁹ C'est plutôt l'affirmation de plus large portée que les injustices passées rendent de même moralement suspectes tous les titres de *propriété privée actuels*, qui ne tient pas et qui n'est certainement pas vraie. À vrai dire, la plupart des titres privés sont probablement justes, quelle que soit leur histoire, excepté dans les cas d'un plaignant particulier et à moins qu'il puisse prouver qu'ils ne le sont pas. La charge de la preuve incombe toutefois à celui qui conteste les titres de propriété actuels et leur répartition. Il doit montrer qu'il est en possession d'un titre plus ancien sur la propriété en question que son propriétaire actuel. Sinon, si le plaignant ne peut prouver ceci, tout doit rester en l'état.

Ou, pour être plus précis et plus réaliste, du fait que Pierre ou Paul ou leurs parents, en tant que membres d'un quelconque groupe concevable de gens, furent assassinés, déplacés, volés, agressés ou victimes d'une discrimination législative dans le passé et que leurs titres de propriété et leurs positions sociales actuels auraient été différents sans ces injustices passées, il ne s'ensuit pas que tout membre actuel de ce groupe puisse faire une juste revendication (d'indemnisation) envers la propriété actuelle de quiconque d'autre (ni à l'intérieur ni en dehors de son groupe). Plutôt, dans chaque cas, Pierre ou Paul devrait montrer, au cas par cas, que personnellement il a une meilleure revendication parce qu'il a un titre plus ancien sur la propriété de quelque bien précis qu'un propriétaire actuel, nommé et identifié, et coupable présumé. Certainement, il existe un nombre considérable de cas où cela peut être fait et où une restitution ou une indemnisation est due. Mais tout aussi certainement, avec cette charge de la preuve pesant sur tout contestataire d'une quelconque répartition actuelle de la propriété, il n'y a pas grand-chose à gagner pour tout programme égalitaire et non-discriminatoire. Au contraire, dans le monde occidental contemporain, gorgé de lois de « discrimination positive » accordant des privilèges

⁹ Voir à ce sujet Hans-Hermann Hoppe, « Of Private, Common and Public Property and the Rationale for Total Privatization », *Libertarian Papers* 3, n° 1 (2011). <http://libertarianpapers.org/articles/2011/lp-3-1.pdf>

juridiques à divers « groupes protégés » aux dépens de divers autres groupes non protégés et discriminés en conséquence, *plus* — et non pas moins — de discrimination et d'inégalités en résulterait si, comme la justice l'exigerait, quiconque *pouvant* en effet apporter une telle preuve individuelle de sa victimisation serait effectivement autorisé à le faire par l'État et intentait des poursuites pour réparation contre le coupable.

Mais les libertariens de gauche — les libertariens au cœur qui saigne et les cosmopolites-humanitaires — ne sont pas précisément connus pour être des « combattants » contre la « discrimination positive ». Plutôt, bien au contraire, pour arriver à la conclusion qu'ils veulent atteindre, ils assouplissent ou se dispensent complètement de l'exigence que quiconque se prétendant victime apporte une preuve individualisée de victimisation. D'ordinaire, afin de garder leur statut intellectuel de libertariens, les libertariens de gauche le font discrètement, subrepticement, voire sans le savoir, mais dans les faits, en abandonnant cette exigence fondamentale de justice, ils remplacent la propriété privée, les droits de propriété et les violations de droit par la notion confuse de « droits civils » et de « violations des droits civils », ainsi que les droits individuels par des « droits collectifs », devenant ainsi des socialistes inavoués. Étant donné que l'État a perturbé et déformé tous les titres et distributions de propriété privée, cela sans l'exigence de preuve individualisée de victimisation, chacun, et chaque groupe imaginable, peut aisément et sans trop d'effort intellectuel revendiquer de quelque façon le statut de « victime » vis-à-vis de quiconque ou de tout autre groupe.¹⁰

¹⁰ Typiquement, cette transformation furtive du libertarianisme en un socialisme inavoué via la notion confuse de « droits civils », a déjà été identifiée il y a des décennies par Murray Rothbard. Pour le citer :

Dans tout le Mouvement Libertarien Officiel [des libertariens de gauche], les « droits civils » ont été adoptés sans conteste, outrepassant complètement les droits véritables de la propriété privée. Dans certains cas, l'adoption d'un « droit de ne pas subir de discrimination » a été explicite. Dans d'autres, lorsque les libertariens veulent réconcilier leurs nouveaux principes avec leurs anciens et n'ont aucune aversion pour le sophisme ni même l'absurdité, ils suivent la voie plus sournoise tracée par l'*American Civil Liberties Union* : si un soupçon d'administration devait être impliqué, que ce soit pour l'utilisation des rues publiques ou un peu du financement public, alors le prétendu

Libérés du fardeau de la preuve individualisée du statut de victime, les libertariens de gauche sont en essence libres dans leur « découverte » de nouvelles « victimes » et de nouveaux « persécuteurs » selon leurs propres présupposés égalitaristes. À leur décharge, ils reconnaissent l'État comme agresseur institutionnel et envahisseur des droits de propriété privée (rappelons, c'est de là que vient leur prétention de « libertariens »). Mais ils voient bien plus d'injustices institutionnelles et structurelles et de distorsions sociales, bien plus de victimes et de persécuteurs, et bien plus de besoins de restitution, d'indemnisation et de redistribution de propriété dans le monde actuel que les seules injustices et distorsions commises et causées par l'État, devant être résolues et corrigées en réduisant avant de finalement démanteler et privatiser tous les titres et fonctions de l'État. Même si l'État était démantelé, avancent-ils, comme effets tardifs et durables de sa longue existence antérieure ou de certaines conditions pré-étatiques, d'autres distorsions institutionnelles subsisteraient qui nécessiteraient une rectification afin de créer une société juste.

Les vues soutenues par les libertariens de gauche à cet égard ne sont pas entièrement uniformes, mais diffèrent d'ordinaire peu de celles des Marxistes culturels. Ils posent comme « naturelle », sans grand soutien empirique voire aucun, et en fait contre la preuve accablante du contraire, une société largement « plate » et « horizontale » en termes « d'égaux », c.-à-d. de personnes par essence, universellement et mondialement homogènes, de même état d'esprit et de même talent, de statuts social et économique plus ou moins similaires, et ils considèrent tout écart systématique à ce modèle comme le résultat de discriminations, et motif à quelque forme de compensation et de restitution. En conséquence, la structure hiérarchique des familles traditionnelles, des rôles sexuels et de la répartition du travail entre hommes et femmes est considérée comme contre-nature. De fait, toutes les hiérarchies sociales et tous les ordres hiérarchiques verticaux d'autorité, de meneurs d'hommes et chefs de clan, de protecteurs, de nobles, d'aristocrates et de rois, d'évêques et de cardinaux, de « patrons » en général et de leurs subordonnés ou sous-chefs respectifs,

« droit » à « l'accès égal » devrait primer soit sur la propriété privée, soit quelque forme de bon sens. (Rothbard, « Egalitarianism and the Elites », pp. 102-03)

sont vus avec suspicion. De même, toutes les disparités de revenus et de richesses, grandes ou « excessives » — dites de « pouvoir économique » — et l'existence à la fois d'une classe basse opprimée et d'une classe haute de personnes et de familles très riches sont réputées contre-nature. En outre, les grandes sociétés et conglomérats industriels et financiers sont considérés comme des créatures artificielles de l'État. Toutes les associations exclusives — les sociétés, congrégations, Églises, clubs — ainsi que toute ségrégation territoriale, la séparation et la sécession — qu'elle soit basée sur la classe, le genre, la race, l'ethnie, la lignée, la langue, la religion, la profession, les intérêts, les habitudes ou la tradition — sont également toutes suspectes ainsi que contre-nature, et doivent être réparées.

De ce point de vue, les groupes « victimes » et leurs « persécuteurs » sont faciles à identifier. Il s'avère que les « victimes » constituent la grande majorité de l'humanité. Tout le monde et tous les groupes imaginables sont des « victimes », sauf cette petite partie de l'humanité composée d'hommes hétérosexuels blancs (y compris d'Asie du Nord), vivant des vies familiales bourgeoises traditionnelles. Ce sont, et en particulier les plus créatifs et les plus accomplis d'entre eux (à l'exception, chose intéressante, des riches célébrités du sport ou du divertissement), les « persécuteurs » de tous les autres.

Si cette vision de l'histoire de l'humanité frappe comme bizarre à la lumière des incroyables réalisations civilisationnelles provenant précisément de ce groupe minoritaire de « persécuteurs », elle coïncide presque complètement avec la victimologie également propagée par les Marxistes culturels. Les deux groupes ne diffèrent que sur la cause de cet « état structurel de victimisation » identifié, décrit et déploré de manière similaire. Pour les Marxistes culturels, la cause de cet état de choses est la propriété privée et le capitalisme débridé basé sur les droits de propriété privée. Pour eux, la réponse à comment réparer les dommages causés est claire et facile. Toutes les restitutions, compensations et redistributions nécessaires doivent être effectuées par l'État, supposé être sous *leur* contrôle.

Pour les libertariens de gauche, cette réponse ne fonctionne pas. Ils sont censés être en faveur de la propriété privée et de la privatisation de la propriété étatique. Ils ne peuvent pas supposer que l'État s'occupe de la restitution, parce qu'en tant que libertariens, ils sont censés démanteler l'État et au final l'abolir. Pourtant, ils veulent plus de

restitution que seulement celle résultant de la privatisation de la propriété dite publique. L'abolition de l'État ne leur suffit pas pour créer une société juste. Il faut davantage pour indemniser l'immense majorité des victimes évoquées.

Mais quoi ? Et sur quelles bases ? Chaque fois qu'il y a une preuve individualisée de victimisation, c.-à-d. si une personne A peut démontrer qu'une autre personne B avait envahi ou pris la propriété de A, ou vice versa, aucun problème n'existe ! L'affaire est claire. Mais en l'absence d'une telle preuve, qu'est-ce que les « persécuteurs » doivent d'autre à leurs « victimes », et sur quelles bases ? Comment déterminer qui doit à qui, combien, et quoi ? Et comment mettre en œuvre ce régime de restitution en l'absence d'un État, et sans pour autant porter atteinte aux droits de propriété privée d'un tiers ? Voilà posé le problème intellectuel central pour tout soi-disant *libertarien* de gauche.

Sans surprise, la réponse qu'ils donnent à ce défi se révèle évasive et vague. D'après ce que j'en comprends, cela revient à guère plus qu'une exhortation. Comme l'a résumé un observateur avisé de la scène intellectuelle : « Soyez gentils ! » Plus précisément : Vous, petit groupe de « persécuteurs », devez toujours être spécialement « gentils », indulgents et inclusifs envers tous les membres de l'immense majorité de « victimes », c.-à-d. la longue et familière liste de tout le monde, hormis les hommes hétérosexuels blancs ! Quant à l'application de la loi, tous les « persécuteurs » ne faisant pas preuve de respect envers un membre de la classe des victimes, c.-à-d. les persécuteurs qui sont « méchants », impitoyables ou exclusifs, ou qui disent des choses « méchantes » ou irrespectueuses envers eux, doivent être publiquement rejetés, humiliés et poussé par honte à obéir !

À première vue, cette proposition de mode de restitution peut — comme on peut s'y attendre de la part de personnes « gentilles » — sembler, disons, bien intentionnée, inoffensive et tout simplement « bienveillante ». Cependant, en réalité, c'est tout sauf un conseil « bienveillant » et inoffensif. C'est mal et dangereux.

Tout d'abord, *pourquoi* quiconque devrait être particulièrement gentil avec quelqu'un d'autre — au-delà de respecter les droits de propriété privée respectifs sur certains moyens (des biens) physiques spécifiques ? Être gentil est une action délibérée et demande un effort, comme toute action. Il y a des coûts d'opportunité. Le même effort

pourrait aussi être consacré à d'autres effets. En effet, beaucoup de nos activités, sinon la plupart, se déroulent seuls et en silence, sans interaction directe avec autrui, comme lorsqu'on prépare son repas, conduit sa voiture ou qu'on lit et écrit. Le temps consacré à la « gentillesse envers autrui » est du temps perdu à faire d'autres choses plus valables. De plus, la gentillesse doit être garantie. Pourquoi devrais-je être gentil avec des gens qui sont méchants avec moi ? La gentillesse doit être méritée. Une gentillesse sans distinction diminue et finit par éliminer la distinction entre conduite méritoire et conduite fautive. Trop de gentillesse sera donnée à des gens ne la méritant pas et trop peu à ceux la méritant, et le niveau général de méchanceté augmentera en conséquence et la vie publique deviendra toujours plus désagréable.

De plus, il y a aussi des gens véritablement malfaisants, faisant des choses vraiment mauvaises à de vrais propriétaires privés, surtout les élites dirigeantes en charge de l'appareil étatique, comme tout libertarien devrait l'admettre. On n'a sûrement pas l'obligation d'être gentil avec *eux* ! Et pourtant, en récompensant la grande majorité des « victimes » par de l'amour, des soins et de l'attention en plus, on parvient précisément à ceci : moins de temps et d'efforts sont consacrés à manifester un comportement méchant envers ceux qui le méritent le plus. Le pouvoir de l'État ne sera donc pas affaibli par la « gentillesse » universelle, mais renforcé.

Et pourquoi est-ce surtout la petite minorité d'hommes blancs hétérosexuels, et surtout ses membres les plus prospères, qui devrait un peu plus de gentillesse à la grande majorité de tous les autres gens ? Pourquoi pas l'inverse ? Après tout, la plupart, sinon la totalité, des inventions techniques, des machines, des outils et des gadgets en usage courant partout et ailleurs dont notre niveau de vie et notre confort actuels dépendent largement et sans appel, furent créés par *eux*. Tous les autres, à peu près, ne firent qu'imiter ce qu'*ils* avaient inventé et construit *les premiers*. Tous les autres héritèrent gratuitement du savoir incarné par les produits des inventeurs. Et n'est-ce pas le foyer familial hiérarchique blanc typique du père, de la mère, de leurs enfants communs et héritiers potentiels, de leur conduite et de leur style de vie « bourgeois » — c.-à-d. tout ce que la Gauche dénigre et diabolise — qui est le modèle économique d'organisation sociale le plus réussi que le monde ait jamais vu, avec la plus grande accumulation de biens d'équipement (richesse) et les niveaux de vie moyens les plus élevés ?

Et n'est-ce pas seulement grâce aux grandes réalisations économiques de cette minorité de « persécuteurs » qu'un nombre toujours croissant de « victimes » purent être intégrées et profiter des avantages d'un réseau mondial de division du travail ? Et n'est-ce pas seulement grâce au succès du modèle familial traditionnel blanc et bourgeois que des « styles de vie alternatifs » purent émerger et être maintenus dans le temps ? La plupart des « victimes » d'aujourd'hui ne doivent-elles donc pas littéralement leurs vies et leur existence actuelle aux réalisations de leurs « persécuteurs » présumés ?

Pourquoi les « victimes » n'accordent-elles pas un respect particulier à leurs « persécuteurs » ? Pourquoi ne pas accorder un crédit particulier à la réussite et au succès économiques plutôt qu'à l'échec, et pourquoi ne pas faire l'éloge des modes de vie et des comportements traditionnels « normaux », plutôt que toute alternative anormale exigeant, comme condition nécessaire au maintien de sa propre existence, une société préexistante et dominante de personnes « normales » aux modes de vie « normaux » ?

J'apporterai bientôt la réponse évidente à ces questions rhétoriques. Auparavant, cependant, il faut aborder brièvement une seconde erreur stratégique des libertariens de gauche, préconisant une gentillesse spéciale envers les « victimes historiques ».

Notons avec intérêt que les groupes « victimes » identifiés tant par les libertariens de gauche que les Marxistes culturels diffèrent peu, voire pas du tout, des groupes identifiés par l'État comme « défavorisés » et ayant besoin d'être indemnisés aussi par celui-ci. Si cela ne pose aucun problème pour les Marxistes culturels et peut être interprété comme un indicateur de l'étendue du contrôle qu'ils ont déjà acquis sur l'appareil étatique, cette coïncidence devrait, pour les *libertariens* de gauche, être source de préoccupation intellectuelle. Pourquoi l'État poursuivrait-il le même but, ou du moins un but similaire, de « non-discrimination » de « victimes » par des « persécuteurs » qu'eux aussi veulent atteindre, si ce n'est par des moyens différents ? Les libertariens de gauche sont d'ordinaire aveugles à cette question. Et pourtant, pour quiconque ayant juste un peu de bon sens, la réponse devrait être évidente.

Afin d'arriver à un contrôle total sur chaque personne individuelle, l'État doit mener une politique de *divide et impera* [*diviser pour mieux*

régner]. Il doit affaiblir, saper et, en fin de compte, détruire tous les autres centres rivaux de l'autorité sociale. Bien plus, il doit affaiblir le ménage familial traditionnel et patriarcal, et en particulier le ménage familial riche et indépendant, parce que centre de décision autonome, en semant des conflits et en légiférant entre maris et femmes, enfants et parents, femmes et hommes, riches et pauvres. De même, excepté l'attachement à un État donné en tant que sujet-citoyen, tous les ordres hiérarchiques et rangs d'autorité sociale, toutes les associations exclusives et toutes les allégeances et attaches personnelles — fussent-elles familiales, communautaires, ethniques, tribales, nationales, raciales, linguistiques, religieuses, coutumières ou traditionnelles — doivent être affaiblis et au final détruits.

Et quelle meilleure façon de le faire que d'adopter des lois anti-discrimination !

En effet, en interdisant toute discrimination fondée sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'âge, la race, la religion, l'origine nationale, etc., un grand nombre de personnes sont déclarées étatiquement-certifiées « victimes ». Les lois anti-discrimination sont donc un appel officiel à toutes les « victimes » pour qu'elles trouvent des fautes et se plaignent à l'État de leurs « oppresseurs » « préférés », et en particulier les plus riches d'entre eux, et de leurs machinations « oppressives », à savoir, leur « sexisme », leur « homophobie », « chauvinisme », « nativisme », « racisme », « xénophobie » et j'en passe ; et c'est à l'État de répondre à ces plaintes en remettant à leur place ces « oppresseurs », c.-à-d. en les dépossédant de leurs propriété et autorité et en étendant et renforçant de même son propre pouvoir monopolistique envers une société toujours plus affaiblie, fragmentée, fractionnée et déshomogénéisée.

Ironiquement donc, et contrairement à leur objectif autoproclamé de vouloir diminuer ou même éliminer l'État, les libertariens de gauche, avec leur victimologie étrange et égalitaire, deviennent complices de l'État et contribuent effectivement à l'expansion de son pouvoir. En effet, la vision libertarienne de gauche d'une société multiculturelle sans discrimination est, pour reprendre l'expression de Peter Brimelow, du Viagra pour l'État.

Ce qui m'amène à mon dernier point.

Ce rôle de Viagra étatique du libertarianisme de gauche devient encore plus évident quand on considère leur position sur la question de

plus en plus virulente de la migration. Les libertariens de gauche en sont habituellement de fervents défenseurs, en particulier pour une politique d'immigration « libre et non discriminatoire ». S'ils critiquent la politique d'immigration étatique, ce n'est pas du fait que ses restrictions à l'entrée ne sont pas les bonnes, c.-à-d. qu'elles ne servent pas à protéger les droits de propriété des citoyens nationaux, mais bien parce qu'elles imposent des restrictions à l'immigration.

Mais pour quels motifs devrait-il y avoir un droit à une immigration « libre » et sans restriction ? Nul n'a le droit de s'installer dans un lieu déjà occupé par quelqu'un d'autre, à moins d'y avoir été invité par l'occupant actuel. Et si toutes les places sont déjà occupées, toute migration est une migration sur invitation seulement. Un droit à l'immigration « libre » n'existe que pour un pays vierge, pour une frontière ouverte.

Il n'y a que deux façons d'essayer de contourner cette conclusion tout en sauvant la notion d'immigration « libre ». La première est de décider de la suspicion morale de tous les occupants et toutes les occupations actuels. À cette fin, il est bien mis en avant le fait que toutes les occupations actuelles ont été affectées par l'action étatique antérieure : la guerre et la conquête. Et il est vrai que les frontières étatiques ont été tracées et redessinées, des gens ont été déplacés, déportés, tués et réinstallés, et que des projets d'infrastructure financés par l'État (routes, sites de transports publics, etc.) ont affecté la valeur et le prix relatif de presque tous les endroits et modifié la distance et le coût du voyage entre eux. Comme déjà expliqué dans un contexte légèrement différent, cependant, il ne découle pas de ce fait incontestable que tout actuel occupant d'un lieu ait légitimité à migrer vers n'importe quel autre lieu (sauf, bien sûr, lorsqu'il possède ce lieu ou a l'autorisation de son propriétaire actuel). Le monde n'appartient pas à tout le monde.

La deuxième voie de sortie possible est de prétendre que toute propriété dite publique — la propriété contrôlée par l'État local, régional ou central — s'apparente à une frontière ouverte, avec accès libre et sans restriction. Pourtant, c'est assurément une erreur. Du fait que la propriété étatique soit illégitime car fondée sur des expropriations antérieures, il ne découle pas qu'elle est non-possédée et libre [d'accès] pour tous. Elle a été financée par des paiements d'impôts locaux, régionaux, nationaux ou fédéraux, et donc ce sont les

payeurs de ces impôts, et personne d'autre, qui sont les propriétaires légitimes de toute propriété publique. Ils ne peuvent exercer leur droit — ce droit a été arrogé par l'État — mais *ils* en sont les propriétaires légitimes.

Dans un monde où tous les lieux sont possédés privativement, le problème de l'immigration disparaît. Il n'existe aucun droit à l'immigration. Il n'existe que le droit d'échanger, d'acheter ou de louer divers lieux. Mais qu'en est-il de l'immigration dans le monde réel, avec une propriété publique gérée par les administrations étatiques locales, régionales ou centrales ?

Tout d'abord, que seraient les politiques d'immigration si l'État, comme il est supposé le faire, agissait en tant qu'*administrateur* de la propriété publique des contribuables-propriétaires ? Qu'en serait-il de l'immigration si l'État agissait comme le gestionnaire de la propriété communautaire détenue et financée conjointement par les membres d'une association de logement ou d'une communauté fermée ?

Au moins en principe, la réponse est claire. La ligne directrice d'un administrateur envers l'immigration serait le principe du « coût total ». Autrement dit, l'immigrant ou le résident qui l'invite devrait payer le coût total de l'utilisation par l'immigrant de tous les biens ou installations publics pendant sa présence. Le coût de la propriété communautaire financée par les contribuables résidents ne devrait pas monter ni sa qualité chuter par faute de la présence d'immigrants. Au contraire, si possible, la présence d'un immigrant devrait apporter aux résidents-propriétaires un profit, soit sous la forme d'impôts moindres, ou de frais communautaires, soit d'une meilleure qualité de la propriété communautaire (et dès lors d'une augmentation générale de la valeur des propriétés).

Ce que l'application du principe du coût total implique en détails dépend des circonstances historiques, c.-à-d., de la pression de l'immigration en particulier. Si la pression est faible, l'entrée initiale sur la voie publique peut être entièrement libre pour les « étrangers » et tous les coûts dès lors associés aux immigrants sont entièrement absorbés par les résidents nationaux dans l'espoir d'un profit national. Toute forme de discrimination au-delà serait la liberté des propriétaires-résidents. (C'est d'ailleurs à peu près l'état des choses tel qu'il existait dans le monde occidental jusqu'à la Première Guerre

mondiale.) Mais même ainsi, cette même générosité ne serait probablement pas étendue à l'utilisation des hôpitaux publics, des écoles, des universités, logements, piscines, parcs, etc. par les migrants. L'accès à de telles installations ne serait pas « gratuit » pour les immigrants. Au contraire, les immigrants devraient payer un prix plus élevé pour leur utilisation que les résidents-propriétaires ayant financé ces installations, de façon à réduire le fardeau fiscal national. Et si un visiteur-immigrant temporaire voulait devenir résident permanent, il pourrait s'attendre à payer un prix d'admission, à remettre aux propriétaires actuels à titre de compensation pour l'utilisation supplémentaire faite de leur propriété communautaire.

D'autre part, si la pression migratoire est élevée — comme actuellement dans l'ensemble du monde occidental, dominé par les hommes blancs hétérosexuels — des mesures plus restrictives seront peut-être à prendre, dans le même but de protéger la propriété privée et commune des propriétaires-résidents du pays. Il peut y avoir des contrôles d'identité non seulement aux points d'entrée, mais aussi au niveau local, afin de tenir à l'écart les criminels connus et autre racaille indésirable. Et outre les restrictions spécifiques imposées aux visiteurs par les propriétaires-résidents individuels quant à l'usage de leurs diverses propriétés privées, il peut en plus exister des restrictions d'accès locales plus générales. Certaines communautés particulièrement attrayantes peuvent exiger un droit d'entrée pour chaque visiteur (à l'exception des visiteurs invités par les résidents) qui doit être remis aux résidents-propriétaires, ou exiger un certain code de conduite concernant toute communauté propriétaire. De plus, les exigences en matière de résidence permanente pour certaines communautés peuvent être très restrictives et impliquer un dépistage intensif et un prix d'entrée élevé, comme c'est encore le cas aujourd'hui dans certaines communes suisses.

Mais bien sûr, ce n'est *pas* ce que fait l'*État*. Les politiques migratoires des États confrontés à la plus forte pression migratoire, des États-Unis et de l'Europe occidentale, ressemblent peu à celles d'un administrateur. Ils ne suivent pas le principe du coût total. Ils ne disent pas essentiellement à l'immigrant de « payer ou de partir ». Au contraire, ils lui disent « une fois venus, vous pouvez rester et utiliser non seulement toutes les routes, mais toutes sortes d'installations et de services publics gratuitement ou à prix réduit, même si vous ne payez

pas ». Autrement dit, ils *subventionnent* les immigrants — ou plutôt, ils forcent les contribuables nationaux à les subventionner. En particulier, ils subventionnent également les employeurs nationaux important des travailleurs étrangers moins chers. Parce que de tels employeurs peuvent externaliser une partie des coûts totaux associés à leur emploi — l'usage gratuit par ses employés étrangers de tous les propriétés et installations publiques résidentielles — vers d'autres contribuables nationaux. Et ils subventionnent encore l'immigration (migration interne) aux dépens des contribuables résidents en interdisant — au moyen de lois antidiscriminatoires — non seulement toutes les restrictions internes et locales à l'entrée, mais aussi et de plus en plus toutes les restrictions concernant l'entrée et l'usage de toute propriété *privée* intérieure.

Quant à l'entrée initiale des immigrants, que ce soit comme visiteurs ou résidents, les États ne discriminent pas selon des caractéristiques *individuelles* (comme ferait un administrateur et comme ferait tout propriétaire privé, envers sa propre propriété), mais selon des *groupes* ou des *catégories* de personnes, c.-à-d. selon leur nationalité, ethnicité, etc. Ils n'appliquent pas une norme d'admission uniforme, consistant à vérifier l'identité de l'immigrant, à effectuer une forme de vérification de son crédit et lui imposer un éventuel droit d'entrée. À la place, ils permettent à certaines catégories d'étrangers d'entrer gratuitement, sans aucune obligation de visa, comme s'ils étaient des résidents sur le retour. Ainsi, en l'espèce, tous les Roumains ou Bulgares, quelles que soient leurs caractéristiques individuelles, sont libres d'émigrer en Allemagne ou aux Pays-Bas et d'y rester pour utiliser tous les biens et équipements publics, même s'ils ne paient pas et vivent aux frais des contribuables allemands ou néerlandais. Il en va de même pour les Portoricains envers des États-Unis et des contribuables américains, ainsi que pour les Mexicains, qui sont effectivement autorisés à entrer illégalement aux États-Unis, en tant qu'intrus non invités et non identifiés. En revanche, d'autres catégories d'étrangers sont soumises à des restrictions de visa pointilleuses. Ainsi, par exemple, tous les Turcs, encore une fois indépendamment de leurs caractéristiques individuelles, doivent se soumettre à une procédure de visa intimidante et peuvent être totalement empêchés de se rendre en Allemagne ou aux Pays-Bas, même s'ils ont été invités et disposent de fonds suffisants pour payer tous les frais liés à leur présence.

Les résidents contribuables-propriétaires sont donc doublement pénalisés : une fois en incluant indistinctement certaines catégories d'immigrants même s'ils ne *peuvent pas* payer, et deux fois, en excluant indistinctement d'autres catégories d'immigrants même s'ils *peuvent* payer.

Les libertariens de gauche ne critiquent toutefois pas cette politique d'immigration comme étant contraire à celle d'un administrateur de propriété publique appartenant au final à des contribuables-propriétaires privés résidentiels, c.-à-d. comme n'appliquant pas le principe du coût total et donc comme discriminant *à tort*, mais comme discriminant tout court. Pour eux, l'immigration gratuite et non discriminatoire signifie l'entrée et la résidence permanente sans visa rendues accessibles à tous, c.-à-d. à tous les immigrants potentiels dans des conditions égales, quelles que soient leurs caractéristiques individuelles ou leur capacité à payer le coût total de leur séjour. Tout le monde est invité à séjourner en Allemagne, aux Pays-Bas, en Suisse ou aux États-Unis, par exemple, et à utiliser gratuitement tous les équipements et services publics nationaux.

À leur honneur, les libertariens de gauche reconnaissent certaines des conséquences que cette politique aurait dans le monde actuel. En l'absence de toute restriction interne, locale, ou autre, à l'entrée quant à l'usage des propriétés et services publics nationaux et, de plus en plus, en l'absence de toute restriction à l'entrée quant à l'usage de la propriété privée résidentielle (due à d'innombrables lois anti-discrimination), le résultat prévisible serait un afflux massif d'immigrants du tiers et du second monde vers États-Unis et Europe occidentale et l'effondrement rapide du système national actuel de « sécurité sociale ». Les impôts devraient être fortement augmentés (réduisant encore l'économie productive) et la propriété et les services publics se détérioreraient considérablement. Une crise financière d'une ampleur inégalée en résulterait.

Mais pourquoi serait-ce là un objectif souhaitable pour quiconque se disant libertarien ? Il est vrai que le système public d'aide sociale financé par l'impôt devrait être éliminé de la tête aux pieds. Mais l'inévitable crise qu'entraînerait une politique d'immigration « libre » ne produit pas ce résultat. Bien au contraire, les crises, comme quiconque connaissant vaguement l'Histoire le sait, sont d'habitude utilisées et souvent sciemment fabriquées par les États afin d'accroître

davantage leur propre pouvoir. Et la crise produite par une politique d'immigration « libre » en serait certainement une extraordinaire.

Ce que les libertariens de gauche ignorent généralement dans leur évaluation nonchalante, voire compatissante de la crise prévisible, c'est le fait que les immigrants qui auront causé l'effondrement seront encore physiquement présents quand il se produira. Pour les libertariens de gauche, du fait de leurs préjugés égalitaires, cela ne pose aucun problème. Pour eux, tout le monde est plus ou moins égal ; dès lors, une hausse du nombre d'immigrants n'a pas plus d'incidence qu'une hausse de la population locale suite à une natalité plus élevée. Pour tout réaliste social, cependant, et même pour quiconque ayant du bon sens, ce postulat est manifestement faux et potentiellement dangereux. Un million de Nigériens ou d'Arabes de plus, vivant en Allemagne, ou un million de Mexicains ou de Hutus ou de Tutsis de plus résidant aux États-Unis, c'est tout autre chose qu'un million d'autres d'Allemands ou d'Américains d'origine nationale. Avec la présence de millions d'immigrants du tiers monde et du deuxième monde lorsque la crise frappe et que les chèques cessent d'arriver, il est très peu probable qu'une issue pacifique s'ensuive et qu'un ordre social naturel, fondé sur la propriété privée, émerge. Au contraire, il est beaucoup plus probable et presque certain que la guerre civile, le pillage, le vandalisme et la guerre des bandes tribales ou ethniques éclateront — et l'appel à un homme-État-fort deviendra de plus en plus indubitable.

Pourquoi, alors, pourrait-on se demander, l'État n'adopte-t-il pas la politique d'immigration « libre » des libertariens de gauche, et ne saisit-il pas l'opportunité offerte par la crise prévisible pour renforcer davantage son propre pouvoir ? Grâce à ses politiques internes de non-discrimination et à ses politiques d'immigration actuelles, l'État a déjà beaucoup fait pour fragmenter la population nationale, et accroître ainsi son propre pouvoir. Une politique « d'immigration libre » ajouterait une autre dose énorme de « multiculturalisme » non discriminatoire. Cela renforcerait davantage la tendance à la déshomogénéisation, à la division et à la fragmentation sociales, et affaiblirait encore davantage l'ordre social « bourgeois », traditionnel, blanc, hétérosexuel, dominés par les hommes, et la culture associée à « l'Occident ».

La réponse au « pourquoi pas ? » semble toutefois simple. Contrairement aux libertariens de gauche, les élites dirigeantes sont encore assez réalistes pour reconnaître qu'outre les grandes

opportunités de croissance de l'État, la crise prévisible comporterait aussi des risques incalculables, et pourrait entraîner des bouleversements sociaux d'une ampleur telle qu'elles pourraient elles-mêmes être balayées du pouvoir, et être remplacées par d'autres élites, « étrangères ». En conséquence, les élites dirigeantes ne progressent que graduellement, pas à pas, sur la voie d'un « multiculturalisme non discriminatoire ». Et pourtant, elles se réjouissent de la propagande de « libre immigration » de la gauche libertarienne, parce qu'elle aide l'État pas juste à rester sur sa ligne actuelle de *divide et impera*, mais à avancer à un rythme accéléré.

Contrairement à leurs propres déclarations et prétentions anti-étatiques, donc, la victimologie particulière de la gauche libertarienne et son exigence de gentillesse et d'inclusivité envers la longue liste familière de « victimes » historiques, parmi laquelle aussi tous les étrangers en tant qu'immigrants potentiels, s'avère en fait être une recette pour un développement plus poussé du pouvoir étatique. Les Marxistes culturels le savent, et c'est la raison de leur adoption de la même victimologie. Les libertariens de gauche ne le savent apparemment pas ; ils sont donc les idiots utiles des Marxistes culturels dans leur marche vers un contrôle social totalitaire.

Permettez-moi d'arriver à ma conclusion et de revenir au libertarianisme et au thème de la Gauche et de la Droite — et donc enfin aussi à la réponse à mes questions rhétoriques antérieures concernant la victimologie particulière de la gauche et son importance.

On ne peut pas être un *libertarien* de gauche cohérent, parce que la doctrine libertarienne de gauche, même si sans intention, favorise les finalités étatistes, c.-à-d. non libertariennes. De là, de nombreux libertariens ont tiré la conclusion que le libertarianisme n'est ni à gauche ni à droite. Que ce n'est qu'un libertarianisme « léger ». Je n'accepte pas cette conclusion. Apparemment, Murray Rothbard non plus, lorsqu'il termina la citation présentée initialement en disant : « mais psychologiquement, sociologiquement et dans la pratique, ça ne marche pas comme ça. » En effet, je me considère comme un libertarien de droite — ou, si cela peut paraître plus attrayant, un libertarien réaliste ou doté de bon sens — et un libertarien cohérent, qui plus est.

Il est vrai que la doctrine libertarienne est une théorie purement aprioriste et déductive et, comme telle, elle ne dit ni n'implique rien sur

les revendications rivales de la Droite et de la Gauche concernant l'existence, l'ampleur et les causes des inégalités humaines. C'est une question *empirique*. Mais sur cette question, il se trouve que la Gauche est largement irréaliste, erronée et dépourvue de bon sens, alors que la Droite est réaliste et pour l'essentiel correcte et raisonnable. Il n'y a donc rien d'incorrect à appliquer une théorie aprioriste correcte de la manière dont la coopération humaine pacifique est possible à une description réaliste, c.-à-d. fondamentalement droitiste, du monde. Car ce n'est qu'en se basant sur des hypothèses empiriques correctes envers l'Homme qu'il est possible d'arriver à une évaluation correcte concernant la mise en œuvre pratique et la pérennité d'un ordre social libertarien.

De façon réaliste, donc, un libertarien de droite ne reconnaît pas seulement que les capacités physiques et mentales sont inégalement réparties entre les divers individus *au sein* de chaque société et que, par conséquent, chaque société sera caractérisée par d'innombrables inégalités, par une stratification sociale et par une multitude de hiérarchies de réalisations et d'autorité. Il reconnaît aussi que ces capacités sont inégalement réparties entre les nombreuses sociétés *différentes* coexistant partout sur la planète, et que, par conséquent, le monde dans son ensemble sera également caractérisé par des inégalités régionales et locales, des disparités, une stratification et des hiérarchies. Comme pour les individus, toutes les sociétés aussi ne sont pas égales entre elles. Il remarque en outre que parmi ces capacités inégalement réparties, tant au sein d'une société donnée qu'entre différentes sociétés, il y a aussi la capacité mentale de reconnaître les exigences et les avantages de la coopération pacifique. Et il remarque que le comportement des différents États régionaux ou locaux et de leurs élites dirigeantes respectives issues de sociétés différentes peut servir de bon indicateur des différents degrés de *dévi*ation de la reconnaissance des principes libertariens dans ces sociétés.

Plus précisément, il remarque avec réalisme que le libertarianisme, en tant que système intellectuel, fut d'abord développé et élaboré au-delà dans le monde occidental, par des hommes blancs, dans des sociétés dominées par des hommes blancs. Que c'est dans des sociétés dominées par les hommes hétérosexuels blancs, où l'adhésion aux principes libertariens est la plus forte et les déviations les moins graves (comme en témoignent les politiques étatiques relativement moins

mauvaises et extorsionnistes). Que ce sont les hommes hétérosexuels blancs qui ont fait preuve des plus grandes ingéniosités, industries et prouesses économiques. Et que ce sont les sociétés dominées par les hommes hétérosexuels blancs, et en particulier par les plus prospères d'entre eux, qui ont produit et accumulé la plus grande quantité de biens d'équipement et atteint les niveaux de vie moyens les plus élevés.

À la lumière de cela, en tant que libertarien de droite, je dirais bien sûr d'abord à mes enfants et à mes étudiants : respectez toujours les droits de propriété privée des autres, ne les violez pas, et reconnaissez l'État comme un ennemi, et l'antithèse même de la propriété privée. Mais je n'en resterais pas là. Je ne dirais pas (ni n'insinuerai insidieusement) qu'une fois qu'on a satisfait à cette exigence, « tout est permis ». Ce qui est à peu près ce que les libertariens « légers » semblent dire ! Je ne serais pas un relativiste culturel comme le sont au moins implicitement la plupart des libertariens « légers ». À la place, j'ajouterais (au minimum) : soyez et faites tout ce qui vous rend heureux, mais gardez toujours à l'esprit que tant que vous faites partie intégrante de la division mondiale du travail, votre existence et votre bien-être dépendent de manière décisive de l'existence continue des autres, et surtout de l'existence continue des sociétés dominées par les hommes hétérosexuels blancs, de leurs structures familiales patriarcales, de leur style et conduite bourgeois ou aristocratique. Dès lors, même si vous ne voulez pas y participer, reconnaissez que vous êtes néanmoins un bénéficiaire de ce modèle « occidental » standard d'organisation sociale, et ainsi, pour votre propre bien, ne faites rien pour y nuire, mais soutenez-le plutôt comme une chose qui doit être respectée et protégée.

Et à la longue liste des « victimes », je dirais : faites ce que vous voulez, vivez votre vie, tant que vous le faites pacifiquement et sans empiéter sur les droits de propriété privée d'autrui. Si, et dans la mesure où vous êtes intégré dans la division internationale du travail, vous ne devez restitution à personne et personne ne vous doit restitution. Votre coexistence avec vos soi-disant « persécuteurs » est mutuellement bénéfique. Mais gardez à l'esprit que même si les « persécuteurs » pouvaient vivre et se passer de vous, quoique à un niveau de vie inférieur, l'inverse n'est pas vrai. La disparition des « persécuteurs » mettrait en péril votre propre existence. Dès lors, même si vous ne voulez pas vous inspirer de l'exemple de la culture masculine blanche,

sachez que ce n'est que grâce à l'existence continue de ce modèle que toutes les cultures alternatives peuvent être maintenues à leur niveau de vie actuel et qu'avec la disparition de ce modèle « occidental » comme *Leitkultur*¹¹ globalement efficace, l'existence de beaucoup sinon tous vos semblables « victimes » serait en danger.

Cela ne veut pas dire que vous ne devez pas vous montrer critique à l'égard du monde « occidental », dominé par les hommes blancs. Après tout, même ces sociétés qui suivent de très près ce modèle ont aussi leurs divers États responsables d'actes d'agression répréhensibles, non seulement contre leurs propres propriétaires locaux mais aussi contre des étrangers. Mais ni là où vous vivez, ni ailleurs, l'État ne doit être confondu avec « le peuple ». Ce n'est pas l'État « occidental », mais le mode de vie et la conduite « traditionnels » (normaux, standards, etc.) du « peuple » occidental, déjà attaqué de plus en plus durement par ses « propres » dirigeants étatiques dans leur course vers un contrôle social totalitaire, qui méritent votre respect et dont vous êtes un bénéficiaire.

¹¹ NdT : Concept allemand de « Culture Guide ». Le terme fut introduit pour la première fois en 1998 par le sociologue germano-arabe Bassam Tibi et, à partir de 2000, il a occupé une place importante dans le débat politique national en Allemagne sur l'identité nationale et l'immigration.

2. Démocratie, décivilisation et quête d'une nouvelle contre-culture

Parce que chaque action requiert l'utilisation de moyens physiques spécifiques (un corps, un espace où se tenir debout, des objets externes), un conflit entre différents acteurs ne peut que surgir chaque fois que deux acteurs tentent d'utiliser les mêmes moyens physiques pour la réalisation d'objectifs différents. La source des conflits est toujours et invariablement la même : la *pénurie ou la convoitise des moyens physiques*. Deux acteurs ne peuvent pas en même temps utiliser les mêmes moyens physiques (les mêmes corps, espaces ou objets) à des fins différentes. S'ils tentent de le faire, ils ne peuvent que s'affronter. Par suite, afin d'éviter un conflit ou de le résoudre s'il survient, il faut un principe, un critère de justice ou de droit pouvant faire l'objet d'une action, c.-à-d. un principe régissant l'utilisation et le contrôle justes, légaux ou « appropriés » (au sens de la propriété), par opposition à l'utilisation et au contrôle injustes, illégaux ou « non appropriés » de moyens physiques rares.

Logiquement, ce qu'il faut pour éviter tout conflit est clair : il suffit juste que chaque bien soit toujours et à tout moment possédé à titre *privé*, c.-à-d. contrôlé exclusivement par un individu précis (ou un partenariat ou une association d'individus), et qu'il soit toujours possible de reconnaître quel bien appartient et à qui, et lequel ne l'est pas ou appartient à quelqu'un d'autre. Les plans et les objectifs des divers acteurs-entrepreneurs à la recherche de profits peuvent alors être aussi différents que possible, pourtant aucun conflit n'apparaîtra tant que leurs actions respectives impliquent seulement et exclusivement l'utilisation de leur propre propriété privée.

Mais comment cet état de fait, à savoir la privatisation complète et sans ambiguïté de tous les biens, peut-il être réalisé dans la pratique ? Comment les choses physiques peuvent-elles devenir des biens privés, pour commencer, et comment peut-on éviter les conflits dans ces actes originels de privatisation ?

Il existe une solution unique (praxéologique) à ce problème et elle est en essence connue depuis les débuts de l'Humanité, même si elle n'a

été élaborée que lentement, progressivement, et reconstruite logiquement. Pour éviter tout conflit dès le départ, il est nécessaire que la propriété privée soit fondée par *des actes d'appropriation originelle*. La propriété doit être établie par des *actes* (au lieu de simples mots, décrets ou déclarations), car ce n'est que par des actions, se déroulant dans le temps et l'espace, qu'un lien objectif (intersubjectivement vérifiable) peut être établi entre une personne particulière et une chose particulière. Et seul le *premier* acquéreur d'une chose encore non appropriée peut acquérir cette chose en tant que sa propriété *sans conflit*. Car, par définition, en tant que *premier* acquéreur, il ne *peut pas* avoir connu de conflit avec quiconque en s'appropriant le bien en question, puisque tous les autres ne firent leur apparition que *plus tard*.

Ceci implique principalement que si chacun est le propriétaire exclusif de son propre corps physique (comme principal moyen d'action), personne ne peut jamais être le propriétaire du corps d'une autre personne. Car nous ne pouvons utiliser le corps d'une autre personne qu'*indirectement*, c.-à-d. en utilisant *d'abord* notre propre corps directement approprié et contrôlé. Ainsi, l'appropriation directe précède temporellement et rationnellement l'appropriation indirecte ; toute utilisation non consentie du corps d'une autre personne est une appropriation illicite et injuste de quelque chose déjà approprié directement par quelqu'un d'autre.

Toute propriété *juste* (légitime) remonte donc directement ou indirectement, par le biais d'une chaîne de transferts de titres de propriété mutuellement bénéfiques (et donc sans conflits) à des propriétaires et à des actes d'appropriation antérieurs et, au final, originaux. *Mutatis mutandis*¹, tous usages et revendications de choses faits par une personne ne s'étant pas appropriée ni n'ayant produit ces choses auparavant, ni ne les ayant acquises par un échange libre de conflit avec un propriétaire antérieur, sont *injustes* (illégitimes).

Permettez-moi de souligner que je considère ces idées élémentaires argumentativement irréfutables et de là, *vraies a priori*. Si vous voulez vivre en paix avec d'autres personnes (et vous montrez que vous le souhaitez en vous lançant dans une discussion avec elles) alors il n'existe qu'une seule solution : vous devez avoir la propriété privée (exclusive) de toutes les choses rares et adaptées comme moyens (ou

¹ NdT : Toutes choses égales par ailleurs.

biens) à la poursuite de fins (ou buts) humains ; et la propriété privée de telles choses doit être fondée sur des actes d'appropriation originelle (délimiter ou clôturer de façon notable des ressources rares) ou sinon sur le transfert volontaire d'une telle propriété d'un propriétaire antérieur à un ultérieur.

On peut donc dire que ces règles expriment et explicitent la « loi naturelle »². « Naturelle » par l'objectif uniquement humain d'interagir pacifiquement ; et « naturelle » parce que ces lois sont « données » et simplement *découvertes* comme telles par l'Homme. Autrement dit, insistons, ce ne sont *pas* des lois *imaginées, inventées* ou *décrétées*. En fait, toute loi *faite* par l'Homme (plutôt que découverte ou trouvée), c.-à-d. toute *législation*, n'est en rien une loi, mais une perversion de *la loi* : des ordres, des commandements ou des prescriptions qui ne conduisent pas à la paix, mais au conflit, et qui dès lors sont dysfonctionnels envers l'objectif même de lois.

Cela ne signifie pas qu'avec la découverte des principes de la loi naturelle [c.-à-d. du droit naturel], tous les problèmes d'ordre social sont résolus et toutes les frictions disparaissent. Des conflits peuvent survenir et surviennent effectivement, même si chacun sait comment les éviter. Et, dans chaque cas de conflit entre deux ou plusieurs parties rivales, il faut alors *appliquer* la loi ; pour cela, il faut une *juris-prudence*, un *jugement* et un *arbitrage* (par opposition à une *juris-diction*). Il peut y avoir des différends si vous ou moi avons mal appliqué les principes, dans des cas précis concernant des moyens particuliers. Il peut y avoir des désaccords quant aux « vrais » faits d'une affaire : qui était où et quand, et qui avait pris possession de ceci ou de cela à tel moment et tel endroit ? Et il peut être fastidieux et chronophage d'établir et d'ordonner ces faits. Divers litiges avant, après, doivent être examinés. Il peut y avoir à examiner des contrats. Des difficultés peuvent surgir dans l'application des principes aux ressources souterraines, à l'eau et à l'air, et surtout aux flux d'eau et d'air. En outre, il y a toujours la question du comment « adapter » une sanction à un crime donné, c.-à-d. de trouver la mesure appropriée de restitution ou de rétribution que

² NdT : C'est-à-dire une loi qui provient de la nature des choses et s'impose à nous, comme dans le cas des sciences physiques, où l'on parle des lois de la nature (telle la loi de la gravité, par ex.). Cela correspond à ce qu'en français on nomme le droit naturel, repris plus loin, mais nous avons gardé ici le terme de loi utilisé par l'auteur pour faire le lien évoqué.

l'auteur d'un crime doit à sa victime, puis d'ensuite appliquer les verdicts de la loi.

Aussi difficiles que ces problèmes puissent parfois être, les principes directeurs à suivre dans la recherche d'une solution sont toujours clairs et sans contestation.

Dans tout cas de conflit porté devant un tribunal pour jugement, la présomption est toujours en faveur du possesseur actuel de la ressource en question et, *mutatis mutandis*, la charge de la « preuve du contraire » incombe toujours à l'opposant d'un état de fait et de possessions actuelles. L'opposant doit démontrer que, contrairement aux apparences *de prime abord*, il a un droit sur un bien spécifique qui est plus *ancien* que celui du possesseur actuel. Si, et seulement si, l'opposant peut démontrer cela avec succès, la possession contestée doit lui être restituée en tant que propriété. En revanche, si l'opposant échoue à faire valoir sa thèse, outre que la possession reste propriété du possesseur actuel, celui-ci a à son tour acquis un droit légitime contre son adversaire. Car le corps et le temps du possesseur actuel furent détournés par l'adversaire durant son argumentation défailante et rejetée. Il aurait pu faire d'autres choses, préférées, avec son temps et son corps, à la place de se défendre contre son adversaire.

Et surtout, également, la *procédure* à choisir pour rendre la justice dans les limites indiquées est claire et implicite dans l'objectif même de la résolution pacifique et argumentée des conflits. Parce que les deux adversaires dans un conflit de propriété, Pierre et Paul, font ou tiennent des affirmations opposées (« Moi, Pierre, suis le propriétaire légitime de telle ou telle ressource » *contre* « Non, moi, Paul, suis le propriétaire légitime de cette même ressource ») et que, dès lors, Paul et Pierre sont tous deux un intérêt, partial ou biaisé, envers une issue particulière du procès, seule une tierce partie désintéressée ou neutre peut se voir confier de rendre la justice. Cette procédure ne garantit pas que la justice sera toujours rendue, bien sûr. Mais elle garantit que la probabilité de verdicts injustes est minimisée et que les erreurs de jugement sont, le plus probablement, aisément corrigées. Ainsi, en bref, pour tout litige de propriété entre deux (ou plus) parties adversaires, il faut que : Aucune des parties ne puisse jamais se trouver à juger ni à agir comme juge final dans tout litige la concernant. Et plutôt, tout appel à la justice doit toujours être fait à des « étrangers », c.-à-d. à des juges tierces parties impartiaux.

On peut appeler l'ordre social issu de l'application de ces principes et procédures un « ordre naturel », un « système de justice naturelle », une « société de droit privé » ou une « constitution de la liberté ».

Point intéressant, bien que les prescriptions et exigences d'un ordre naturel semblent intuitivement plausibles et raisonnablement peu exigeantes pour ses constituants, c.-à-d. pour nous en tant qu'acteurs individuels, dans les faits cependant, nous vivons dans un monde qui s'écarte nettement d'un tel ordre. Certes, on trouve encore des traces de droit et de justice naturels dans la vie civile et dans le traitement des litiges civils, mais le droit naturel est devenu toujours plus déformé, distordu, corrompu, envahi et submergé par des montagnes toujours plus hautes de lois législatives, c.-à-d. par des règles et des procédures contraires au droit et à la justice naturels.

Il n'est pas très difficile d'identifier la cause à l'origine de cet écart, toujours plus perceptible, de la réalité sociale loin d'un ordre naturel, et d'expliquer cette transformation comme conséquence nécessaire d'une erreur originelle aussi élémentaire que fondamentale. Cette erreur (le « péché originel », si l'on veut) est la monopolisation de la fonction de juge et d'arbitre. C'est-à-dire, le « péché originel » est d'avoir désigné une personne ou une agence (mais personne d'autre !) pour agir en tant que juge ultime dans *tous* les conflits, y compris les conflits où elle est aussi elle-même impliquée.

L'institution d'un tel monopole répond apparemment à la définition classique d'un *État* comme monopole de la prise de décision ultime et de la violence sur un territoire qu'il n'acquiesce ni par actes d'appropriation originelle, ni par échange volontaire d'un propriétaire précédent. L'État (et personne d'autre !) est nommé et autorisé à juger de ses propres actes et à faire appliquer violemment son propre jugement.

Cela implique en soi une double violation du droit et de la justice naturels. D'une part, parce que l'État interdit ainsi à quiconque impliqué dans un conflit de propriété avec soi-même de faire appel à tout juge tiers extérieur potentiel pour la justice ; et d'autre part, *mutatis mutandis*, parce que l'État exclut que tous les autres (hormis lui-même) proposent leurs services d'arbitrage en de tels conflits.

De plus, de cette erreur originelle découlent des conséquences prévisibles. C'est une règle universelle, tout monopole, protégé de la concurrence, mène à des prix accrus et à une qualité moindre du produit

ou service en question que ce serait sinon. Dans le cas particulier d'un monopole judiciaire et du service particulier d'arbitrage, cela signifie, d'une part, que la qualité du droit et de la justice baissera et que le droit naturel sera progressivement remplacé par une législation *faite* par monopole, c.-à-d. des perversions du droit ; comme prévisible, le monopoleur utilisera sa position de décideur ultime, outre pour résoudre les conflits entre propriétaires rivaux, mais aussi pour toujours plus initier ou provoquer des conflits avec des propriétaires privés, afin de trancher ensuite ces conflits en sa propre faveur, c.-à-d. exproprier à son propre avantage la juste propriété d'autrui sur la base de ses lois par lui-même inventées. D'autre part, le prix à payer pour la justice augmentera. En fait, le prix de la justice ne sera pas simplement un « prix plus élevé » que ceux en demande de justice pourront être prêts à payer ou pas (comme ce serait le cas pour tout autre monopole), mais une *taxe* que ceux en demande de justice devront payer, qu'ils l'acceptent ou pas. Autrement dit, les propriétaires privés impliqués dans des litiges fonciers avec l'État, en plus d'être expropriés *par* la législation, devront aussi payer l'État pour ce « service » d'expropriation, ajoutant ainsi l'insulte au préjudice.

De fait, avec l'établissement d'un monopole judiciaire, toute propriété privée devient par essence une propriété *fiduciaire*, c.-à-d. une propriété privée fictive octroyée par l'État. La propriété privée n'est que *provisoirement* privée et laissée sous contrôle privé, c.-à-d. seulement jusqu'à ce qu'une loi ou une réglementation étatique en décide autrement, créant ainsi un environnement d'incertitude juridique permanente et entraînant une hausse du niveau social de préférence temporelle.

Permettez-moi de qualifier ce processus qui se mit en route avec l'institution d'un État : l'écart progressif loin d'un ordre et d'un système de justice naturels, l'érosion croissante de tous les droits de propriété privée et la croissance correspondante des pouvoirs législatifs et réglementaires de l'État, constitue le *processus de décivilisation*.

Bien que constant dans sa direction, le processus de décivilisation entamé avec l'établissement d'un État peut évoluer à vitesses différentes à différents moments ou lieux, parfois plus lentement et parfois à un rythme plus rapide. Cependant, on peut identifier une autre erreur, additionnelle, qui aboutira à une accélération du processus de décivilisation. Cette seconde erreur est la transformation de l'État en un

État démocratique. Cette transformation ne nécessite aucune modification du statut de l'État en tant que monopole judiciaire. Elle nécessite cependant un double changement important : l'accès à l'État et le statut de juge ultime sont ouverts à tout habitant (adulte) d'un territoire donné et la fonction de juge ultime n'est exercée que temporairement, pour une courte période établie, par le vainqueur d'élections selon le mode « un homme, une voix », secrètes, anonymes et récurrentes.

Comme prévisible, ce changement mènera à une accélération systématique du processus de décivilisation.

D'une part, comme Helmut Schoeck surtout l'a amplement démontré, le sentiment d'envie est une des forces de motivation décivilisatrice les plus répandues et puissantes. Toutes les religions majeures (grandes) ont donc condamné le désir de posséder les biens de ses voisins en tant que péché. Dans un ordre naturel ou un système de droit et de justice naturels, les gens aussi, certains plus et d'autres moins, sont tentés d'exproprier la propriété d'autrui à leur propre avantage. Mais dans un ordre naturel, tout à fait en accord avec les prescriptions religieuses, de telles tentations sont considérées comme immorales et illégitimes et chacun est censé réprimer de tels désirs. Lorsqu'un État est en place, quelques (rares) personnes sont autorisées à céder à ces désirs immoraux pour une période indéterminée, ainsi qu'à utiliser législation et fiscalité comme moyens de satisfaire leur propre désir de propriété d'autrui. Ce n'est qu'avec la démocratie, toutefois, c.-à-d. l'accès libre et sans restriction à l'État, que *toutes* les restrictions et inhibitions morales contre la saisie de la propriété légitime d'autrui sont levées. Chacun est libre de céder à de telles tentations, de proposer et promouvoir toutes les mesures législatives et fiscales imaginables pour obtenir des avantages aux dépens d'autrui. Autrement dit, alors que dans un ordre naturel, chacun est censé consacrer son temps exclusivement à la production ou à la consommation, en conditions démocratiques, on consacre de plus en plus de temps à la politique, c.-à-d. à la défense et à la promotion d'activités ni productives ni consommatrices, mais exploitant et parasitant la propriété d'autrui. En effet, même les opposants à une telle évolution doivent de perdre toujours plus de leur temps à des entreprises improductives, c.-à-d. à la politique, ne serait-ce que pour se défendre eux et leurs biens ou pour prendre des mesures de précaution

contre de telles incursions. En fait, en conditions démocratiques, une nouvelle classe de gens émerge, les politiciens, dont la profession est de proposer et de promouvoir des lois, décrets et taxes visant à exproprier les biens des certains au profit des autres (y compris et surtout d'eux-mêmes).

De plus, du fait d'élections se répétant régulièrement, la politisation de la société ne cesse jamais, mais est constamment relancée et poursuivie. L'incertitude ou le vide juridiques sont ainsi accrus et les préférences temporelles sociales monteront encore plus, c.-à-d. raccourcissant encore l'horizon temporel pris en compte dans nos plans d'action. Et dans le processus de concurrence politique, c.-à-d. dans la compétition pour le poste de décideur ultime, s'élèveront au sommet ces hommes et ces partis politiques au moins de scrupules moraux et aux meilleures compétences comme démagogues, c.-à-d. ceux proposant et propageant l'éventail le plus populaire de demandes immorales et illégales prises à la source presque illimitée de telles demandes dans l'opinion publique.

D'autre part, comme le revers de la médaille, la démocratie conduira à une corruption croissante. Avec l'accès ouvert à l'État, la résistance contre sa domination est réduite et sa taille grandira. Le nombre d'employés et d'administrateurs étatiques montera, et comme leurs revenus et leur subsistance dépendent du maintien du pouvoir législatif et fiscal de l'État, ils deviendront, pas nécessairement, mais selon toute vraisemblance, des soutiens fiables et loyaux de l'État. En particulier, la classe des intellectuels, c.-à-d. les faiseurs de phrases (les rhéteurs) par opposition aux producteurs de choses (les fabricants), sera ainsi achetée et corrompue. Parce que la demande du marché pour les phrases plutôt que pour les choses est faible et inconstante, les intellectuels ont toujours un besoin désespéré de toute l'aide possible pour se maintenir à flot ; et l'État, qui a un besoin permanent de soutien idéologique pour son attaque incessante du droit et la justice naturels, n'est que trop disposé à offrir une telle aide et à les employer comme éducateurs publics, en échange d'une propagande appropriée.

Pourtant, il n'y a pas que les employés étatiques qui sont si corrompus. Les recettes fiscales et le champ du contrôle de l'État sur les autres capitaux et biens non monétaires excéderont de loin le nécessaire pour employer et équiper ses travailleurs. L'État peut aussi jeter revenus et aide à divers membres de la société civile. La loyauté

des pauvres et des opprimés peut être assurée par des programmes soi-disant « d'aide » sociale, tandis que les riches, les banquiers et les capitaines d'industrie, et indirectement aussi leurs employés, peuvent être corrompus par des privilèges étatiques, des contrats et des obligations d'État à intérêt. Et cette même politique peut aussi servir à « diviser » les membres de la société civile, afin de contrôler plus facilement une population de plus en plus fractionnée ou « atomisée ». *Divide et impera* [Diviser pour mieux régner] !

Bien qu'on puisse sans risque prédire la direction principale de l'évolution sociale sur la base de quelques hypothèses élémentaires liées à la nature de l'Homme, de l'État et de la démocratie en particulier, tous les détails concernant le processus de décivilisation restent incertains et peu clairs. Pour être plus précis, il faut consulter l'Histoire. En particulier, étudier les cent dernières années, c.-à-d. l'Histoire depuis la fin de la Première Guerre mondiale en 1918, quand la démocratie moderne prit son essor, remplaçant l'ancien État monarchique.

Même si cette époque confirme la prédiction générale, les résultats concrets restent vraiment horribles, dépassant les pires craintes. S'agissant de la dégénérescence morale et la corruption, et en ne prenant en considération que les États-Unis comme exemple et modèle dominant d'État démocratique, une poignée d'indicateurs suffira comme illustration.

Aux États-Unis, aucun *Code of Federal Regulation*, le registre énumérant toute règle et réglementation étatique, n'existait au début de la période, jusqu'en 1937. En 1960, le *Code* avait atteint 22.877 pages, et en 2012, il avait enflé jusqu'au total de 174.545 pages, subdivisées en 50 titres. Elles réglementent dans le moindre détail toute production imaginable, de l'agriculture à l'aéronautique, aux transports, la vie animale, et la pêche. Alors que le droit naturel ne comporte que trois principes (la propriété de soi, l'appropriation initiale et le transfert contractuel de propriété entre propriétaires antérieur et ultérieur), aujourd'hui, après cent ans de démocratie, aucun aspect de la production et de la consommation n'est laissé libre et non réglementé. De même, au début de la période, il n'existait guère plus qu'une poignée de « crimes fédéraux », touchant des questions telles que la « trahison » ou la « corruption d'agents fédéraux » (alors que tous les crimes « normaux » étaient définis et jugés par les différents États). Dans les années 1980, le nombre de « crimes fédéraux » était déjà monté à

environ 3.000, et en 2007, il avait atteint les 4.450, criminalisant outre de plus en plus d'actes sans violence et de crimes sans victimes, de plus en plus aussi de motivations, de pensées, de paroles et de discours.

Comme deuxième indicateur du degré de corruption, il est révélateur de comparer la population totale et la population en dépendance de l'État. Actuellement, la population totale des États-Unis est d'environ 320 millions, ou environ 260 millions si l'on soustrait le nombre de gens de moins de 18 ans et sans droit de vote. En revanche, le nombre de gens dont tout ou partie de la subsistance dépend du financement étatique comprend : le nombre d'employés de l'État (de tous les niveaux d'administration) est d'environ 22 millions. Quarante-six millions de personnes reçoivent des « bons d'alimentation ». Soixante-six millions de personnes bénéficient de la « Sécurité sociale ». Huit millions de personnes reçoivent « l'assurance chômage ». Les seules dépenses de l'administration fédérale pour les entreprises à but lucratif s'élèvent à quelque 500 milliards de dollars, correspondant, selon une estimation de Charles Murray, à environ 22 % de la main d'œuvre américaine, soit quelques 36 millions d'individus. Enfin, les organisations à but non lucratif et les ONG, dont les recettes annuelles s'élèvent à 2.000 milliards de dollars et qui emploient près de 12 millions de personnes, reçoivent environ un tiers de leur financement de l'État, ce qui représente environ 3 autres millions de personnes à charge, portant ainsi le total des gens à la charge de l'État à environ 181 millions de personnes.³ Autrement dit, on peut dire que seules 79 millions de personnes, soit environ un tiers des 260 millions de la population américaine adulte (plus de 18 ans) (ou environ 25 % des 320 millions de la population totale) sont financièrement totalement ou largement indépendantes de l'État, alors que près de 70 % de la population adulte américaine et 57 % de la population totale sont comptés comme dépendants de l'État.

Enfin, comme troisième indicateur de la dégénérescence morale et de la corruption, un regard sur le sommet du système étatique démocratique est instructif ; c.-à-d. sur les partis et les hommes politiques dirigeant le spectacle démocratique. À cet égard, que nous

³ NdT : Comment peut-on être sûr que parmi ces différentes masses, il n'y a pas des gens qui touchent plusieurs fois et donc que les masses / nombres ne sont pas disjointes et donc que les nombres ne peuvent pas être additionnés ?

regardions les États-Unis ou un quelconque de leurs États satellites en Europe ou tout autour du globe, le tableau est tout aussi clair et sans ambiguïté, et tout aussi lugubre. Si jugé à l'aune des normes du droit et de la justice naturels, tous les politiciens, de tous les partis et presque sans aucune exception, sont coupables, que ce soit directement ou indirectement, de meurtre, d'homicide, d'intrusion, d'invasion, d'expropriation, de vol, d'escroquerie et de recel de biens volés, à une échelle démesurée qui perdure. Et chaque nouvelle génération de politiciens et de partis semble être pire, qui accumule encore plus d'atrocités et de perversions par-dessus la montagne déjà existante, de sorte qu'on se sent presque nostalgique du passé.

Ils devraient tous être pendus, ou pourrir en prison, ou contraints à verser des indemnités.

Mais à la place, ils paradedent en public et en plein jour et s'autoproclament, avec pompe, prétention, arrogance et autosatisfaction, les saints bienfaiteurs : de bons samaritains, fonctionnaires désintéressés, bienfaiteurs et sauveurs de l'humanité et de la civilisation humaine. Aidés d'une intelligentsia recrutée, ils disent au public en boucles et variations infinies que, comme au pays des merveilles d'Alice, rien n'est ce qu'il paraît :

« Quand j'utilise un mot », dit Humpty Dumpty sur un ton plutôt méprisant, « il a exactement le sens ce que je choisis de lui donner, ni plus ni moins ».

« La question est », dit Alice, « de savoir si vous pouvez donner aux mots plein de sens différents. »

« La question est », dit Humpty Dumpty, « qui doit être le maître, c'est tout. »

Et ce sont les politiciens qui sont les maîtres, eux qui stipulent qu'agression, invasion, meurtre et guerre sont en fait légitime défense, alors que la légitime défense est agression, invasion, meurtre et guerre. La liberté est coercition, et la coercition est liberté. Épargne et investissement sont consommation, et la consommation est épargne et investissement. La monnaie est papier, et le papier est monnaie. Les impôts sont des paiements volontaires, et les prix volontairement payés sont des impôts d'exploitation. Les contrats ne sont pas des contrats, et aucun contrat est un contrat. Les producteurs sont des parasites, et les parasites sont des producteurs. L'expropriation est restitution, et la

restitution est expropriation. Vraiment, ce qu'on peut voir, entendre ou sentir n'existe, et ce qu'on ne peut voir, ni entendre ni sentir, existe. Le normal est anormal et l'anormal est normal. Le noir est blanc et le blanc est noir. L'homme est femme et la femme est homme, etc.

Pire, l'écrasante majorité du public, dépassant de loin même le nombre de ceux dépendant de l'État, se laisse prendre par cette absurdité. Les politiciens ne sont ni méprisés ni ridiculisés, mais tenus en haute estime, applaudis, admirés et même glorifiés par les masses. En leur présence, et en particulier envers les « grands » politiciens, la plupart des gens se montrent interloqués, soumis et servile. Mieux, même ceux qui s'opposent ou dénoncent un politicien ou un parti particulier le font presque toujours dans le seul but de proposer ou de louer un autre politicien ou parti, certes différent, mais tout aussi absurde et confus. Et l'intelligentsia, voyant son propre charabia obscur repris dans le baratin de tel ou tel politicien ou parti politique, va comme leur saliver dessus.

Et d'autre part, le nombre de ceux qui s'accrochent encore aux principes du droit et de la justice naturels comme base de tout jugement moral, et qui par suite voient le monde actuel comme un « Absurdistan », c.-à-d. un asile de fous géré par des mégalomanes déments, ne représente aujourd'hui qu'une infime minorité de la population, moindre même que le tristement célèbre 1 % des « super riches » qui font la notoriété des gauchistes (et avec peu ou pas de recouvrement avec ce fameux groupe). Et plus infime encore est la minorité de ceux qui reconnaissent aussi, même vaguement, la *cause* systématique de ce résultat. Et tous ces gens, les quelques personnes saines d'esprit qui restent dans l'asile, sont donc constamment menacés par les gardes de cet « Absurdistan » appelé démocratie, et sont qualifiés de Néandertaliens, de réactionnaires, d'extrémistes, d'idiots ante-Lumières, de sociopathes ou d'ordures.

Ce qui m'amène à la *Property and Freedom Society* (PFS)⁴. Parce qu'elle rassemble intentionnellement précisément ces Néandertaliens exclus, des gens qui voient à travers le rouge, le « *Schmierentheater* »⁵ se jouant sous leurs yeux, des gens qui en ont assez de tous les

⁴ NdT : La *Property and Freedom Society* est un club restreint institué par l'auteur, dont les membres sont exclusivement invités, qui fait la promotion des idées et initiatives austro-libertariennes.

⁵ NdT : Signifie littéralement « Théâtre de la Saleté ».

politiciens jacassant et des chouchous des médias grand public, et qui n'ont par conséquent qu'un seul souhait, celui d'en sortir, c.-à-d. se retirer du système juridique qui leur est imposé par l'État démocratique.

Mais où que résident ces Néandertaliens, ils se voient dans le même piège : la sortie est verrouillée ou totalement bloquée. La sécession hors du territoire de l'État n'est pas permise. On peut émigrer d'un pays à un autre et ainsi quitter un État-juridiction A pour une autre juridiction B. Mais ses biens immobiliers restent ainsi soumis à la juridiction de A, de même et surtout en cas de vente ; et de même le transfert de tous biens mobiliers soumis à la juridiction de A. En bref, personne, nulle part, ne peut sortir avec ses biens gardés intacts, que ce soit en restant ou en déménageant ailleurs. Et la sécession n'est pas seulement interdite et considérée comme une trahison par les politiciens, elle est aussi considérée comme illégitime, comme un manquement à ses devoirs, comme par l'écrasante majorité du public « éduqué » (ou plutôt lobotomisé). Ainsi, les choses semblent sans espoir pour les Néandertaliens.

La PFS ne peut bien sûr pas offrir de sortie à ce piège. Ses réunions, aussi, doivent se tenir sur le terrain et sont donc soumises aux lois et à la juridiction de l'État. On ne peut même pas partir du principe que des réunions comme les nôtres seront toujours et partout autorisées. Les réunions de la PFS ne peuvent donc offrir qu'une brève évasion, un répit, loin de notre vie réelle de détenus d'un asile d'aliénés, sinon sur le terrain, du moins dans la réalité virtuelle des idées, de la pensée et des arguments.

Mais, bien sûr, ces réunions ont un but *réel*. Elles visent à accomplir un changement dans le monde des *choses*. Au strict minimum, elles veulent empêcher la culture du Néandertal, c.-à-d. la culture du droit, de l'ordre et de la justice naturels, de s'éteindre complètement. Elles veulent aider à soutenir et à apporter de la nourriture intellectuelle cette espèce de plus en plus rare de gens et culture.

Avec plus d'ambition cependant, la PFS veut aider ces Néandertaliens et leur culture à reprendre force dans l'opinion publique, en les exposant ouvertement, et en les affichant comme une espèce et contre-culture singulièrement attirantes et fascinantes.

Pour réaliser ce but, la PFS, paradoxe apparent, se lance dans une politique de stricte discrimination, c.-à-d. d'exclusion et d'inclusion. Ainsi, d'un côté, la PFS exclut et discrimine systématiquement tous les représentants et promoteurs de la culture étatique démocratique dominante actuelle : exclus tous les politiciens professionnels, les juges, procureurs, géôliers, tueurs, percepteurs et banquiers d'État, tous les bellicistes et tous les partisans du socialisme, du positivisme juridique, du relativisme moral et de l'égalitarisme, celui des « résultats » ou celui des « chances ». D'un autre côté, à dessein, la PFS recherche et n'admet que des gens ayant adopté pour eux-mêmes le dicton de Thomas Jefferson : « *il n'existe point de vérité que je craigne ... ni que je voudrais inconnue du monde entier* », qui ne connaissent par suite aucun « tabou » intellectuel ni aucun « politiquement correct », qui sont plutôt attachés à un radicalisme intellectuel sans compromis, prêts à suivre les préceptes de la raison où qu'ils puissent mener. Plus précisément, la PFS recherche et n'admet que des gens se consacrant à la reconnaissance de la propriété privée et de droits de propriété justement acquis, à la liberté du contrat, à la liberté d'association et de désassociation, au libre-échange et à la paix.

En suivant cette politique stricte de discrimination, la PFS, après dix ans d'existence, s'est établie comme un véritable monopole dans le monde des sociétés intellectuelles : une société composée d'individus exceptionnels de tous âges, de tous parcours intellectuels et professionnels et de toutes nations, libre et non polluée par tous les Étatistes et le tout étatiste, sans rivale dans l'ampleur et la profondeur interdisciplinaires de son radicalisme, réunis dans un cadre superbe et unis dans un esprit de convivialité et de camaraderie ; une société salie, méprisée et même détestée (et pourtant secrètement enviée) par tous les incontournables sots, et pourtant saluée par tous ceux qui ont eu la sagesse et la chance de la voir et d'y prendre part.

À la différence d'autres monopoles « ordinaires », mon objectif n'est toutefois pas de préserver et de maintenir la position de monopole actuelle de la PFS. Bien au contraire. En donnant l'exemple, en produisant un produit attrayant et même beau (un bien public produit par le secteur privé, si vous voulez), mon espoir est que la position de monopole actuelle de la PFS ne sera que temporaire, et que son exemple servira d'inspiration à d'autres, que de plus en plus d'associations et de réunions similaires verront le jour, que la non-culture démocratique

dominante sera ainsi de plus en plus mise sur la sellette et offerte au ridicule public, et qu'au final, *eux*, les partisans et les voix de la non-culture démocratique régnante, seront considérés comme des parias par la bonne société.

Il y a quelques signes positifs : les événements sur une journée du *Mises Circle* dans de grandes villes américaines, les rassemblements de la *Wertewirtschaft* de Rahim Taghizadegan en Autriche et les conférences *Eigentuemlich-Frei* d'Andre Lichtschlag en Allemagne. Je crains cependant qu'il soit difficile d'égaliser la réussite de la PFS et qu'elle doive conserver son statut unique pendant un certain temps. Personnellement, je compte poursuivre ce projet tant que ma force, et spécialement celle de Gülçin, seront là et, plus important encore, tant que vous continuerez à venir et à soutenir efficacement le produit intellectuel et l'entreprise qu'est la PFS.

3. Libertarianisme et Alt-Right : à la recherche d'une stratégie libertarienne pour le changement social

Nous connaissons le sort des termes libéral et libéralisme. Ces termes ont été attribués à tant de gens différents et tant de positions différentes qu'ils ont perdu tout sens et sont devenus des étiquettes vides ne décrivant plus rien. Le même sort menace désormais de plus en plus les termes libertarien et libertarianisme qui furent inventés pour retrouver en partie la précision conceptuelle perdue avec la disparition des termes précédents.

Cependant, l'histoire du libertarianisme moderne est encore fort jeune. Elle débuta dans le salon de Murray Rothbard et pris son expression quasi-canonique dans son livre *For a New Liberty: The Libertarian Manifesto* (*Pour une nouvelle liberté: le manifeste libertarien*), publié en 1973. Et ainsi je reste plein d'espoir et ne suis pas encore prêt à renoncer au libertarianisme tel que défini et expliqué par Rothbard avec une clarté et une précision sans égales, malgré les tentatives innombrables entretemps, par de soi-disant libertariens, de troubler les eaux et de dénaturer le cher nom de libertarianisme en une chose entièrement différente.

Le cœur théorique, irréfutable, de la doctrine libertarienne est simple et direct, et je l'ai déjà expliqué ici-même à maintes reprises. S'il n'y avait aucune pénurie en ce monde, les conflits entre humains, ou plus précisément les affrontements physiques, seraient impossibles. Les conflits interpersonnels sont toujours des conflits portant sur des choses rares. Je veux faire A avec une chose particulière et vous voulez faire B avec la même chose. Et du fait de tels conflits, parce que nous sommes capables de communiquer et d'argumenter entre nous, nous recherchons des normes de comportement dans le but d'éviter ces conflits. Le but des normes est d'éviter les conflits. Si nous ne cherchions pas à éviter les conflits, la recherche de normes de comportement serait dépourvue de sens. Nous nous battons juste entre nous et lutterions [pour survivre].

En l'absence d'une harmonie parfaite de tous les intérêts, les conflits liés aux ressources rares ne peuvent être évités qu'en attribuant la propriété privée exclusive de ces ressources à certains individus ou groupes d'individus. Ce n'est qu'alors que je peux agir indépendamment avec mes propres biens, sans dépendre de vous ni de vos propres biens, sans que vous et moi nous affrontions

Mais qui possède quelle ressource rare en tant que sa propriété privée, et qui ne la possède pas ? D'abord, chaque personne possède son corps physique, qu'elle et elle seule contrôle directement. Ensuite, s'agissant des ressources rares dont le contrôle ne peut être qu'indirect (qui doivent être acquises via notre corps donné par la nature, c.-à-d. non-approprié) : le contrôle exclusif (la propriété) est acquis par, et attribué à la personne s'étant appropriée en premier la ressource concernée, ou l'ayant acquise du propriétaire précédent via un échange volontaire (libre de conflit). Car seul le premier à s'approprier la ressource (ainsi que tous les propriétaires suivants liés à lui par une chaîne d'échanges volontaires) peut possiblement l'acquérir et en obtenir le contrôle sans conflit, c.-à-d. pacifiquement. Autrement, si le contrôle exclusif est au contraire attribué aux derniers arrivants, le conflit n'est pas évité mais contraire au but même de normes conçues inévitables et permanentes.

Certes, face à cet auditoire, je n'ai pas besoin d'aller plus en détails, sauf pour ajouter ceci : si vous voulez vivre en paix avec les autres et éviter tout affrontement physique, et si, quand de tels affrontements se produisent, vous cherchez à les résoudre pacifiquement, alors vous ne pouvez qu'être un anarchiste, ou plus précisément, un anarchiste de propriété privée, un anarcho-capitaliste, ou un partisan d'une société de droit privé.

Et ainsi par implication, et sans tourner autour du pot, n'est pas libertarien, ou guère plus qu'un faux libertarien, quiconque affirme et soutient un ou plusieurs des points de vue suivants : la nécessité d'un État (tout type d'État) fondé sur la propriété publique ou étatique et sur des taxes, afin de vivre en paix ; l'existence et la justification de tout soi-disant « droits de l'homme » ou « droits civiques » autres que les droits de propriété privée, tels que les « droits des femmes », « droits des homosexuels », « droits des minorités », le « droit » à ne pas être discriminé, le « droit » à l'immigration libre et non restreinte, le « droit » à un revenu minimum garanti ou à des soins gratuits, ou le « droit » à

être libéré des discours et pensées déplaisants. Les partisans de cela peuvent bien s'appeler comme ils veulent, et comme libertariens, nous pouvons coopérer avec eux, tant qu'une telle coopération nous aide à nous rapprocher de notre but ultime, mais ce ne sont pas des libertariens, ou juste de faux libertariens.

Ensuite, « le forum en folie ».¹ Alors que Rothbard, et moi sur ses traces, ne nous écartèrent jamais de ces convictions centrales issues de la théorie, nous fûmes vilipendés et désignés comme bêtes noires et incarnations du mal, par un certain nombre de personnes : des non-libertariens, et en particulier de faux libertariens, c.-à-d. des gens prétendant (à tort) être libertariens, et même beaucoup de libertariens peut-être honnêtes, mais plutôt faibles d'esprit. Rothbard, le guide spirituel du libertarianisme moderne, a été stigmatisé par cette foule soi-disant « antifasciste » comme réactionnaire, raciste, sexiste, autoritaire, élitiste, xénophobe, fasciste et pour couronner le tout, comme un Nazi Juif se haïssant lui-même ! Et j'ai hérité de tous ces titres honorifiques (excepté du truc juif). Ainsi, que s'est-il donc passé de si bizarre ?

Tenter de répondre à cette question me conduit au thème de ce discours, à savoir le lien entre le libertarianisme et l'Alternative-Right (« droite alternative ») ou Alt-right, qui a gagné une notoriété [aux États-Unis] et au plan international après que Hillary Clinton, au cours de sa campagne de 2016 pour l'élection présidentielle, l'identifia comme une des sources d'inspiration du « panier des pitoyables » des partisans de Trump (ses leaders, à leur crédit, après la victoire électorale de Trump, furent vifs à rompre d'avec lui une fois qu'il fut clair qu'il n'était qu'un président va-t-en-guerre de plus).

Ainsi, le mouvement Alt-right est en essence le successeur du mouvement paléo-conservateur qui connut son heure de gloire au début des années 1990, avec l'éditorialiste et auteur à succès Patrick Buchanan comme représentant le plus connu. Il tomba quelque peu en sommeil à la fin des années 1990 pour réémerger récemment, plus vigoureux qu'auparavant, sous cette nouvelle étiquette d'Alt-right, à la lumière de l'immense et grandissant dommage causé à l'Amérique et à

¹ NdT : En référence à la comédie musicale du même nom. Un esclave y « propose [au fils de ses maîtres] de l'aider à conquérir le cœur de sa belle en échange de sa liberté [...] entraînant des scènes mêlant quiproquo et confusion d'identité. » [https://fr.wikipedia.org/wiki/Le_Forum_en_folie_\(comédie_musicale\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Le_Forum_en_folie_(comédie_musicale))

sa réputation par les gouvernements successifs de Bush père, Clinton, Bush fils et Obama. Beaucoup des leaders associés à l'Alt-right ont été vus à nos réunions ici-même au fil des années. Paul Gottfried, qui le premier conçut ce nom d'Alt-right, Peter Brimelow, Richard Lynn, Jared Taylor, John Derbyshire, Steve Sailer, et Richard Spencer. Le nom de Sean Gabb² est parfois associé à l'Alt-right, et mon nom aussi est fréquemment évoqué en connexion avec l'Alt-right. Et mes travaux ont aussi été rattachés au mouvement proche des néo-réactionnaires, inspiré par Curtis Yarvin (dit Mencius Moldbug) et son blog désormais en sommeil, *Unqualified Reservations*. En somme, ces relations personnelles et ces connexions m'ont valu plusieurs mentions honorables par la ligue la plus insultante et infamante d'Amérique, le Centre sudiste contre la pauvreté et pour les droits civils [SPLC : Southern Poverty Law Center] (dit le Centre soviétique pour la pauvreté et le mensonge).

Mais que dire de la relation entre le libertarianisme et l'Alt-right, et quelles sont les raisons qui m'ont poussé à inviter des leaders de l'Alt-right à des réunions avec les libertariens ? Les libertariens sont unis par les convictions théoriques irréfragables mentionnées plus tôt. Elles sont claires quant au but qu'elles visent à accomplir. Mais la doctrine libertarienne ne dit pas grand-chose, voire rien, sur les sujets suivants. D'abord, comment maintenir un ordre libertarien, une fois qu'on l'a atteint ? Et ensuite, comment aboutir à un ordre libertarien à partir d'un point de départ non libertarien, ce qui exige (a) que l'on décrive correctement ce point de départ, et (b) que l'on identifie correctement les obstacles posés sur le chemin de l'objectif libertarien par ce même point de départ. Pour répondre à ces questions, il faut, en plus de la théorie, quelque connaissance en psychologie humaine et en sociologie, ou au moins un soupçon de bon sens. Pourtant bien des libertariens et faux libertariens sont de parfaits ignorants en psychologie humaine et en sociologie, voire même dénués de tout bon sens. Ils acceptent aveuglément, contre toutes les preuves empiriques, une conception égalitariste de la nature humaine, une « page blanche », où tous les peuples, toutes les sociétés et toutes les cultures seraient en essence égaux et interchangeable.

² NdT : Leader au Royaume-Uni de 2006 à 2017 de la *Tame Libertarian Alliance*, devenue Mises UK, auteur de l'introduction au présent ouvrage.

Ensuite, alors qu'une large part du libertarianisme contemporain peut être caractérisé comme une théorie et des théoriciens dépourvus de psychologie et de sociologie, beaucoup voire l'essentiel de l'Alt-right peut être décrit par contraste comme de la psychologie et de la sociologie sans aucune théorie. Les Alt-righters ne sont pas unis autour d'une théorie commune, et il n'existe rien pour définir ce qu'elle signifie, rien qui même ressemble à un début de texte canonique. Au contraire, l'Alt-right est par essence unie par sa description du monde contemporain, en particulier des États-Unis et du soi-disant monde occidental, ainsi que l'identification et le diagnostic de ses pathologies sociales. En fait, il a été noté avec justesse que l'Alt-right est bien plus unie par ce à quoi elle s'oppose que par ce qu'elle soutient. Elle est contre, et en effet elle déteste viscéralement, les élites contrôlant l'État, les médias grand public et l'université. Pourquoi cela ? Parce que l'État, les médias grand public et l'université font tous la promotion de la dégénérescence sociale et des comportements pathologiques. Ainsi, ils font la promotion, ce à quoi l'Alt-right s'oppose vigoureusement, de l'égalitarisme, de la discrimination positive (c.-à-d. la « non-discrimination »), du multiculturalisme, et de l'immigration de masse non restreinte comme moyen d'aboutir à ce multiculturalisme. Également, l'Alt-right déteste ce qui émane du marxisme culturel ou du gramscisme³ ; ils haïssent tout « politiquement correct », et, avec raison stratégique, ils ignorent superbement, sans s'excuser aucunement, toutes les accusations de racisme, sexisme, élitisme, suprémacisme, homophobie, xénophobie et ainsi de suite. Et l'Alt-right se moque aussi de la naïveté désespérante des slogans programmatiques de soi-disant libertariens (que mon jeune ami allemand Andre Lichtschlag appelle libertariens « libéral-la-la ») et leur slogan « Paix, Amour et Liberté » que Lichtschlag traduit judicieusement en allemand par « Friede, Freude, Eierkuchen ».⁴ En contradiction totale avec eux, les Alt-righters insistent pour rappeler que la vie est faite de conflits, de haines, de lutte et de combats, non seulement entre individus, mais aussi entre différents groupes de gens agissant de façon concertée. Un certain

³ NdT : Du nom d'Antonio Gramsci, communiste italien concepteur de cette stratégie de conquête de l'opinion.

⁴ NdT : « Paix, Joie et Crêpes », expression allemande qui décrit une société apparemment paisible et sans souci, belle en façade, mais qui cache plus les problèmes qu'elle ne les résout.

Millennial Woes [« Génération Y en détresse »] (Colin Robertson) a résumé pertinemment l'Alt-right ainsi : « L'égalité, c'est du baratin. La hiérarchie est essentielle. Les races sont différentes. Les sexes sont différents. La moralité compte et la décadence est réelle. Toutes les cultures ne sont pas égales et on ne peut nous forcer à croire qu'elles le sont. L'homme est une créature déchue et la vie est faite de plus qu'un simple matérialisme creux. Enfin, la race blanche compte, et la civilisation est précieuse. C'est cela l'Alt-right. »

Cependant, faute de toute théorie unificatrice, il y a bien moins d'accord au sein de l'Alt-right quant au but qu'elle désire atteindre au final. Plusieurs de ses inspirateurs ont de clairs penchants libertariens, notamment ceux qui sont venus ici⁵ (ce qui est bien sûr la raison même de les y avoir invités), même s'ils n'étaient pas à 100 % avec nos idées et ne s'y identifieraient comme tels. Tous les Alt-righters apparus ici, par exemple, connaissaient bien Rothbard et ses travaux, alors que le dernier candidat à la présidentielle soutenu par le Parti Libertarien américain (*Libertarian Party*) n'avait jamais même entendu le nom de Rothbard. Tous ceux que j'ai fait venir ici, à ma connaissance, étaient des soutiens déclarés de Ron Paul durant sa campagne pour la primaire du parti Républicain pour la nomination d'un candidat à la présidentielle, alors que pendant ce temps, beaucoup de libertariens auto-proclamés attaquaient et tentaient de vilipender Ron Paul pour (et vous savez déjà de quoi je veux parler) ses vues prétendument « racistes ».

Toutefois, plusieurs des leaders de l'Alt-right et beaucoup de sympathisants à divers degrés ont eux aussi adopté des vues incompatibles avec le libertarianisme. Comme Buchanan avant eux, et Trump aujourd'hui, ils sont catégoriques sur la nécessité d'une politique d'immigration restrictive, très sélective et discriminante (ce qui est entièrement compatible avec le libertarianisme, son but de liberté d'association et son opposition à l'immigration forcée), avec une politique véhémement de restriction des échanges, de protectionnisme économique et de barrière douanière (ce qui est une antithèse du libertarianisme et est nuisible à la prospérité humaine). (Je me presse d'ajouter cependant que, malgré mes réticences sur ses « bases » en matière économique, je continue de voir en Pat Buchanan un homme très bien.)

⁵ NdT : Aux conférences de la *Property and Freedom Society* où ce discours fut tenu.

D'autres sont allés bien plus loin encore, tel Richard Spencer, qui le premier a popularisé le terme d'Alt-right. Entretemps, du fait de plusieurs coups publicitaires et médiatiques, qui lui ont apporté quelque notoriété aux États-Unis, Spencer en est venu à prétendre être le « Líder Máximo » d'un mouvement unifié soi-disant puissant (une péripétie, d'ailleurs, qui a été ridiculisée par Taki Theodoracopulos, un vétéran du mouvement paléo-conservateur devenu Alt-right, et ancien employeur de Spencer). Quand Spencer vint en ce lieu, il y a plusieurs années, il montrait encore de forts penchants libertariens. Malheureusement, hélas, cela a bien changé, et Spencer dénonce à présent, sans aucune réserve, tous les libertariens et tout ce qui est libertarien, jusqu'à même encaisser le socialisme, pourvu que ce soit un socialisme fait par et pour les seuls Blancs ! Quelle horrible déception.

Etant donné le manque de toute fondation théorique, cette scission du mouvement Alt-right en factions rivales ne peut guère être une surprise. Pourtant, cela ne doit pas nous égarer à le rejeter, car l'Alt-right a apporté des perspectives d'une importance capitale pour tenter de répondre aux deux questions évoquées plus tôt, laissées sans réponse par la théorie libertarienne. À savoir, comment maintenir un ordre libertarien ? Et comment parvenir à un tel ordre à partir du statu quo actuel, incontestablement non-libertarien ? L'Alt-right n'a pas découvert ces perspectives. Elles ont été ouvertes bien avant et, en fait, pour une large part, elles ne relèvent que du bon sens. Mais ces derniers temps, de telles idées se sont vues noyées sous des montagnes de propagande gauchiste égalitariste et l'on doit reconnaître au moins à l'Alt-right le mérite de les avoir remises en lumière.

Pour illustrer l'importance de ces perspectives, permettez-moi de traiter la première question restée sans réponse.

De nombreux libertariens sont de l'avis que la seule chose nécessaire pour maintenir un ordre social libertarien est la stricte application du principe de non-agression.⁶ Autrement dit, tant qu'on s'abstient de toute agression, selon leur point de vue, le principe du « vivre et laisser vivre » devrait être la règle. Pourtant, si ce « vivre et laisser vivre » semble attrayant à des adolescents en rébellion contre l'autorité parentale, contre toutes les conventions sociales et contre tout type de contrôle (et beaucoup de jeunes ont été initialement attirés

⁶ NdT : Dit « NAP » pour Non-Aggression Principle.

vers le libertarianisme en croyant que ce « vivre et laisser vivre » est l'essence du libertarianisme), et même si ce principe est valable s'appliquant à des gens vivant loin les uns des autres et n'interagissant qu'indirectement et de loin, il n'en va pas de même, ou plutôt cela ne suffit pas, quand il s'agit de gens vivant à proximité immédiate, comme voisins et cohabitants d'une même communauté.

Un exemple simple suffit pour exprimer l'idée. Supposons un nouveau voisin à côté de chez vous. Ce voisin n'agresse ni votre propriété ni vous-même en aucune façon, mais c'est un « mauvais voisin ». Il entasse ses détritiques sur son propre terrain voisin, qui devient un dépôt d'ordures. En plein air, sans se cacher de vous, il pratique l'abattage rituel d'animaux. Il transforme sa propriété en « Fredenhaus », en lupanar, avec un va-et-vient continu de clients jour et nuit. Il n'offre jamais un coup de main et ne tient jamais aucune promesse faite. Ou bien, il ne peut ou il refuse de vous parler dans votre langue, etc., etc. La vie est devenue un cauchemar. Pourtant vous ne pouvez pas utiliser la violence contre lui, parce qu'il ne vous a pas agressé. Que pouvez-vous faire ? Vous pouvez bien sûr l'éviter et l'ostraciser. Mais supposons que votre voisin n'en ait cure, et de toute façon, que vous seul le « punissiez » ainsi fait peu de différence pour lui. Il vous faut posséder une autorité communautaire respectée, ou vous tourner vers quelqu'un qui dispose de cette autorité, pour persuader et convaincre tout le monde, ou au moins la plupart des membres de votre communauté, d'agir comme vous, pour faire du mauvais voisin un marginal, afin d'exercer sur lui une pression suffisante pour le pousser à vendre ses biens et à partir. (Voilà pour les libertariens qui, en plus de leur idéal « vivre et laisser vivre », glorifient aussi la devise « ne respecter aucune autorité » !).

Quelle leçon à en tirer ? La cohabitation pacifique des voisins et des gens en contact direct et régulier entre eux sur un territoire donné (un ordre social tranquille et convivial) exige aussi une culture commune : de langue, de religion, de coutumes et de conventions. Il peut y avoir coexistence pacifique de cultures différentes sur des territoires lointains et physiquement séparés, mais le multiculturalisme, l'hétérogénéité culturelle ne peuvent exister dans un seul et même lieu sans entraîner une confiance sociale réduite, des tensions accrues et finalement le recours à un « homme fort » et à la destruction de tout ce qui ressemble à un ordre social libertarien.

Et de plus, tout comme un ordre libertarien doit toujours se prémunir des « mauvais voisins » (même non agressifs) par l'usage de l'ostracisme social, c.-à-d. par une culture commune du « vous n'êtes *pas* les bienvenus ici », de même et avec plus de vigilance encore, doit-il être préservé des voisins qui défendent ouvertement le communisme, le socialisme, le syndicalisme ou la démocratie sous quelque forme que ce soit. Ces personnes, car constituant ainsi une menace ouverte envers tous les propriétaires et de toutes les propriétés privées, doivent non seulement être évitées, mais doivent aussi, pour utiliser un même « hoppéen » désormais célèbre, être « physiquement expulsées », si nécessaire avec violence, et forcées de partir sous d'autres cieux. Ne pas faire cela conduit inévitablement à... eh bien, au communisme, au socialisme, au syndicalisme ou à la démocratie et donc, au contraire même d'un ordre social libertarien.

Après ces idées « droitistes », ou, je dirais, de pur bon sens, je me tourne maintenant vers la question plus difficile du passage d'ici, le statu quo, à là-bas. Et pour cela, il pourrait être instructif de commencer par examiner rapidement la réponse donnée par les « libéral-la-la » les « Paix, Amour et Liberté », les « Friede-Freude-Eierkuchen » (« Paix, Joie et Crêpes ») ou les libertariens du « Le Capitalisme est Amour ». Cela révèle le même égalitarisme fondamental, quoique sous une forme légèrement différente, que celui affiché aussi par les libertariens du « vivre et laisser vivre ». Ceux-là, comme je viens de tenter de le montrer, définissent ce qu'on pourrait appeler le « problème du mauvais voisin » (qui n'est en fait, bien sûr, qu'un simple raccourci vers le problème plus général que pose la coexistence de cultures nettement différentes, étrangères, mutuellement dérangeantes, agaçantes, étranges ou hostiles) simplement comme sans existence. Et en effet, si l'on suppose, à l'inverse de toutes les preuves empiriques, que tous les gens, partout, sont en essence les mêmes, alors, par définition, aucun « problème du mauvais voisin » ne peut exister.

Le même égalitarisme, ou « esprit humanitaire », comme préfèrent dire les libertariens libéral-la-la eux-mêmes, est aussi à l'œuvre dans leur réponse à la question d'une stratégie libertarienne. En résumé, ce qu'ils conseillent est ceci : soyez gentils, parlez avec tout le monde, et alors, à long terme, les arguments libertariens, meilleurs, prévaudront.

Pourtant, en dehors du pays des Merveilles égalitarien, dans le monde réel, les libertariens doivent avant tout être réalistes et

reconnaître dès le départ, comme le fait l'Alt-right, l'inégalité non seulement des individus mais aussi des différentes cultures comme une donnée incontournable de l'existence humaine. Nous devons de plus reconnaître qu'il existe beaucoup d'ennemis de la liberté telle que la définit le libertarianisme, et que ce sont eux, et pas nous, qui sont aux commandes des affaires du monde. Que dans bien des endroits du monde contemporain leur contrôle des masses est si abouti que les idées de liberté et d'un ordre social libertarien sont pratiquement inconnues ou considérées comme impensables (sauf comme le passe-temps intellectuel ou la gymnastique mentale de quelques individus « exotiques »). Et que ce n'est principalement qu'en Occident, dans les pays de l'Europe occidentale et centrale et sur les terres où ses peuples s'installèrent, que l'idée de la liberté est si profondément enracinée que ces ennemis peuvent encore y être ouvertement contestés. En limitant ainsi ici nos considérations stratégiques uniquement à l'Occident, nous pouvons identifier, à peu près comme l'a fait l'Alt-right, les entités et les acteurs suivants comme nos principaux ennemis.

Ce sont avant tout et d'abord les élites dirigeantes qui contrôlent l'appareil d'État et, en particulier, ce qu'on appelle « l'État profond » (« Deep State ») ou la soi-disant « Cathédrale » de l'Armée, les services secrets, les banques centrales et les cours suprêmes. Cela comprend également les dirigeants du complexe militaro-industriel, c.-à-d. les entreprises privées qui doivent leur existence même à l'État comme client exclusif ou principal de leurs produits, ainsi que les dirigeants des grandes banques commerciales, lesquels doivent leur privilège de création de monnaie et de crédit à partir de rien à l'existence de la banque centrale et à son rôle de « prêteur en dernier ressort ». Ensemble, donc, l'État, les grandes entreprises et les grandes banques, constituent une « société d'admiration mutuelle » extrêmement puissante, même si minuscule, spoliant ensemble l'énorme masse des contribuables et menant la vie de château sur leur dos.

Le deuxième groupe d'ennemis, beaucoup plus vaste, réunit les intellectuels, les éducateurs et les « éducrates », depuis les plus hauts niveaux universitaires jusqu'au niveau des écoles élémentaires et maternelles. Financés presque exclusivement, directement ou indirectement, par l'État, ils sont devenus, dans leur écrasante majorité, des instruments dociles et des bourreaux volontaires aux mains de l'élite dirigeante et de ses plans de pouvoir absolu et de contrôle total.

Et troisièmement, il y a les journalistes des médias grand public, produits dociles du système « d'éducation publique », bénéficiaires cupides et vulgarisateurs de « l'information » étatique.

Ensuite, tout aussi importante pour développer une stratégie libertarienne, est la question qui s'ensuit aussitôt : quelles sont les victimes ? La réponse libertarienne standard est : les contribuables, par opposition aux consommateurs d'impôts.⁷ Pourtant, bien que cela soit globalement correct, ce n'est qu'une partie de la réponse, et les libertariens pourraient bien apprendre quelque chose de l'Alt-right sur ce sujet. Car, outre l'aspect étroitement économique, il y a aussi un aspect culturel plus large, qui doit être pris en compte pour identifier les victimes.

Afin d'étendre et d'accroître leur pouvoir, les élites dirigeantes mènent depuis de nombreuses décennies ce que Pat Buchanan a qualifié de « guerre culturelle » systématique, visant au renversement de toutes les valeurs et à la destruction de tout l'aspect naturel, ou si l'on préfère, les liens sociaux « organiques » et institutions, telles que la famille, les communautés, les groupes ethniques et les nations généalogiquement apparentées, ceci afin de créer une population toujours plus atomisée, dont la seule caractéristique commune, le seul lien unificateur, soit sa dépendance existentielle commune envers l'État. Le premier pas dans cette direction, fait il y a déjà un demi-siècle ou même plus, fut l'introduction de l'assistance publique au moyen de la « sécurité sociale »⁸. Par-là, les classes inférieures et les anciens ont été rendus dépendants de l'État, et la valeur et l'importance de la famille et de la communauté ont été d'autant diminuées et affaiblies. Plus récemment, d'autres mesures plus poussées ont proliféré en ce sens. Une nouvelle « victimologie » a été proclamée et mise en avant. Les femmes, en particulier les mères célibataires, les Noirs, les Bruns, les Latinos, les homosexuels, les lesbiennes, les bisexuels et les transsexuels ont été récompensé du statut de « victimes » et ont obtenu des privilèges juridiques par des décrets de non-discrimination ou de discrimination positive. De même, on a étendu tout récemment de tels privilèges aux immigrés étrangers, qu'ils soient légaux ou illégaux, pourvu qu'ils

⁷ NdT : Les politiciens, fonctionnaires et bureaucrates, mais aussi tous les bénéficiaires d'avantages sociaux et de subventions.

⁸ NdT : Aux États-Unis, cela commença avec le système de retraite par répartition à l'époque de F.D.Roosevelt.

appartiennent à l'une des catégories précédentes, ou qu'ils soient adeptes de religions non chrétiennes comme par exemple l'islam. Le résultat ? Non seulement le problème précédent du « mauvais voisin » n'a été ni évité ni atténué, mais il a été au contraire systématiquement encouragé et intensifié. L'homogénéité culturelle a été détruite et la liberté d'association, la ségrégation physique volontaire et la séparation des différents peuples, communautés, cultures et traditions ont été remplacées par un système envahissant d'intégration sociale forcée. De plus, chaque groupe de « victimes » évoqué a ainsi été dressé contre tous les autres, et tous ont été dressés contre les hommes blancs, hétérosexuels et chrétiens, en particulier ceux mariés ayant des enfants, vus comme le seul groupe restant de soi-disant « persécuteurs » sans protection légale. Dès lors, à la suite du renversement de toutes les valeurs poussées par les élites dirigeantes, le monde a littéralement été mis sens dessus dessous. L'institution du noyau familial avec un père, une mère et leurs enfants, qui a constitué la base de la civilisation occidentale, la plus libre, la plus industrielle, ingénieuse et aboutie des civilisations connues de l'humanité, c.-à-d. l'institution même et le peuple qui ont apporté le plus de bien dans l'histoire humaine, a été officiellement stigmatisé et vilipendé comme la source de tous les maux sociaux ; on en a fait le groupe le plus lourdement défavorisé de tous, même persécuté par la politique continuelle du « diviser pour mieux régner » des élites ennemies.

Ainsi donc, compte tenu de l'univers actuel des affaires, toute stratégie libertarienne prometteuse doit, avant toute chose, tout comme l'Alt-right l'a reconnu, s'adapter et se tourner vers ce groupe des gens les plus gravement victimisés. Les couples blancs chrétiens mariés avec des enfants, en particulier s'ils font aussi partie de la classe des contribuables (plutôt que des consommateurs fiscaux) et tous ceux qui y ressemblent le plus, ou se reconnaissent dans cette forme standard d'ordre social et d'organisation, devraient être en toute logique l'auditoire le plus réceptif au message libertarien (alors que le soutien le moindre devrait venir des groupes légalement les plus « protégés » comme, par exemple, les mères noires musulmanes célibataires dépendant de l'aide sociale).

Étant donnée cette constellation d'ennemis-malfaiteurs face aux victimes de l'occident contemporain, je peux maintenant en venir à la tâche finale d'essayer d'ébaucher une stratégie libertarienne réaliste de

changement social, dont les détails doivent être précédés par deux considérations générales. En premier lieu, étant donné que la classe des intellectuels, depuis les plus hauts *universitaires* jusqu'aux journalistes formant l'opinion dans les médias grands publics, est financée par le système en place et y est étroitement liée, c.-à-d. qu'elle fait partie du *problème*, on ne doit pas s'attendre à ce qu'elle joue un rôle important ou même quelconque dans sa *solution*. Pour la même raison, la soi-disant stratégie hayékienne de changement social, qui envisage la diffusion des idées libertariennes authentiques depuis le sommet, des philosophes les plus importants pour descendre vers les journalistes et finalement toucher les grandes masses aux cerveaux encore intacts, doit être considérée comme fondamentalement irréaliste. Au contraire, toute stratégie libertarienne réaliste de changement doit être une stratégie *populiste*. Autrement dit, les libertariens doivent court-circuiter les élites intellectuelles dominantes et s'adresser aux masses directement pour susciter leur indignation et leur mépris des élites dirigeantes.

En second lieu, alors même que la principale cible d'un message libertarien populiste doit être clairement le groupe dont nous avons parlé, celui des Blancs indigènes dépossédés et privés de leurs droits, je crois que ce serait une erreur stratégique grave de faire de la « blancheur » le critère exclusif de ses décisions stratégiques, comme l'ont suggéré certains courants de l'Alt-right. Après tout, ce sont surtout des hommes blancs qui constituent l'élite dirigeante et qui nous imposent le désordre actuel ! Certes, les diverses « minorités » protégées, évoquées précédemment, tirent pleinement avantage des privilèges légaux qui leur ont été accordés, et elles ont été toujours plus incitées à demander toujours davantage de « protection » ; mais aucune d'entre elles, ni toutes réunies, n'avaient, ni n'ont, les aptitudes intellectuelles qui auraient rendu ce résultat possible, sans leur instrumentation par l'aide qu'elles ont reçue et continuent de recevoir d'hommes blancs.

Maintenant, en nous inspirant des mouvements menés par Buchanan, Ron Paul et Trump, passons aux différents points d'une stratégie populiste pour le changement libertarien, sans ordre particulier, sauf pour le premier point, qui revêt la plus grande urgence dans l'esprit du public.

Point n°1 : Faire cesser l'immigration de masse.

Les vagues d'immigrants qui inondent actuellement le monde occidental l'ont encombré de hordes de parasites de l'aide sociale, ont amené des terroristes, augmenté la criminalité, conduit à la prolifération de zones de non-droit et produit d'innombrables « mauvais voisins » qui, en raison de leur éducation, culture et traditions étrangères, manquent de toute compréhension et appréciation de la liberté, et vont forcément devenir de futurs partisans aveugles de l'État-providence.

Personne n'est contre l'immigration ni contre les immigrants en soi. Mais l'immigration doit être sur invitation seulement. Tous les immigrants doivent être des personnes productives et, par conséquent, doivent être exclus de tous les systèmes nationaux de prestations sociales. Pour ce faire, les immigrants, ou ceux qui les invitent, doivent déposer une caution auprès de la communauté où ils vont s'installer, laquelle sera confisquée, pour conduire à son expulsion, si l'immigrant devenait un jour une charge pour la société. De plus, chaque immigrant, partie invitante ou employeur devrait non seulement payer l'entretien ou le salaire de l'immigrant, mais aussi dédommager la communauté de résidence pour l'usage additionnel de ses infrastructures publiques découlant de la présence de l'immigrant, afin d'éviter la socialisation de tous les coûts encourus suite à son installation. De plus, avant même son admission, chaque immigrant potentiel invité doit être examiné avec soin et testé, pas seulement pour sa productivité, mais aussi pour ses affinités culturelles (ou sa « capacité de bon voisinage »), avec le résultat empiriquement prévisible, mais en aucun cas exclusif, de candidats immigrants occidentaux blancs plus souvent retenus. Et quiconque notoirement communiste ou socialiste, quelles que soient sa couleur, sa religion ou son pays d'origine, doit être exclue de toute installation permanente, à moins, disons, que la communauté où l'immigrant potentiel veut s'installer n'approuve officiellement le pillage des biens de ses résidents par de nouveaux arrivants étrangers, ce qui est pour le moins très peu probable (même au sein de communautés communistes déjà existantes).

(Un bref message à tous les « open-border »⁹ et libertariens libéral-la-la, qui vont sûrement qualifier cela, vous l'avez deviné, de « fasciste ».

⁹ NdT : En faveur de l'ouverture complète des frontières.

Dans un ordre libertarien entièrement privatisé, il n'existe pas de droit à l'immigration libre. La propriété privée implique des frontières et le droit des propriétaires d'exclure selon leur volonté. Et la « propriété publique », elle aussi, a des frontières : elle n'est pas sans propriétaire, elle est la propriété des contribuables nationaux et certainement pas la propriété des étrangers. Et s'il est vrai que l'État est une organisation criminelle et que lui confier la tâche du contrôle des frontières entraîne inévitablement de nombreuses injustices tant pour les résidents nationaux que pour les étrangers, il est également vrai que que l'État fait aussi quelque chose lorsqu'il décide de ne rien faire quant au contrôle des frontières, et que dans les circonstances actuelles, ne rien faire du tout à cet égard, conduira à des injustices encore plus graves, en particulier pour les citoyens nationaux.)

Point n°2 : Cesser d'attaquer, tuer ou bombarder des gens dans des pays étrangers.

Une cause principale, même si ce n'est certes pas la seule, de l'invasion actuelle des pays occidentaux par des hordes d'immigrants étrangers, vient des guerres initiées et menées au Moyen-Orient et ailleurs par les élites dirigeantes américaines et leurs marionnettes vassales, les élites occidentales. De plus, les attaques terroristes omniprésentes menées au nom de l'islam à travers le monde occidental, apparaissant désormais comme « normales », sont dans une large mesure un « retour de bâton » de ces guerres et du chaos qui s'ensuit dans tout le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Il ne devrait y avoir aucune hésitation à désigner ces dirigeants occidentaux pour ce qu'ils sont : des meurtriers ou des complices de meurtres de masse. Nous devons au contraire exiger haut et fort une politique étrangère de strict non-interventionnisme.

Retrait de toutes les organisations internationales et supranationales telles que les Nations Unies, l'OTAN et l'Union Européenne, qui intriguent et poussent chaque pays à se mêler des affaires intérieures des autres.

Arrêt de toute aide entre États et interdiction de toute vente d'armes à des États étrangers.

Que soit l'Amérique d'abord ! L'Angleterre d'abord ! L'Allemagne d'abord ! L'Italie d'abord ! et ainsi de suite, c.-à-d. chaque pays

commerce avec les autres et personne n'intervient dans les affaires intérieures de quiconque.

Point n°3 : Couper le financement des élites dirigeantes et de leurs chiens de garde intellectuels.

Divulguer publiquement et exposer au grand jour les salaires extravagants, avantages, retraites, pots-de-vin, et dessous de table reçus par les élites dirigeantes : les hauts fonctionnaires et les bureaucraties étatiques telles les cours suprêmes, banques centrales, services secrets et agences d'espionnage, par des politiciens, parlementaires, chefs de partis, conseillers politiques et consultants, par les capitalistes connivards, les « éducateurs publics », les présidents d'universités et leurs recteurs, et les « vedettes » universitaires.

Faire savoir le fait que toute leur gloire étincelante et leur luxe sont financés par de l'argent extorqué aux contribuables, et par conséquent insister pour que toutes les taxes soient drastiquement réduites : impôts sur le revenu, impôts fonciers, impôts indirects, impôts sur les successions et ainsi de suite.

Point n°4 : Supprimer la Fed et les banques centrales.

La deuxième source de financement des élites dirigeantes, outre l'argent extorqué au public sous la forme d'impôts, provient des banques centrales. Les banques centrales sont autorisées à créer du papier-monnaie à partir de rien. Cela réduit le pouvoir d'achat de la monnaie existante et détruit l'épargne des classes moyennes. Cela ne permet pas et ne peut pas enrichir la société dans son ensemble, mais cela redistribue les revenus et les richesses au sein de la société [au bénéfice des élites]. Les premiers bénéficiaires de la monnaie nouvellement créée, c.-à-d. en général les élites dirigeantes, sont ainsi rendus plus riches, et les derniers à la recevoir, c.-à-d. les citoyens moyens, sont appauvris. La manipulation des taux d'intérêt par la banque centrale est la cause des cycles économiques d'expansion et de récession. La banque centrale permet l'accumulation d'une « dette publique » toujours plus lourde, dont le fardeau est transféré à de futurs contribuables encore inconnus, ou est simplement dilué par l'inflation. Et en tant que facilitateurs de l'endettement public, les banques centrales sont aussi les facilitateurs des guerres. Cette monstruosité doit cesser et être remplacée par un système de services bancaires

libres et compétitifs, fondé sur une véritable monnaie marchandise telle que l'or et l'argent.

Point n°5 : Abolir toutes les lois et réglementations de « discrimination positive » et de « non-discrimination ».

Tous ces textes sont des violations flagrantes du principe de l'égalité devant la loi qui, du moins en Occident, est intuitivement perçu et reconnu comme un principe fondamental de la justice. En tant que propriétaires privés, les gens doivent être libres de s'associer entre eux ou de se désassocier, d'inclure ou d'exclure, d'intégrer ou de ségréguer, de réunir ou de séparer, d'unifier et d'incorporer ou de se désunir, se quitter et faire sécession.

Fermer tous les départements universitaires consacrés aux études sur les Noirs, Latinos, Femmes, Genres, Homosexuels et autres, comme incompatibles avec la science et en renvoyer les enseignants comme imposteurs intellectuels ou crapules.

De même, exiger que tous les commissaires à la discrimination positive, les responsables de la diversité des ressources humaines, des universités jusqu'aux écoles et aux maternelles, soient jetés à la rue et forcés d'apprendre un métier utile.

Point n°6 : Réprimer la pègre « antifasciste ».

Le renversement de toutes les valeurs à travers l'Occident, l'invention de toujours plus de « groupes victimaires », la diffusion de programmes de discrimination positive et la promotion incessante du « politiquement correct » ont conduit à la montée d'une pègre « antifasciste ». Soutenue tacitement et financée indirectement par les élites dirigeantes, cette pègre de « guerriers de la justice sociale » autoproclamés (*social justice warriors*) s'est donnée pour tâche d'intensifier la lutte contre le « privilège blanc » par des actes délibérés de terreur dirigés contre toute personne et toute chose jugée « raciste », « de droite », « fasciste », « réactionnaire », « incurable » ou « non reconstruite ». De tels « ennemis du progrès » sont agressés physiquement par la pègre « antifasciste », leurs voitures sont incendiées, leurs biens sont vandalisés et leurs employeurs menacés de devoir les licencier et de ruiner leur carrière ; tout cela alors que la police reçoit ordre du pouvoir de « ne pas intervenir », de ne pas enquêter sur les délits commis et de ne pas poursuivre ni punir les criminels. Devant ce scandale, la colère du public doit être suscitée et il

faut protester avec véhémence pour obtenir que la police soit « lâchée » et que cette pègre soit frappée jusqu'à sa soumission.

(Voici une question pour les libertariens libéral-la-la, qui vont évidemment s'opposer à cette exigence au motif que la police en charge de mater la pègre « antifasciste » est la police d'État : Avez-vous également des objections, pour les mêmes motifs, à voir la police arrêter des meurtriers ou des violeurs ? Ces tâches ne sont-elles pas légitimes, exécutées de même par une police *privée* dans un ordre libertarien ? Et si la police n'a pas le droit d'intervenir contre cette pègre, n'est-il pas logique alors que la cible de ces attaques, la soi-disant « droite raciste », doive se charger elle-même de donner une correction aux « guerriers de la justice sociale » ?)

Point n°7 : Réprimer les criminels de rue et les gangs.

En dérogeant au principe de l'égalité devant la loi et en accordant toutes sortes de privilèges collectifs (sauf au groupe des chrétiens blancs mariés et de leurs familles), les élites dirigeantes ont en outre renoncé au principe de l'égalité des peines pour un même crime. Certains groupes ayant la faveur de l'État se voient infliger des peines plus clémentes pour le même crime que d'autres, et on laisse certains groupes particulièrement bien vus de l'État s'ensauvager en restant pratiquement impunis, ce qui dans la réalité encourage le crime de façon très efficace. De même, on a permis aux zones de non-droit de se développer là où tout effort visant à faire respecter la loi a pratiquement cessé d'exister et où des voyous violents et des gangs de rue ont pris le dessus. À cette lumière, il faut provoquer la fureur du public et exiger sans équivoque que la police réprime rapidement et sévèrement tous les voleurs, agresseurs, violeurs et meurtriers, et nettoie impitoyablement toutes les zones de non-droit passées sous la coupe de gangs violents. Inutile de préciser que cette politique ne doit pas s'attacher à la couleur, mais s'il apparaît (comme c'est le cas en réalité) que la plupart des criminels de rue ou membres de gangs sont (aux États-Unis) de jeunes hommes noirs ou des latinos, ou (en Europe) de jeunes hommes immigrés d'Afrique, du Moyen Orient, des Balkans ou d'Europe de l'Est, que ce soit acté : ce seront ces spécimens de l'espèce humaine qui devront prendre des coups. Inutile de dire également que, pour se défendre contre le crime, qu'il s'agisse de délinquance urbaine classique ou d'actes de terrorisme, toutes les interdictions de détention d'armes par des citoyens honnêtes devraient être abolies.

Point n°8 : Se débarrasser de tous les parasites de l'aide sociale et des fainéants.

Pour consolider ses positions, la classe dirigeante a mis au chômage les classes les plus basses et en a donc fait une source de soutien public fort fiable. Soi-disant pour aider les gens à s'élever hors des sous-classes et devenir des acteurs autosuffisants, l'effet réel (et effectivement voulu) de la politique soi-disant « sociale » de l'État est exactement l'inverse. Elle a rendu encore plus durable le statut de sous-classe de ces gens et a fait croître continuellement la sous-classe (et avec, le nombre de travailleurs sociaux et thérapeutes financés par l'impôt affectés à son « aide et assistance »). Car, conformément à une loi économique inexorable, toute subvention accordée en raison d'un prétendu besoin ou déficience produit davantage, et non moins, du problème même qu'elle est censée atténuer ou éliminer. Ainsi, la cause profonde du statut de sous-classe d'une personne, son faible contrôle de son impulsivité et sa haute préférence temporelle, c.-à-d. son désir incontrôlé de gratification immédiate, et les diverses manifestations de cette cause (telles que le chômage permanent, la pauvreté, l'alcoolisme, l'abus de drogues, la violence familiale, le divorce, les mères célibataires, les naissances hors mariage, la valse des compagnons masculins, la maltraitance d'enfants, la négligence et la petite délinquance), existent et ne sont pas atténuées ni éliminées, mais systématiquement renforcées et encouragées. Au lieu de continuer et d'étendre ce désastre social, toujours plus pénible à voir, on devrait y mettre fin et rappeler avec force et insistance l'exhortation biblique voulant que celui qui peut travailler mais ne le veut pas ne mange pas non plus, et que celui qui ne peut vraiment pas travailler, du fait de graves déficiences mentales ou physiques, soit pris en charge par famille, communauté et charité volontaire.

Point n°9 : Désétatiser l'enseignement.

La plupart, sinon la totalité, des pathologies sociales qui affligent l'Occident contemporain ont leur racine commune dans l'institution de « l'éducation publique ». Lorsque les premiers pas furent faits, il y a plus de deux siècles, en Prusse, pour compléter un système éducatif alors entièrement privé, puis au final le remplacer par un système « d'enseignement public » universel et obligatoire, le temps passé dans les écoles publiques [à l'époque] ne dépassait pas quatre ans dans la plupart des cas. Aujourd'hui, dans tout le monde occidental, le temps

passé dans les institutions d'éducation publique est, au minimum, d'une dizaine d'années, et dans de nombreux cas, et de plus en plus, d'une vingtaine voire d'une trentaine d'années. C'est-à-dire, une grande partie, voire la majeure partie, de la période la plus formatrice dans la vie d'une personne se déroule dans des institutions financées par l'État et supervisées par l'État, dont le but premier, dès l'origine, n'était *pas* d'instruire un public éclairé, mais de former de « bons soldats » et plus tard de « bons fonctionnaires », [qui soient] non pas des citoyens adultes (« Mündige Bürger ») indépendants et matures, mais des citoyens de l'État (« Staatsbürger ») subordonnés et serviles. Le résultat ? L'endoctrinement a fonctionné : plus une personne a passé de temps au sein du système d'éducation publique, plus elle est attachée aux idées d'égalitarisme gauchiste, ayant englouti et intériorisé de tout cœur la doctrine officielle de l'État et l'objectif du « politiquement correct ». En effet, et en particulier parmi les enseignants et professeurs de sciences sociales, les personnes ne se considérant *pas* comme de gauche ont pratiquement cessé d'exister. Par conséquent, il faut exiger que le contrôle des écoles et des universités soit affranchi de l'État central et que, pour commencer, il soit rendu aux autorités régionales ou mieux encore locales, et financé localement, puis finalement complètement privatisé, afin de remplacer un système d'uniformité et de conformité obligatoires par un système d'éducation décentralisée, qui reflète la diversité naturelle, la multiplicité et la diversité des talents et des intérêts humains.

Point n°10 : Ne pas mettre sa confiance dans la politique ni dans les partis.

Tout comme on ne peut attendre des *universités* et du monde universitaire qu'ils jouent un rôle significatif dans une stratégie libertarienne de changement social, il n'y a rien non plus à espérer de la politique ou des partis politiques. Après tout, le but ultime du libertarianisme est de mettre un terme à toute politique, et de placer toutes les relations interpersonnelles et tous les conflits sous l'égide du droit privé et des procédures de droit civil. Certes, dans les conditions actuelles où la politique a tout envahi, une implication dans la politique et la politique des partis ne peut être entièrement évitée. Cependant, dans toute implication de ce genre, il faut être bien conscient et se prémunir de l'influence corruptrice du pouvoir, de l'appât de l'argent facile et des avantages liés à ces fonctions. Et pour minimiser le risque

et la tentation qui en découlent, il convient de concentrer ses efforts sur la politique régionale et locale plutôt que nationale, pour promouvoir à ce niveau un programme radical de décentralisation : d'abrogation des lois, de séparation pacifique, de ségrégation et de sécession. Le plus important, cependant : nous devons tenir compte de la maxime de vie de Ludwig von Mises : « Ne pas céder au mal, mais le combattre avec toujours plus d'audace ». Autrement dit, nous devons nous exprimer à voix haute n'importe quand et n'importe où, que ce soit dans des rassemblements formels ou informels, contre quiconque nous adresse des balivernes « politiquement correctes » désormais trop familières ou des inepties de gauche égalitaire, pour lui répondre sans ambages : « Non, sûrement pas. Vous voulez plaisanter, sans doute ». Toujours est-il, étant donné le contrôle quasi-total exercé par les élites dirigeantes, le *milieu universitaire* et les médias grand public, cela exige déjà une bonne dose de courage. Mais si nous ne sommes pas assez courageux pour le faire maintenant, montrant ainsi aux autres l'exemple à suivre, les choses iront de pire en pire, deviendront encore plus dangereuses à l'avenir et nous, la civilisation occidentale et les idées occidentales de liberté et d'autonomie, seront balayées et disparaîtront.

4. Mûrir avec Murray

J'ai rencontré Murray Rothbard pour la première fois à l'été 1985. J'avais alors 35 ans et Murray en avait 59. Pendant les dix années qui ont suivi, jusqu'à son décès prématuré en 1995, je devais être associé à Murray, d'abord à New York puis à Las Vegas, à l'UNLV¹, plus proche, plus complice de lui que quiconque, hormis sa femme Joey, bien sûr.

Étant maintenant presque aussi âgé que Murray l'était au moment de sa mort, j'ai pensé approprié de profiter de cette occasion pour parler et réfléchir un peu sur ce que j'appris pendant mes dix années avec Murray.

J'étais déjà adulte lorsque je rencontrais Murray la première fois, non seulement au sens biologique, mais aussi au sens mental et intellectuel. Pourtant, je n'ai atteint la maturité qu'en étant associé à lui ; et c'est de *cette* expérience dont je veux parler.

Avant de rencontrer Murray, j'avais déjà obtenu mon doctorat et le rang de *Privatdozent* (professeur d'université titulaire mais non rémunéré), le même rang d'ailleurs que Ludwig von Mises avait autrefois à Vienne. Outre ma thèse de doctorat (*Erkennen und Handeln*²), j'avais déjà achevé deux ouvrages. L'un (*Kritik der kausalwissenschaftlichen Sozialforschung*³) qui me révéla comme un Misessien, et l'autre, sur le point d'être publié l'année suivante (*Eigentum, Anarchie und Staat*⁴), qui me révéla comme un Rothbardien. J'avais déjà lu tous les travaux théoriques de Mises et de Rothbard. (Je n'avais cependant pas encore lu le volumineux travail journalistique de Murray, qui pour l'essentiel ne m'était pas disponible à l'époque). Ce n'est donc pas ma rencontre personnelle avec Murray qui fit de moi un Misessien et un Rothbardien. Intellectuellement, j'étais déjà un Misessien et un Rothbardien des années avant de même rencontrer personnellement Murray. Ainsi, nonobstant le fait que je sois moi-même avant tout un théoricien, je ne veux pas parler ici du grand édifice intellectuel austro-libertarien que Mises et, à sa suite, Rothbard nous ont légué, ni de mes propres petites contributions à ce système, mais de

¹ NdT : University of Nevada, Las Vegas [Université du Nevada à Las Vegas].

² NdT: Littéralement « Reconnaissance et Action ».

³ NdT : Littéralement « Critique de la recherche sociale causale ».

⁴ NdT : Littéralement « Propriété, anarchie et État ».

ma longue expérience personnelle avec Murray : des leçons pratiques et existentielles que j'ai tirées de mes rencontres avec lui et qui m'ont fait passer d'un homme adulte à un homme mature.

Je déménageai à New York, parce que je considérais Murray comme le plus grand de tous les théoriciens sociaux, certainement du XXe siècle et peut-être de tous les temps, tout comme je considérais Mises comme le plus grand de tous les économistes. Mises étant parti depuis longtemps pour un monde meilleur, je voulus rencontrer, venir à connaître et travailler avec cet homme, Rothbard. Je garde encore ce point de vue quant à la grandeur de Mises et de Rothbard. Vraiment, encore plus aujourd'hui qu'il y a trente ans. Et depuis lors, il n'y a pas eu de second Mises ou Rothbard. Aucun de comparable, et on pourrait bien avoir à attendre fort longtemps avant que cela arrive.

Je déménageai donc à New York en connaissant le travail de Murray, mais en ne sachant presque rien de l'homme. Souvenez-vous, c'était en 1985. J'écrivais encore à la main, puis en utilisant une machine à écrire mécanique, me familiarisant avec un ordinateur pour la première fois seulement l'année suivante, à l'UNLV. Et Murray n'utilisa jamais d'ordinateur, mais resta avec une machine à écrire électrique jusqu'à la fin de sa vie. Il n'y avait pas de téléphones portables, il n'y avait ni email, ni internet, ni Google, ni Wikipédia, ni YouTube. Au début, même les télécopieurs n'existaient pas. Ma correspondance avec Murray avant mon arrivée à New York se faisait donc par le vieux, lent courrier postal ordinaire. Murray exprima son enthousiasme envers mon souhait de le rencontrer et de travailler avec lui, et proposa immédiatement de s'assurer l'aide de Burton Blumert. Burt joua alors un rôle déterminant pour faciliter mon déménagement de l'Europe vers les États-Unis. (Le merveilleux Burt Blumert, propriétaire de *Camino Coins*⁵ et fondateur du premier *Center for Libertarian Studies* [Centre pour les études libertariennes], qui devait finalement fusionner avec le *Mises Institute*, était un des amis et des confidents les plus chers de Murray. Il fut également un grand bienfaiteur et un ami très cher pour moi).

J'avais vu quelques photos de Murray, je savais qu'il était juif, comme Mises, qu'il enseignait à l'Institut polytechnique de Brooklyn (rebaptisé par la suite Université polytechnique de New York et

⁵ NdT : Entreprise de commerce en monnaies diverses : <https://www.caminocompany.com/>

aujourd'hui Institut polytechnique de NYU), qu'il était le rédacteur en chef du très admiré *Journal of Libertarian Studies*, et qu'il était étroitement associé, en tant que directeur des études, à l'Institut Ludwig von Mises que Lew Rockwell avait récemment fondé, en 1982, soit il y a maintenant trente-cinq ans. C'était à peu près tout.

Et c'est ainsi que, chacun de nous non préparé, nous nous rencontrâmes pour la première fois dans le bureau de Murray à l'université. Moi j'étais le « blond froid du Nord », pour reprendre une publicité populaire pour des bières amères d'Allemagne du Nord ; jeune, grand et athlétique, mais quelque peu asocial, au caractère et à l'humour froids, avec un côté brutal, sarcastique et conflictuel. Un matériau digne de la *Wehrmacht*, si vous voulez. Et il y avait Murray : le « névrosé urbain », pour reprendre le titre allemand de la comédie⁶ de Woody Allen *Annie Hall* ; plus âgé d'une génération, petit et enrobé, non sportif, et même maladroit (sauf pour dactylographier), grégaire et hilarant, jamais morose mais toujours joyeux, et, dans ses relations personnelles (très à l'inverse de ses écrits), jamais dans le conflit, toujours de bonne humeur, voire docile. Pas vraiment du matériau de la *Wehrmacht*. En personnalité, donc, nous ne pouvions guère être plus différents. Vraiment, nous formions un couple assez étrange et pourtant, ça colla entre nous dès le départ.

Étant donné la relation longue et particulière entre les Allemands et les Juifs, notamment durant les douze années de règne, de 1933 à 1945, du parti National-Socialiste en Allemagne, j'avais craint, en tant que jeune Allemand rencontrant un Juif plus âgé en Amérique, que cette histoire puisse devenir une source potentielle de tension. Pas du tout. Bien au contraire.

Au sujet de la religion elle-même, il y avait un accord général. Nous étions tous deux agnostiques, avec pourtant un intérêt profond pour la sociologie de la religion, et des points de vue fort similaires en religions comparées. Pourtant, Murray approfondit grandement ma compréhension du rôle de la religion dans l'Histoire, grâce à son immense travail, malheureusement inachevé, au cours de la dernière décennie de sa vie, sur l'histoire de la pensée économique.

De plus, lors de nos innombrables conversations, j'appris de Murray l'importance de compléter la théorie austro-libertarienne par une

⁶ NdT : « Der Stadtneurotiker ».

histoire révisionniste, afin de parvenir à une évaluation vraiment réaliste des événements historiques et des affaires mondiales. Ainsi ce fut moi, en tant que quelqu'un ayant grandi dans une Allemagne de l'Ouest vaincue et dévastée d'après-guerre, où toutes les écoles et facultés enseignaient (et continuent) une « Histoire officielle » où (a) l'on doit se sentir honteux et coupable d'être Allemand et de notre Histoire, et (b) croire que l'Amérique et le capitalisme démocratique américain étaient « la meilleure chose » après (voire avant) l'invention du fil à couper le beurre, que je dus revoir mes vues, alors encore assez naïves, malgré toute la théorie austro-libertarienne, sur les affaires du monde en général et sur l'histoire américaine et allemande en particulier. En fait, Murray me fit changer fondamentalement ma vision plutôt rose des États-Unis (malgré le Vietnam et le reste) et m'aida, pour la première fois, à me sentir consolé, satisfait et même heureux d'être Allemand, et à développer une préoccupation particulière pour l'Allemagne et le destin du peuple allemand.

À ma surprise initiale, donc, et finalement à mon grand et agréable soulagement, Murray était un sacré germanophile. Il connaissait et appréciait beaucoup les contributions allemandes à la philosophie, aux mathématiques, aux sciences, à l'ingénierie, à l'histoire et à la littérature. Son professeur bien-aimé, Mises, avait écrit à l'origine en allemand et était un produit de la culture allemande. Murray aimait la musique allemande, il aimait les églises baroques allemandes, il aimait l'atmosphère des *Biergarten*⁷ bavarois, et la tradition de se retrouver dans une brasserie de plein air après l'église. Joey, son épouse, était d'origine allemande, son nom de jeune fille étant JoAnn Schumacher, et Joey était membre de la Richard Wagner Society, passionnée d'opéra toute sa vie. De plus, la plupart des amis de Murray que je finis par rencontrer se sont révélèrent germanophiles.

Premier parmi eux, Ralph Raico, le grand historien du libéralisme classique, que j'avais espéré revoir à cette occasion⁸, mais qui tristement nous quitta pour toujours il y a presque un an maintenant. Je rencontrai Ralph quelques mois seulement après mon arrivée à New York, lors d'une soirée tenue dans l'appartement de Murray, dans le Upper Westside. Je pris immédiatement goût à son sarcasme caustique

⁷ NdT : Brasserie en plein air.

⁸ NdT : Discours prononcé en 2017, un an après le décès de Ralph Raico.

et, au fil des ans, nous formèrent une étroite amitié. Outre nos nombreuses rencontres lors de divers événements du Mises Institute, je me souviens encore avec tendresse, en particulier, de nos longs voyages communs dans le nord de l'Italie. Surtout lorsqu'à Milan, pendant une conférence parrainée par quelques amis et des affiliés de l'autrefois (mais plus désormais) sécessionniste Lega Nord des manifestants autoproclamés (qui l'aurait cru ?!) « antifascistes » apparurent devant l'hôtel de la conférence pour nous dénoncer, à notre grand amusement, comme « *libertari fascisti* ». Ralph fut aussi celui qui me fit découvrir la thèse révisionniste concernant la Première et la Seconde Guerre mondiale ainsi que toute la période de l'entre-deux-guerres. Et c'est Ralph qui m'enseigna l'histoire du libéralisme allemand et en particulier ses représentants libertariens radicaux du XIX^e siècle qui avaient été presque complètement oubliés dans l'Allemagne contemporaine.

D'ailleurs, Lew Rockwell, lui aussi, montra très tôt ses références germanophiles. Lors de notre première rencontre à New York à l'automne 1985, il conduisait une Mercedes 190. Il s'est ensuite égaré pendant quelques années, au volant d'un pick-up de fabrication américaine, mais il reprit finalement ses bonnes habitudes en conduisant une Mini Cooper, produite par BMW.

Mais ce fut surtout Murray qui m'apprit à ne jamais me fier à l'histoire officielle, invariablement écrite par les vainqueurs, et plutôt à mener toutes les recherches historiques à la manière d'un détective enquêtant sur un crime. Toujours, avant tout et en première approximation, suivre l'argent, à la recherche d'un mobile. Qui gagnera, que ce soit en termes d'argent, de biens immobiliers ou de pur pouvoir, de cette mesure ou d'une autre ? Dans la plupart des cas, répondre à cette question vous mènera directement à l'acteur même ou au groupe d'acteurs responsables de la mesure ou politique en question. Aussi simple que soit cette question, il est cependant bien plus difficile d'y répondre, et cela nécessite des recherches souvent ardues pour dévoiler, sous un gigantesque écran de fumée de rhétorique semblant pleine de bons sentiments et de propagande pieuse, les faits et les indicateurs concrets (les flux d'argent et les gains d'aides sociales) permettant de prouver un crime et d'identifier et « démasquer » ses auteurs. Murray était un maître en la matière, et ce à une époque où on n'avait pas accès aux ordinateurs, à Internet ni aux machines de recherche telles que Google. Et pour faire ce travail de détective, comme

je l'appris de Murray, il faut aller au-delà des documents officiels, des médias traditionnels, des grands noms, des « stars » universitaires et des revues « prestigieuses », bref, de tout ce qui est jugé « respectable » et « politiquement correct ». Il faut aussi, et particulièrement, prêter attention au travail des excentriques, des extrémistes et des exclus, c.-à-d. aux gens « non-respectables » ou « déplorables » et aux publications « obscures » qu'on est censé ignorer ou dont on n'a même pas connaissance. Jusqu'à ce jour, j'ai écouté, et même savouré de suivre ce conseil. Quiconque pourrait voir ma liste de signets de sites web fréquemment visités serait probablement surpris, et tout membre de l'Establishment ou de la gauche en particulier serait probablement choqué et frissonnerait de dégoût.

Avec cette perspective générale et ce point de vue sur les choses, des révisionnistes comme Murray (et moi-même) sont régulièrement accusés, avec mépris, d'être des cinglés théoriciens du complot. À cette accusation, Murray répondait généralement : premièrement, en termes francs et sarcastiques, même si l'on est un paranoïaque certifié, cela ne prouve pas que personne n'en a vraiment après vous et votre argent. Et deuxièmement, de façon plus systématique : plus le nombre de conspirateurs présumés est élevé, moins la conspiration est probable. De plus, il est naïf de supposer l'existence d'une seule grande conspiration universelle, globale menée par un groupe de conspirateurs tout-puissant. Plutôt les conspirations, souvent rivales, voire contradictoires, c.-à-d. les efforts confidentiels de divers groupes de gens agissant de concert à la poursuite d'un objectif commun, sont en effet une caractéristique omniprésente de la réalité sociale. Comme toute action, de telles conspirations peuvent réussir ou échouer et peuvent entraîner des conséquences *indésirables* pour les conspirateurs. Mais réalistiquement parlant, la plupart sinon tous les événements historiques sont plus ou moins exactement ce que certaines personnes ou groupes de personnes identifiables agissant de concert avaient l'intention qu'ils soient. Vraiment, supposer le contraire, c'est supposer, de façon incroyable, que l'Histoire n'est rien d'autre qu'une suite d'accidents inintelligibles.

De plus, en apprenant de Murray la nécessité de compléter la théorie austro-libertarienne par une histoire révisionniste afin d'obtenir une image complète et réaliste du monde et des affaires mondiales, je reçus aussi de lui une formation incessante dans l'art de juger et d'évaluer

avec prudence et discernement les gens, les actions et les événements. La théorie pure permet de porter des jugements plutôt précis sur le vrai ou le faux, le bien ou le mal, et efficace si menant au but recherché, ou inefficace sinon. Mais beaucoup, sinon la plupart des actions et des événements provoquants ou suscitant nos jugements n'entrent pas dans la catégorie des questions qui peuvent être ainsi évaluées. Nous sommes entourés, ou mieux : encerclés, par une classe d'individus (politiciens et agents de l'État) qui, jour après jour, prennent et font appliquer des décisions qui affectent et ont systématiquement une incidence sur nos biens et, par conséquent, sur tout notre mode de vie, sans notre consentement et même contre notre protestation explicite. En bref : nous sommes confrontés à une élite de *dirigeants*, au lieu, par distinction inverse, d'une élite *d'agents*. Et confrontés aux politiciens et aux décisions politiques, notre jugement porte donc sur l'évaluation, au mieux, des pis-aller. Le sujet n'est pas « vrai ou faux », « juste ou injuste », « efficace ou inefficace ». C'est plutôt ceci : étant donné que les décisions politiques sont *en soi* fausses, injustes et inefficaces, laquelle de ces décisions est la moins fautive, la moins injuste et la moins inefficace, et comparativement plus proche de la vérité, du juste et du bon, et quelle personne représente un mal moindre ou un mal pire qu'une autre. De telles questions ne se prêtent pas à une réponse scientifique, car y répondre implique l'évaluation comparative d'innombrables variables incommensurables. Et dans tous les cas, des faits nouvellement découverts sur le passé ou les développements futurs pourraient bien révéler que de tels jugements sont erronés. Mais la réponse n'est pas non plus arbitraire. Ce qui *est* vrai, juste et efficace est *donné*, comme points de repère, et des raisons, fondées sur des preuves logiques ou empiriques, doivent être fournies, afin de placer les divers pis-allers comme plus proches ou plus éloignés de ces points. Plutôt, porter un jugement sur de telles questions est un *art* difficile, tout comme l'esprit d'entreprise n'est pas une science mais un art. Et tout comme certaines personnes sont douées pour entreprendre et d'autres moins, manifesté par des profits ou des pertes monétaires, certaines personnes sont douées pour juger les événements et les acteurs politiques et d'autres moins, gagnant ou perdant ainsi la réputation de juges sages et prudents.

Bien entendu, Murray n'était pas infaillible dans ses jugements. À la fin des années 1960 et au début des années 1970, par exemple, il a jugé

à tort que la position anti-guerre de la Nouvelle Gauche se fondait plus sur des principes qu'en réalité, une chose qu'il a ensuite volontiers reconnu comme une erreur. Et je connais au moins un cas, plutôt personnel, où le jugement de Joey fut meilleur et « plus dans le mille » que le sien. Ceci nonobstant, je n'ai jamais rencontré quiconque au jugement plus sensé, et se révélant justifié, que Murray.

J'en viens ainsi à la deuxième grande leçon que j'ai apprise durant ma longue association avec Murray. Alors que la première leçon du révisionnisme concernait des questions de pratique et de méthode, la deuxième leçon concernait des questions existentielles.

Avant de rencontrer Murray, je savais bien sûr qu'il était un marginal radical dans un milieu universitaire à prédominance gauche progressiste, et je m'attendais (et j'étais prêt à accepter pour moi-même) à ce que cela implique certains sacrifices, c.-à-d., qu'il y aurait un prix à être un Rothbardien, et pas seulement en termes d'argent. Mais je fus fort surpris de constater combien ce prix était élevé. Je savais que la Brooklyn Polytechnic n'était pas une université prestigieuse, mais je m'attendais à voir Murray y occuper un poste confortable et bien rémunéré. En outre, à l'époque, je considérais encore les États-Unis comme un bastion et un rempart de la libre entreprise et je m'attendais donc à ce que Murray, en tant que principal champion intellectuel du capitalisme et antithèse personnifiée de Marx, soit tenu en haute estime, sinon dans le monde universitaire, du moins en dehors de celui-ci, dans le monde du commerce et des affaires, et qu'il soit donc récompensé par un certain degré d'aisance.

En fait, à Brooklyn Polytechnic, Murray occupait un petit bureau misérable, sans fenêtre, qu'il devait partager avec un professeur d'histoire. En Allemagne, même les assistants de recherche bénéficiaient d'un environnement plus confortable, sans parler des professeurs titulaires. Murray était l'un des professeurs titulaires les moins bien payés de son école. D'ailleurs, ma bourse de la Fondation nationale allemande pour la science de l'époque (une bourse Heisenberg) s'avéra considérablement plus élevée que le salaire universitaire de Murray (ce que j'eus trop honte de lui révéler après l'avoir découvert). Et l'appartement de Murray à Manhattan, grand et rempli jusqu'au plafond de livres, était sombre et délabré. Rien à voir

avec le « penthouse »⁹ que je l'avais imaginé occuper. Cette situation s'est considérablement améliorée avec son déménagement en 1986, à l'âge de 60 ans, à Las Vegas et à l'UNLV. Si mon salaire y a baissé par rapport à ma précédente rémunération, celui de Murray augmenta fortement, mais il restait inférieur à 100.000 dollars. Et il put se permettre d'acheter une maison spacieuse, mais spartiate. Cependant, même comme titulaire d'une chaire à l'UNLV, Murray n'avait pas d'assistant de recherche, ni de secrétaire personnel.

Pourtant, Murray ne s'est jamais plaint, ni n'a jamais montré d'amertume, ni de jalousie, et il préféra s'y résoudre joyeusement et continua plutôt à écrire. Ce fut une leçon difficile à apprendre pour moi, et j'ai encore parfois du mal à la suivre.

À propos¹⁰, Joey et Murray me racontèrent un jour en riant comment, à l'époque où ils commençaient à se fréquenter, chacun d'eux s'attendaient à ce que l'autre fût un bon parti. Joey, parce que Murray était juif, et Murray, parce que Joey ne l'était pas. Mais ils découvrirent qu'ils se trompaient tous les deux dans leurs attentes.

De plus, malgré ses immenses réalisations comme champion intellectuel du capitalisme de libre marché, Murray ne remporta jamais de prix, de récompenses ni d'honneurs dignes de ce mot. Le fait qu'il n'ait pas obtenu le Prix Nobel d'économie n'est pas surprenant, bien sûr. Après tout, le grand Mises ne l'obtint pas non plus. Mais rien qu'aux États-Unis, il existait des dizaines d'institutions (groupes de réflexion, fondations, associations professionnelles, centres de recherche et universités) qui se consacraient au libre marché et à la liberté. Pourtant, aucune d'entre elles n'a jamais décerné à Murray le moindre prix ou distinction honorifique significatif, tout en arrosant d'argent et de récompenses des personnes qui n'avaient guère fait plus que suggérer, « avec audace », une réforme incrémentale comme, disons, la baisse du taux marginal d'imposition de 35 à 30 % ou la réduction du budget de l'EPA¹¹ de quelques points de pourcentage, ou qui avaient simplement exprimé leur « amour personnel » de la « liberté » et de la « libre entreprise » souvent, haut et fort et avec assez d'insistance.

⁹ NdT : Appartement de dernier étage, souvent plus luxueux que ceux plus bas, avec terrasse panoramique.

¹⁰ NdT : En français dans le texte.

¹¹ NdT : United States Environmental Protection Agency, le ministère américain de la protection de l'environnement.

Rien de tout cela ne dérangerait Murray le moins du monde. Il ne s'attendait en effet à rien d'autre, pour des raisons que je devais alors encore apprendre.

Ce que Murray réalisa et que je devais encore apprendre, c'est que le rejet et l'opposition les plus véhéments et les plus féroces à l'austro-libertarianisme ne viendraient pas de la gauche socialiste traditionnelle, mais plutôt de ceux aux habits d'auto-proclamés « anti-socialistes », d'avocats du « gouvernement limité », de « l'État minimal », des « pro-entreprise privée » et des « pro liberté » eux-mêmes, ainsi que de leurs porte-parole intellectuels, et surtout de ceux qu'on appelle les « Beltway Libertariens ».¹² Ils ne pouvaient tout simplement pas avaler le fait que Murray avait démontré avec une logique évidente que leurs doctrines n'étaient rien d'autre qu'un charabia intellectuel incohérent, et qu'ils étaient tous, pour reprendre le verdict de Mises *vis-à-vis* de Milton Friedman et de son entourage, eux aussi une « bande de socialistes », nonobstant leurs protestations véhémentes du contraire. Car, comme le soutenait Murray, dès lors que l'on admet l'existence d'un État, n'importe quel État, défini comme un monopole territorial de la prise de décision ultime dans tous les cas de conflit, y compris les conflits impliquant l'État lui-même, alors toute propriété privée est *effectivement* abolie, même si elle reste provisoirement, en tant que *concession* de l'État, *nominalement* privée, et est remplacée au contraire par un système de « propriété collective » ou plutôt de propriété d'État. *L'État*, n'importe quel État, *signifie* le socialisme, défini comme « la propriété collective des facteurs de production ». L'institution d'un État est praxéologiquement incompatible avec la propriété privée, et avec l'entreprise fondée sur celle-ci. Elle est l'antithèse même de la propriété privée, et tout partisan de la propriété privée et de l'entreprise privée *doit* donc, en toute logique, être *anarchiste*. À cet égard (comme à bien d'autres), Murray n'était pas disposé à faire de compromis, ou était « intransigeant », comme diraient ses détracteurs. Car en théorie, en pensée, le compromis est inadmissible. Dans la vie quotidienne, le compromis est une caractéristique permanente et omniprésente, bien sûr. Mais en théorie, le compromis est le péché ultime, un « non »

¹² NdT : *Beltway* désigne la ceinture autoroutière autour de Washington DC, la capitale, où tout se décide. Par extension, cela désigne les lobbies de toutes sortes, présents là-bas pour influencer le pouvoir central américain, concept ici appliqué aux libertariens politiques et lobbyistes.

catégorique et absolu. Il n'est pas permis, par exemple, de faire un compromis entre les deux propositions incompatibles que $1+1=2$ ou que $1+1=3$ et d'accepter que ça fasse 2,5. Soit une proposition est vraie, soit elle est fausse. Il ne peut y avoir de « convergence » entre le vrai et le faux.

Ici, concernant le radicalisme intransigeant de Murray, une petite anecdote racontée par Ralph Raico me semble opportune. Pour citer Ralph :

Murray était quelqu'un de spécial. Je reconnus ce fait la première nuit où je le rencontrais. C'était après le séminaire de Mises ; un de mes copains et moi avions été invités à y assister, et ensuite Murray suggéra que nous prenions un café pour discuter. Mon ami et moi étions éblouis par le grand Mises, et Murray, naturellement, était heureux de voir notre enthousiasme. Il nous assura que Mises était au moins le plus grand économiste du siècle, si ce n'est de toute l'histoire de la pensée économique. En ce qui concerne la politique, pourtant, Murray dit, en baissant une voix conspiratrice : « Eh bien, pour ce qui est de la politique, certains d'entre nous considèrent Mises comme un membre de la gauche non communiste. » Oui, il était facile de voir que nous avions rencontré quelqu'un de très spécial.

Contrairement à Murray, un nombre certain d'individus ayant appris de lui pratiquement tout ce qu'ils avaient jamais su, en particulier dans son *Man, Economy and State [L'Homme, l'Économie et l'État]*, étaient prêts à faire de tels compromis intellectuels, et on les récompensait richement pour leur « souplesse » et leur « tolérance ». Mais Murray n'était pas comme ça ! Et par conséquent, il fut (et est toujours) ignoré, exclu ou dénoncé par les défenseurs en chef d'un « État-minimal-et-industrie-de-libre-marché ». Et il est resté en essence sans aucun soutien institutionnel, tel un combattant solitaire, jusqu'à l'arrivée de Lew Rockwell et du Mises Institute.

J'ai vécu cette *Rothbard-phobie* indirectement, si vous voulez. Car dès que l'on apprit que le nouvel arrivant allemand était le disciple de Murray et qu'il semblait lui aussi assez « intransigeant », je me suis immédiatement retrouvé sur les mêmes listes noires que lui. Ainsi, j'appris rapidement une première leçon importante de la vraie vie sur ce que signifie être un Rothbardien.

Une autre leçon fut l'humilité. Murray possédait une immense bibliothèque, avait lu et assimilé une énorme masse de littérature, et par

suite restait un homme humble. Il était toujours réticent et très sceptique à l'idée d'assumer ou de reconnaître une quelconque prétention « d'originalité ». Il savait que les affirmations « d'originalité » sont le plus souvent celles de gens aux petites bibliothèques et de peu de lectures. En revanche, Murray était très généreux dans l'octroi de reconnaissance aux autres. Et il était tout aussi généreux de ses conseils à quiconque en faisait la demande. Vraiment, sur presque tous les sujets imaginables, il était prêt, de tête, à fournir une riche bibliographie. De même, il encourageait tout signe de productivité, même chez ses élèves les plus modestes.

Bien que j'aie toujours essayé de suivre cet exemple, je ne pus cependant pas me résoudre à aller aussi loin que Murray. Car je pensais, et je pense toujours, que son humilité était excessive, qu'il était humble presque à tort. Ses étudiants de l'école polytechnique de Brooklyn, par exemple, pour la plupart des étudiants en ingénierie (ou, comme Murray décrivait les étudiants de Mises à l'Université de New York, des « étudiants en emballage »), n'avaient aucune idée de qui il était, car il ne mentionnait jamais ses propres travaux. Ils étaient vraiment surpris d'entendre de *moi* qui était leur joyeux professeur, lorsque je le remplaçais pour assurer ses cours en cas d'absence. Et à l'UNLV, la situation ne fut pas très différente. Alors que je le promouvais activement, tel son agent officieux de relations publiques, Murray continuait son auto-dévalorisation. Bien qu'il ait écrit sur presque tous les sujets imaginables en sciences sociales, lorsqu'il suggérait ou assignait des travaux de semestre à ses étudiants, il ne mentionnait ses propres écrits sur le sujet seulement que comme après réflexion ou sur demande spécifique.

Néanmoins, l'extrême modestie de Murray a également eut un autre effet, malencontreux. Lorsque nous déménageâmes à Las Vegas en 1986, nous avons prévu de faire de l'UNLV un bastion de l'économie autrichienne. À l'époque, l'équipe de basketball de l'UNLV, les *Runnin' Rebels*, sous la direction de l'entraîneur Jerry Tarkanian, était une puissance nationale, toujours un peu scandaleuse, mais impossible à ignorer. Nous avons espéré devenir les *Runnin' Rebels* de l'économie à l'UNLV. Plusieurs étudiants avaient quitté leur université pour s'inscrire à la nôtre à l'annonce d'une telle évolution. Mais ces espoirs furent rapidement déçus. Avant même notre arrivée à l'UNLV, la composition du département d'économie avait considérablement changé, et la

démocratie, le règne de la majorité, fut alors installé. Pour équilibrer l'influence autrichienne, un an seulement après, la majorité du département décida, contre notre opposition, d'engager un inconnu marxiste. Je poussai Murray à utiliser sa position et sa réputation pour s'intervenir dans les hautes strates de l'université et empêcher cette nomination. À l'exception de Jerry Tarkanian, Murray était la seule personne reconnue au niveau national à l'UNLV. Il était le seul titulaire d'une chaire financée à l'université. Nous connaissions personnellement le président et le recteur de l'université et étions en bons termes avec tous deux. En conséquence, je croyais qu'il y avait une chance réaliste de renverser la décision du département. Mais je ne pus persuader Murray de ses propres pouvoirs.

Après cette occasion manquée, les choses ont empiré. Le département continua à engager tout sauf un Autrichien ou un sympathisant. Nos étudiants furent maltraités et discriminés. Le département et le doyen de l'école de commerce me refusèrent la titularisation (décision qui fut annulée par le recteur et le président de l'université, notamment du fait des protestations massives des étudiants et de l'intervention de plusieurs donateurs de l'université). Le directeur du département rédigea une évaluation annuelle scandaleuse, méchante et insultante des performances professorales de Murray (à la suite de laquelle l'administration de l'université força le directeur à démissionner de son poste). En conséquence, une deuxième chance se présenta à nous pour renverser la situation. Des plans furent élaborés et discutés avec le recteur pour diviser le département et créer un département d'économie distinct au sein du College of Liberal Arts [Faculté des Arts Libéraux]. Cette fois, Murray devint de la partie. Mais l'élan initial à notre avantage avait été perdu dans l'intervalle, et après les premiers signes de résistance, Murray se résigna rapidement et abandonna. Il préférerait mettre de l'eau dans son vin, et notre projet sécessionniste s'évanouit rapidement en une défaite.

Juste pour terminer rapidement notre saga à l'UNLV : Après la mort de Murray en 1995, je continuais à travailler à l'UNLV pendant une autre décennie, dans un environnement de plus en plus hostile. L'administration universitaire, autrefois protectrice, avait changé, et je me sentais de plus en plus mal apprécié, pas à ma place. Même ma grande popularité auprès des étudiants fut utilisée contre moi, comme preuve du « danger » émanant de mon enseignement. En 2004, je me

retrouvai mêlé à un scandale. Pendant un cours, j'avais hypothétiquement suggéré que les homosexuels, en moyenne, et en raison de leur absence caractéristique d'enfants, avaient un degré comparativement plus élevé de préférence temporelle, c.-à-d. de concentration sur le présent. Un étudiant pleurnichard se plaignit, et le commissaire à la discrimination de l'université, comme s'il n'avait qu'attendu cette occasion, engagea aussitôt une procédure officielle contre moi, en menaçant de prendre des mesures punitives sévères si je ne me rétractais pas instantanément et publiquement, et que je ne présentais pas d'excuses. « Intransigeant » comme je l'étais, je refusai de le faire. Et je suis certain que c'est seulement grâce à mon refus inébranlable de demander pardon que, après une année entière de harcèlement administratif, je sortis finalement victorieux de cette bataille avec la police de la pensée, et l'administration de l'université subit une défaite gênante. Un an plus tard, je démissionnais de mon poste et je quittais définitivement l'UNLV et les États-Unis pour de bon.

Revenons à Murray. Naturellement, je fus déçu par les événements survenus à l'UNLV. Mais ils n'eurent pas le moindre effet sur la poursuite de notre collaboration. Peut-être que Murray avait raison ? Qu'il était plus réaliste depuis le début et que c'était moi qui avais souffert d'un optimisme de jeunesse excessif ? Et en tout cas, il y avait une autre leçon importante à tirer de l'ensemble des choses qu'il me restait à apprendre.

Alors que la plupart des gens ont tendance à devenir plus doux et plus « tolérants » dans leurs opinions en vieillissant, Murray devint de plus en plus radical et moins tolérant avec le temps. Pas dans ses relations personnelles, comme je l'ai déjà souligné. À cet égard, Murray était et resta jusqu'à la fin un « tendre », sauf dans ses discours et ses écrits. Cette radicalisation et cette « intransigeance » croissantes vinrent en réponse aux développements dans le monde de la politique américaine en général et en particulier au sein de l'industrie du « gouvernement limité et marché libre », et parmi les soi-disant libertariens rassemblés autour du Beltway de Washington, DC. Là, partout, on put observer une dérive lente mais systématique vers la gauche et les idées de gauche. Une dérive qui, depuis lors et jusqu'à ce jour, n'a fait que gagner en ampleur et en force. Constamment, de nouveaux « droits » furent « découverts » et adoptés, en particulier par les soi-disant libertariens. Les « droits de l'homme » et les « droits

civils », les « droits des femmes » et les « droits des homosexuels », le « droit » à ne pas être discriminé, le « droit » à une immigration libre et sans restriction, le « droit » à un déjeuner et à des soins de santé gratuits, et le « droit » à être épargné de tout discours ou pensée désagréable. Murray démolit tout ce soi-disant « discours humanitaire » ou, pour utiliser un terme allemand, ce verbiage « *Gutmenschen* »¹³ comme déchet intellectuel. Il démontra qu'aucun de ces prétendus « droits » n'était compatible avec les droits de propriété privée. Or, comme les libertariens devraient le savoir mieux que quiconque, seuls les droits de propriété privée, c.-à-d. le droit de toute personne à la propriété de son corps physique et à la propriété de tous les objets extérieurs qu'elle a acquis de manière juste (pacifique), peuvent être défendus avec argument comme droits de l'homme universels et combinables. Tout sauf les droits de propriété privée est donc un faux droit non universalisable, comme Murray le démontra à maintes reprises. Tout appel aux « droits de l'homme » autres que les droits de propriété privée est *in fine* motivé par l'égalitarisme, et représente à ce titre une révolte contre la nature humaine.

En outre, Murray se rapprocha encore plus de la droite (conformément au dicton d'Erik von Kuehnelt-Leddihn selon lequel « la droite a raison »¹⁴) en soulignant que pour établir, maintenir et défendre un ordre social libertarien, il faut plus que la simple adhésion au principe de non-agression. L'idéal des libertariens de gauche (ou « modaux », comme les appelait Murray) de « vivre et laisser vivre tant qu'on n'agresse personne d'autre », qui semble si attrayant à des adolescents en rébellion contre l'autorité parentale et toute convention et contrôle sociaux, et peut suffire à des gens vivant loin les uns des autres, ne traitant et ne commerçant entre eux qu'indirectement. Mais il est décidément insuffisant lorsqu'il s'agit de gens vivant à proximité les uns des autres, comme voisins et membres d'une même communauté. La cohabitation pacifique de voisins et de personnes en contact direct et régulier les uns avec les autres sur un territoire donné exige aussi des similitudes de culture : la langue, la religion, les

¹³ NdT : Littéralement « de bonnes personnes », c.-à-d. « bienfaiteur », « moralisateur ».

¹⁴ NdT : En version originale, « the right is right », signifie plutôt « la droite a raison », mais il y a plusieurs jeux de mots cachés : « la droite est dans le droit » - « la droite est adroite » - « la droite est droite » ...

coutumes et les conventions. Il peut y avoir une coexistence pacifique de différentes cultures sur des territoires éloignés et physiquement séparés, mais le multiculturalisme, l'hétérogénéité culturelle, ne peuvent pas exister sur un seul et même territoire sans entraîner une confiance sociale en baisse, une hausse des conflits et, finalement, la destruction de tout ce qui ressemble à un ordre social libertarien.

Si Murray avait été auparavant ignoré, négligé ou détesté par les opposants habituels, désormais, avec cette prise de position contre quoi que ce fût de « politiquement correct », il était vilipendé et rencontrait une haine non dissimulée. Il eut droit à toute la litanie de noms d'oiseaux aujourd'hui bien trop familière : Murray était un réactionnaire, un raciste, un sexiste, un autoritaire, un élitiste, un xénophobe, un fasciste et, pour couronner le tout, un Juif Nazi qui s'auto-détestait.

Murray ignore tout ça. Mieux, il en riait. Et d'ailleurs, à la consternation du « gang des ragots », comme Murray appelait le front populaire uni de ses détracteurs « antifascistes », son influence ne fit que croître, et croît encore depuis sa mort. Il n'est peut-être pas largement reconnu, mais sans Murray, il n'y aurait pas de Ron Paul tel que nous le connaissons. Et je dis cela sans vouloir par là diminuer ou déprécier le moins du monde le rôle personnel et les réalisations extraordinaires de Ron Paul. Il n'y aurait aucun mouvement Ron Paul, et il n'y aurait aucun programme libertarien populaire ou, comme le « gang des ragots » préfère dire, aucun programme libertarien « populiste ».

Quant à moi, mes propres opinions se sont également radicalisées, avec celles de Murray. Mon livre *Démocratie : le dieu qui a échoué*¹⁵ fut la première manifestation importante de ce développement intellectuel et, pour sûr, mon intolérance radicale envers tout ce qui est libertarianisme de gauche et « politiquement correct » n'a jamais cessé de croître depuis. Aucun besoin presque de dire que j'ai reçu moi aussi les mêmes titres honorifiques que Murray, et même quelques-uns en plus, de la part du « gang des ragots » (à l'exception du truc du Juif s'auto-détestant). Pourtant, j'avais aussi appris à ignorer tout cela, comme j'avais vu Murray le faire, et comme Ralph Raico m'avait

¹⁵ NdT : Traduction réalisée par les mêmes traducteurs du présent ouvrage disponible sur Amazon à l'adresse suivante : <https://amzn.to/2MgV2xy>

toujours encouragé et continuait à me conseiller. De plus, me souvenir d'un dicton allemand populaire m'aïda : « *viel Feind, viel Ehr.* »¹⁶ Et en effet, le succès continu de ma conférence-salon annuelle de la *Property and Freedom Society*, qui en est maintenant à sa 12ème année, organisée et tenue dans un véritable esprit Rothbardien, a démontré l'échec total de toutes les campagnes de diffamation dirigées contre moi. Au contraire, elles m'ont aidé plutôt que gêné à attirer un cercle toujours plus large d'amis intellectuels, d'affiliés et de sympathisants.

Je dois ajouter qu'au cours de ces dix dernières années, grâce aux conseils sages et précis de ma charmante épouse Gülçin, j'ai également fait de grands progrès en combinant un radicalisme intellectuel sans compromis et une amabilité personnelle, même si ma nature et mes dispositions naturelles m'ont empêché de me rapprocher aucunement de Murray à cet égard.

J'ai dit bien trop peu de choses ici sur Lew, et je m'en excuse sincèrement. Mais je dois dire ceci : Lew, outre Murray, fut l'une des personnes les plus importantes pour m'aider à devenir l'homme que je suis aujourd'hui. Et à Murray, qui, j'en suis sûr, nous regarde aujourd'hui de là-haut, je dis : merci Murray, tu es mon héros : « C'était un homme auquel, tout bien considéré, je ne retrouverai pas de pareil »,¹⁷ et j'espère que tu es content de ton élève. J'ai toujours ressenti une joie immense lorsque tu me dis « mon grand Hans, bravo ! » Et même si je ne peux t'entendre à cet instant, rien ne me ferait plus plaisir que si tu répétais cette phrase maintenant, là-haut, où les rois de la pensée sont réunis.

¹⁶ NdT : Beaucoup d'ennemis, beaucoup d'honneur.

¹⁷ NdT : Réplique tirée de l'Acte I Scène 2 de « Hamlet », Shakespeare, traduction de Victor Hugo.